

Frédéric BON
maître de recherches au CNRS

(1985)

“Communication
et action politique.”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Roger Gravel, bénévole,
Page web : http://classiques.ugac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_gravel_roger.html

à partir du texte de :

Frédéric BON

"Communication et action politique."

In ouvrage sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean LECA,
TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE. Tome 3. L'action politique.
Chapitre VIII, pp. 537-602. Paris: Les Presses universitaires de France,
1re édition, 1985, 713 pp.

Jean Leca nous a accordé le 4 avril 2018 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Jean LECA : jean.leca@gmail.com

Police de caractères utilisées :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

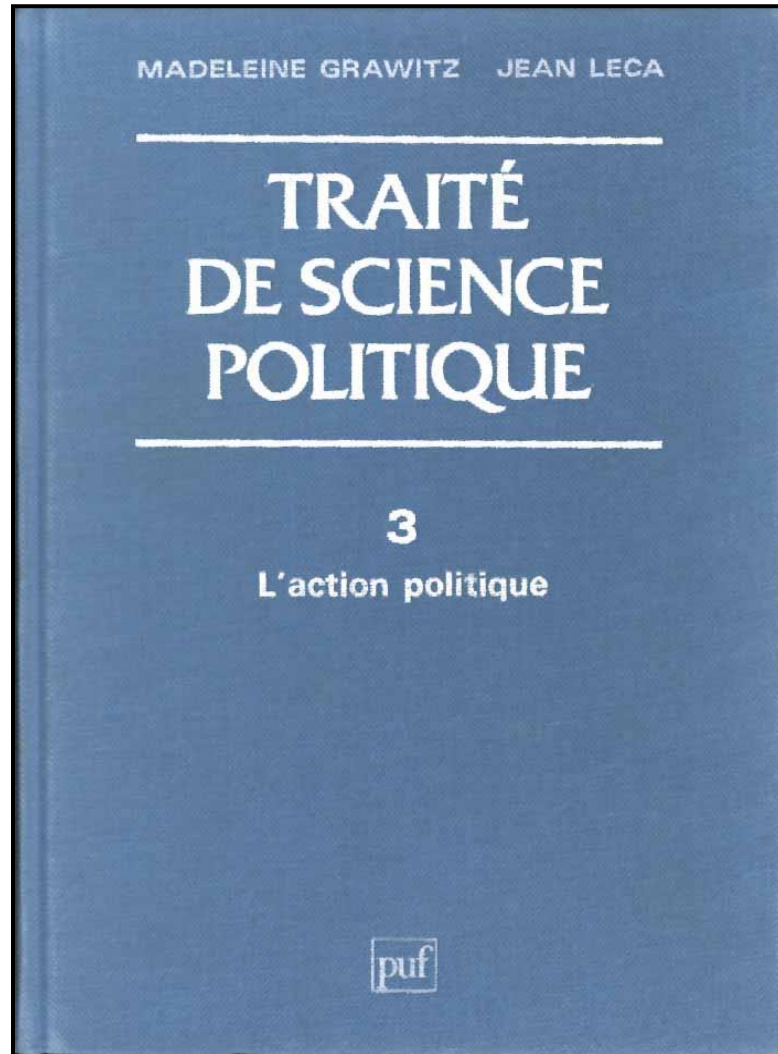
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 18 avril 2022 à Chicoutimi, Québec.



Frédéric BON
maître de recherches au CNRS

“Communication et action politique.”



In ouvrage sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean LECA, **TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE. Tome 3. L'action politique.** Chapitre VIII, pp. 537-602. Paris: Les Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, 713 pp.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[712]

TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.

Tome 3. L'action politique

Table des matières

Chapitre VIII

Section 1 - Langage et politique, par F. Bon [537]

1. Le lourd héritage du maître de Genève [540]
 2. Redoubler l'opposition langue/parole [545]
 3. Structure des idéologies politiques [553]
 4. Rhétorique et idéologies [561]
 5. Pensée sauvage et pensée politique [565]
 6. Du langage comme action à l'action comme langage [570]
- Bibliographie [572]

Section 2 - Médias et politique, par F. Balle [574]

1. Les médias et les opinions politiques [575]
 2. La politique et les médias [581]
 3. Après Ellul et McLuhan, le retour de la politique [586]
 4. De la dénonciation de la propagande à celle de la désinformation [592]
 5. Les nouveaux médias et la communication éclatée [594]
- Bibliographie [599]

[537]

TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.
Tome 3. L'action politique

Chapitre VIII

**“COMMUNICATION
ET ACTION POLITIQUE.”**

Section 1

Langage et politique

par Frédéric Bon

[Retour au sommaire](#)

Les phénomènes observés dans le champ politique semblent, dans une proportion écrasante, relever des faits de langage. Le politiste a le sentiment que la presque totalité des matériaux qu'il traite sont d'ordre linguistique ; même ceux qui échappent à cette catégorie renvoient, le plus souvent, à l'univers des signes et des symboles. Des textes des philosophes politiques aux discours des hommes d'État, des autojustifications des acteurs aux interviews sur les motivations de l'électeur, matière et langue semblent se confondre. L'évènement est appréhendé à travers le récit qui en a été fait. Même lorsque la matérialité du fait peut être établie, la dérive naturelle du politiste le renvoie dans l'univers symbolique : plus que de savoir ce qui s'est réellement passé, le politiste s'intéresse aux formes sous lesquelles l'évènement a été représenté. Contrairement au détective d'un roman policier célèbre (Tey, 1961), peu lui chaut d'apprendre que Richard n'a pas tué les enfants d'Édouard ; l'important est que cela ait pu être dit, et surtout cru.

L'action politique elle-même semble avoir pour objet la production de langages et de symboles : les textes juridiques, les circulaires ministérielles, les ordres, mais aussi les discours, les plans, les motions, les programmes et les cérémonies.

Même lorsqu'il compte, le politiste ne saurait céder à l'illusion de la matérialité du nombre. Ce qu'il peut dénombrer, sans tomber dans l'artefact statistique, ce sont les faits que l'activité politique elle-même a homogénéisés et classifiés. Si un électeur qui a voté pour le candidat X peut être permuté avec un autre électeur du même [538] candidat, c'est au terme d'un long travail du discours politique qui les aura rendus homogènes et à travers un mécanisme institutionnel codifié par des textes. De même, l'efficacité d'une politique économique ne se juge pas en fonction de la hausse des prix, mais des résultats des indices du coût de la vie. Non que l'indice des prix puisse être manipulé impunément, ni qu'il n'ait pas de relation avec la hausse des prix ; mais celle-ci ne peut peser dans le débat politique que sous la forme codée d'un indicateur.

Seule la violence nue échappe à cette prégnance du langage. Comme le remarquait Merleau-Ponty à propos de la guerre de Corée, elle impose le silence : « C'est la force nue qui décidera : pourquoi parler puisqu'elle n'a pas d'oreilles » (rapporté par Sartre, 1961, p. 338). Mais sommes-nous encore dans la politique ? Max Weber, qui enracine la politique dans la violence, prend le soin de nous rappeler qu'il s'agit de la violence légitime. Or, que peut désigner le terme « violence légitime » sinon une violence habillée, réinterprétée et magnifiée par les mots, les signes et les symboles.

Le 31 juillet 1977, lors des manifestations contre la construction du surgénérateur *Phénix*, un manifestant, Vital Michalon, est tué à Creys-Mal ville par l'explosion d'une grenade offensive. Le principe juridique selon lequel la responsabilité de la puissance publique est engagée par les actes de ses agents s'étend aussi sur le plan moral. C'est le préfet de l'Isère, M. Jeannin, qui est accusé de cet « assassinat » ; quelques années plus tôt, le meurtre de Pierre Overney devant les portes de la régie Renault est, lui, directement imputé au vigile qui l'a accompli, Pierre Tramonî. Mais, ce qui est sans doute le plus fortement reproché au préfet Jeannin, ce sont ses déclarations effectuées la veille du drame à Bourgoin. Dénonçant l'arrivée massive de manifestants d'outre-Rhin,

le préfet s'est exclamé : « Comme il y a vingt ans, Morestel est à nouveau occupé par les Allemands. »

Dans une analyse très fine des événements de mai 1968, Olivier Burgelin compare le rôle de la force dans la politique à celui que remplit l'encaisse métallique de la Banque centrale dans la défense d'une monnaie. « En faisant matraquer jour après jour les étudiants sans obtenir de résultats concrets, c'est-à-dire sans réussir à rétablir l'ordre, le gouvernement se trouve dans une situation comparable à celle d'une banque centrale débloquant jour après jour des quantités importantes d'or sans réussir à consolider sa monnaie. Dans ce cas, en effet, la force entre les mains du gouvernement apparaît, comme l'or dans les caves d'une banque centrale, une quantité finie. La seule mesure radicalement efficace dans la situation financière à laquelle nous nous référons est, on le sait, la *dévaluation* de la monnaie. C'est une mesure comparable que va prendre Georges Pompidou en cédant aux revendications immédiates des étudiants, ce qui revient en fait à procéder à une véritable « dévaluation du pouvoir » (Burgelin, 1968, p. 33). Tous les détenteurs d'une autorité formelle voient leur pouvoir diminuer, alors que ceux qui possèdent une autorité réelle le voient augmenter. Ainsi, par un effet mécanique, l'ensemble des rapports de force politiques et sociaux est transformé. Si un tel effet est possible, c'est que circulent dans la vie politique, non la violence, mais les symboles de la violence. « Dans la société policée où nous vivons, les transactions politiques supposent certes la force, mais s'exercent normalement sans recours explicite à la force – de même que les transactions [539] financières s'exercent normalement sans recours à l'or » (Burgelin, 1968, p. 33).

Cela ne signifie ni que la politique puisse être réduite à des phénomènes symboliques, ni que l'on soit condamné à avoir recours au concept hybride de violence symbolique. Tout pouvoir peut être, à certaines échéances, contraint au « paiement en espèces ». Certes, une puissance peut disposer du « crédit » suffisant pour n'être pas contrainte à la démonstration pratique de sa force. De Trafalgar à la – première – bataille des îles Falkland, nul n'a demandé à la Grande-Bretagne de démontrer qu'elle possédait la maîtrise des mers. Mais cette possibilité est à l'origine de toute épreuve de force ; elle fonde la puissance symbolique. En revanche, l'ensemble des rapports de force ne s'expriment dans le champ politique que sous une forme symbolique.

Les supports symboliques auxquels a recours la vie politique peuvent être extrêmement variés ; les images, la musique, les objets, l'uniforme, l'architecture, les emblèmes, mais aussi le vêtement – comme dans la Turquie de Mustapha Kemal ou l'Iran de l'Iman Khomeiny –, la boisson ou l'alimentation. À la limite, tous les produits de l'activité humaine ou en relation avec l'activité humaine peuvent être repris et valorisés par l'action politique. La saga de la résistance a conservé la mémoire de ces Français qui, sous l'occupation, se promenaient avec deux cannes à pêche : mauvais calembour, mais marque incontestable de patriotisme. La dimension symbolique de la vie politique ne se limite pas à la langue naturelle. Mais celle-ci y joue un rôle particulier et privilégié.

En 1923, à la suite de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, le Parti communiste s'engage dans une vive campagne anti-belliciste sur le thème « Poincaré-la-Guerre ». Or, l'actualité fournit au PC un argument de poids : lors de l'inauguration d'un monument aux morts, une photo fut prise où le président du Conseil semblait rire. Cette photo fut reproduite sous forme d'affiche avec pour seule légende : « Poincaré, l'homme qui rit dans les cimetières. »

Un débat eut lieu à l'Assemblée nationale. Poincaré expliqua qu'il ne riait pas dans un lieu aussi respectable. Placé de telle sorte qu'il recevait le soleil dans les yeux, il avait le visage tirillé par un léger rictus, image interprétée par des esprits malveillants comme un rire.

À l'époque, une troisième version de l'affaire courut dans les salles de rédaction parisiennes. Des reporters, présents lors de la fameuse inauguration, confirmèrent que le Président avait effectivement souri. Mais nul mépris dans cet acte : une tombe avait été fraîchement creusée ; un photographe, qui cherchait le meilleur angle de vue pour immortaliser la cérémonie, serait, en se reculant, tombé dans cette fosse ouverte.

Ces trois versions à propos d'un même document permettent d'explicitier la fonction de la légende. En apparence, le commentaire proposé par le PCF est purement redondant par rapport à l'image qu'il illustre. Il se contente d'écrire ce que chacun peut voir sur la photographie. À la limite, il est parfaitement inutile puisque tout le monde peut constater que Poincaré est en train de rire dans un cimetière.

Cependant, cette opération n'est pas innocente. En disant ce qui est vu, la légende bloque par avance tout discours interprétatif sur l'image qui est offerte et [540] sur l'évènement qu'elle représente. Puisque quelque chose a été dit, et qu'il ne s'agit de rien d'autre que du contenu immédiat de la scène montrée, c'est que celle-ci se réduit à l'évidence de l'acte sacrilège. Elle acquiert la pesanteur d'un fait brut, que la technique utilisée indexe d'une connotation de vérité : *c'est vrai, puisque c'est une photographie*. Le même effet aurait pu être obtenu par une légende du type « sans commentaire », locution qui constitue la plus redoutable des gloses. Le langage impose une signification : la photographie représente un évènement complet réel et clos.

En revanche, Poincaré, comme les reporters qui assistent à l'inauguration s'efforcent de développer un récit. Hors du champ de l'appareil photographique, un microcosme se peuple d'acteurs et d'évènements signifiants. Pour saisir le sens de l'épisode, il faut prendre en compte un élément extérieur à la scène fixée par la photographie. Le discours interprétatif se développe à partir d'un contexte, *spatial* pour l'un – le soleil –, *temporel* pour les autres – le photographe tombé dans la boue.

L'usage politique de la musique obéit à la même logique. Sa forme privilégiée est le chant. Qu'il s'agisse du condensé schématique d'une doctrine – comme dans *l'Internationale* –, d'un récit exemplaire – comme dans *Les braves soldats du 17^e* – ou d'une allégorie – comme dans *Le temps des cerises* –, la parole vient fixer le sens de l'émotion créée par la musique. À la haute époque du jdanovisme, les autorités culturelles conseillèrent vivement aux compositeurs soviétiques d'écrire des opéras ou, au moins, de la musique à « programme » : les censeurs s'inquiétaient d'avoir à juger des partitions symphoniques selon les canons du « réalisme socialiste ».

Pour que l'image, comme la musique puissent devenir les véhicules d'un message, il est nécessaire de codifier leur interprétation. La langue naturelle est l'intermédiaire indispensable pour lever l'ambiguïté liée à la polysémie de ces moyens d'expression. On a coutume de répéter, après Napoléon, qu'un petit croquis vaut mieux qu'un long discours ; mais le petit croquis ne vaut que par son mode d'emploi et peut toujours être décrit par un long discours. La langue naturelle, parce qu'elle est instrument spécialisé dans la communication, peut toujours reprendre et transmettre les informations véhiculées par d'autres supports. Seul le

codage digital, qui n'en est au fond que la copie mécanique, possède les mêmes propriétés.

1. Le lourd héritage du maître de Genève

[Retour au sommaire](#)

Le problème auquel est confronté le politiste qui s'efforce d'étudier en tant que telle la dimension symbolique des phénomènes politiques est au fond de même nature que celui qu'affronte Ferdinand de Saussure lorsque, à la fin de sa vie, il s'efforce de jeter les fondements d'une science nouvelle. Les phénomènes qu'il se propose d'étudier sont si variés et si hétérogènes, les liens qui les unissent sont à la fois si complexes et si lâches qu'une réduction, analogue à la réduction galiléenne qui résout la mécanique à la force, à la masse, à l'espace et au temps, est nécessaire.

Saussure remarque que le terme langage recouvre un ensemble confus de faits à la fois d'ordre physique, physiologique et mental. Plus grave encore, « le phénomène [541] linguistique présente perpétuellement deux faces » (Saussure, 1967, p. 23). À un niveau élémentaire, le langage apparaît comme un ensemble de sons. Mais on ne saurait « détacher le son de l'articulation buccale. Réciproquement on ne peut pas définir les mouvements des organes vocaux si l'on fait abstraction de l'impression acoustique » (Saussure, 1967, p. 24). Ainsi, le son constitue une « unité complexe acoustico-vocale ». À un second niveau, celle-ci se combine avec l'idée qu'évoque le son pour définir une « unité complexe, physiologique et mentale ». De même, le langage est à la fois social et individuel. Il suppose « à la fois un système établi et une évolution ; à chaque moment, il est une institution actuelle et un produit du passé » (Saussure, 1967, p. 24).

Confronté à un ensemble de faits hétéroclites et multiformes, le linguiste doit effectuer un tri. Saussure procède d'abord par élimination. Il retranche d'emblée toutes les dimensions qui relèvent d'autres disciplines ; la dimension physique – transmission des ondes sonores –, mais aussi la dimension physiologique dans son aspect articulatoire – production des sons – et auditif – réception des sons. Ainsi les phénomènes que se propose d'étudier le linguiste se situent

tout entiers dans la sphère des phénomènes mentaux, cette portion du circuit du langage « où une image auditive vient s'associer à un concept » (Saussure, 1967, p. 31).

Toutefois, cette opération reste insuffisante. À ce stade, il n'est plus possible de procéder par partition : il faut recourir à l'abstraction. Il ne s'agit plus d'éliminer des phénomènes mais de prendre un point de vue sur un ensemble de faits homogènes relevant de l'univers mental. Car, « bien loin que l'objet précède le point de vue, on dirait que c'est le point de vue qui crée l'objet » (Saussure, 1967, p. 23) ; cette démarche permet à Saussure de poser la distinction entre langage et parole.

La langue est à la fois « un produit social de la faculté du langage et un ensemble de conventions nécessaires, adoptées par le corps social pour permettre l'exercice de cette faculté chez les individus ». C'est un tout en soi et un principe de classification (Saussure, 1967, p. 25), « un trésor déposé par la pratique de la parole dans les sujets appartenant à une même communauté, un système grammatical existant virtuellement dans chaque cerveau, ou plus exactement dans les cerveaux d'un ensemble d'individus ; car la langue n'est complète dans aucun, elle n'existe parfaitement que dans la masse » (Saussure, 1967, p. 30).

La parole relève de l'exécution ; elle est la mise en œuvre pratique de la faculté de la langue. C'est un acte individuel de volonté et d'intelligence. Ainsi la langue est sociale et passive, tandis que la parole est individuelle et active. La langue est ce qui reste lorsqu'on a éliminé du langage toutes ses déterminations particulières, c'est-à-dire un système universel d'équivalence entre des images phoniques et – pour reprendre le vocabulaire de Saussure – des concepts. Ainsi, l'opposition langue/parole recouvre-t-elle celle de l'essentiel et de l'accidentel ou plutôt du *système* et de l'*évènement*.

Il n'est pas excessif de dire que l'édifice de la linguistique moderne s'est fondé sur cette distinction. Certes, les discussions sur la définition de la langue, les limites entre faits de langue et faits de parole ont été nombreuses et passionnées. Mais le principe de la distinction et le sens général de la démarche qui la fondent n'ont pas été remis en cause. Même la grammaire générative, qui procède à une réévaluation [542] complète des concepts linguistiques au point de substituer aux termes langue et parole le couple compétence et performance, ne remet pas en cause le noyau de la démarche saussurienne.

Par « grammaire générative », j'entends, écrit Noam Chomsky, une description de la compétence tacite du locuteur-auditeur, compétence qui sous-tend la performance effective dans la production et la perception (compréhension) du discours. Une grammaire générative idéale spécifie un couplage des représentations phonétiques et sémantiques sur un domaine infini ; elle constitue ainsi une hypothèse pour expliquer comment le locuteur-auditeur interprète les énoncés, abstraction faite des nombreux facteurs qui se mêlent à la compétence tacite pour déterminer la performance effective » (Chomsky, 1969, p. 16).

Certes, le contenu de la notion de compétence est très différent de celui de la notion de langue. Chomsky substitue le terme « tacite » au terme « passif » car il veut mettre en évidence le caractère créateur de la langue. À une conception taxinomique de la langue, il oppose l'aspect générateur de la compétence. À partir d'un nombre fini de règles, le locuteur est capable d'émettre – et l'auditeur de comprendre – un nombre infini de phrases qu'il n'a auparavant jamais entendues. Cette capacité de « former de nouveaux énoncés qui expriment des pensées nouvelles, adaptés à des situations nouvelles » (Chomsky, 1969, p. 19), est spécifique de l'humanité. Telle est la puissance du langage qui « offre des moyens finis mais des possibilités infinies » (Chomsky, 1969, p. 56).

De même, Chomsky évite le terme social, parce qu'il estime que les structures fondamentales du langage sont innées. Il récuse la notion de convention pour les mêmes raisons : « Le langage est plutôt une propriété naturelle de l'esprit humain » (Chomsky, 1969, p. 33).

Ainsi, Chomsky procède-t-il à une rectification de frontière (la phrase qui pour Saussure relève de la parole est pour Chomsky au cœur de la compétence) et renouvelle le contenu de l'opposition langue/parole. Mais la démarche est fondamentalement identique : même souci d'écarter les phénomènes hétérogènes (« ces nombreux facteurs qui se mêlent à la compétence ») ; même opposition entre l'acte de parler et l'ensemble de ressources qui fondent la capacité de parler ; même opposition entre le système et l'évènement.

D'un certain point de vue, on pourrait considérer que Chomsky mène à son terme logique ultime la démarche inaugurée par Saussure. Le terme « performance », si l'on songe à son acception anglaise, est

beaucoup plus précis que le terme « parole ». Plus nette, plus riche et plus rigoureuse l'opposition compétence/performance appartient à la même démarche méthodologique. Au niveau de généralité qui nous concerne, on peut, sous bénéfice d'inventaire, considérer les deux oppositions comme équivalentes.

Depuis plus d'un demi-siècle, la démarche inaugurée par Saussure a démontré une extraordinaire fécondité : dans le domaine phonologique d'abord, avec les travaux de Troubetskoy et Jakobson, puis dans le domaine morphologique, enfin, après la réévaluation chomskienne, dans le champ syntaxique.

[543]

En revanche, le succès a été beaucoup plus limité dans le domaine sémantique. Comme le remarquait Georges Mounin il y a une dizaine d'années, « on en est encore à chercher s'il est possible de structurer un lexique, ou même un champ restreint de signification : comment prouver de façon linguistique objective qu'il y a un rapport sémantique – et lequel ? – entre *écornifleur* et *pique-assiette* ? » (Mounin, 1972, p. 5). La production ultérieure, quelle qu'ait été son abondance, ne conduit pas à réviser le diagnostic. Pour l'essentiel, les difficultés que rencontrent les sciences humaines et sociales pour traiter objectivement les faits de langage tiennent à l'absence d'une théorie linguistique cohérente de la signification.

Dans le cours de linguistique générale, Saussure établit une symétrie parfaite entre les deux plans de la langue. Celle-ci découpe simultanément deux masses qui sans elle seraient amorphes : la substance phonique et la pensée. « La langue, précise Saussure, est (...) comparable à une feuille de papier : la pensée est le recto et le son le verso » (Saussure, 1967, p. 157). Poursuivant cette intuition, Louis Hjelmslev a montré dans un texte célèbre que le découpage des couleurs, homogène dans la plupart des langues européennes, n'était pas effectué de la même manière en gallois. Le terme « glas » recouvre ce que le français désigne comme bleu mais aussi une partie du gris ou du vert. De même « llwyd » correspond au brun mais recouvre aussi une partie du gris, terme qui n'a pas d'équivalent en kymrique (Hjelmslev, 1968, pp. 76-77). Cette voie de recherche n'a guère été explorée. Des goûts et des couleurs, les linguistes n'ont point discuté.

La dynamique même des recherches linguistiques a rapidement conduit à des observations qui remettent en cause l'hypothèse de symétrie de la langue. La première, connue depuis l'invention de l'écriture alphabétique, a été mise en valeur par André Martinet qui en fait le trait distinctif du langage humain : il s'agit de la double articulation du langage (Martinet, 1966, ppp. 17-21). À un premier niveau, le langage se décompose en une série d'unités élémentaires comme « chat », « mal » ou « tête » qui unissent un son et une forme vocale. Mais ces unités peuvent elles-mêmes s'analyser en unités plus petites les phonèmes comme /t/ et /e/ qui permettent de construire la séquence /tet/. Ces unités n'ont qu'une seule face et se réduisent à des formes vocales (ou phoniques). Au niveau de cette seconde articulation, le découpage de la substance phonique n'a pas d'équivalent dans le domaine de la pensée ; la feuille de papier ne se fragmente que sur le verso. Il était donc pensable que, science d'un phénomène asymétrique, la linguistique se développe de façon asymétrique.

Les générativistes se trouvent confrontés à un autre niveau à un problème semblable. La compétence linguistique est définie comme l'aptitude à former et à comprendre des phrases en fonction de règles syntaxiques. Dans ces conditions, la notion de grammaticalité, c'est-à-dire de conformité aux règles de construction des phrases, ne se superpose pas à la notion de signification.

Pour reprendre les exemples de Chomsky, on peut émettre des phrases grammaticalement correctes mais dénuées de sens « colorless green ideas sleep furiously » et des phrases douées de sens mais grammaticalement incorrectes (« Read you a book on modern music ? ») (Chomsky, 1969 *b*, pp. 17 et sq.).

Le statut de la première catégorie (phrases grammaticales dénuées de sens) [544] soulève des problèmes particulièrement délicats. Leur existence est cohérente avec la théorie générative. Si l'on admet que le nombre des phrases possibles est infini, que le langage permet de construire des expressions jamais dites ou entendues auparavant, susceptibles de rendre compte, de décrire ou d'exprimer des situations, des actes et des sentiments nouveaux, il est normal que la capacité de la langue soit, en quelque sorte, excédentaire ; que les phrases susceptibles de s'appliquer à des situations futures que nous ne pouvons concevoir ou à des situations passées que nous avons oubliées soient

pour nous dénuées de signification. L'écriture ésotérique, comme la poésie ont fait un large usage de cette propriété.

Normale, et d'un certain point de vue logique, l'existence de cette classe de phrases introduit, à un autre niveau, une asymétrie dans le langage ; elle souligne la difficulté de l'entreprise sémantique. Celle-ci avait déjà été perçue par le linguiste américain Bloomfield. Dans une remarque pénétrante, trop facilement écartée en raison du behaviorisme de son auteur, celui-ci soulignait que « pour donner une définition scientifiquement exacte de la signification de chaque forme d'une langue, il nous faudrait posséder un savoir scientifiquement exact de tout ce qui forme l'univers du locuteur (...). L'établissement de la signification est donc le point faible de l'étude de la langue et le restera tant que nos connaissances ne seront pas plus avancées qu'elles ne le sont aujourd'hui. En pratique, nous définissons la signification d'une forme linguistique, partout où nous le pouvons, dans les termes d'une autre science. Là où c'est impossible, nous sommes obligés d'avoir recours à des expédients » (Bloomfield, 1970, pp. 132-133).

Comme l'avènement de tous les grands paradigmes, la « révolution » saussurienne a un coût. La linguistique s'est développée rapidement dans un champ strictement délimité à l'abri de frontières « sûres et reconnues ». Mais la constitution de cet univers d'ordre et de mesure a pour contrepartie l'abandon d'un vaste terrain vague ; le domaine de la parole concédé volontairement, mais aussi la sémantique, citadelle mal défendue. Certes, Saussure appelait de ses vœux la naissance d'une linguistique de la parole. Mais il abandonnait par avance ce bébé à son triste sort sans même esquisser les moyens qui lui permettraient de survivre et de se développer.

Comme la nature, la science a horreur du vide. Ce territoire abandonné par la linguistique s'est rapidement peuplé d'une foule de disciplines, de théories, de réflexions et d'études empiriques. Ce champ intellectuel a été investi par les spécialités les plus diverses : les linguistes, ceux qui s'intéressent à des phénomènes qui relèvent en partie ou en totalité à l'univers de la parole et notamment les spécialistes du vocabulaire (rédacteurs de dictionnaires, lexicomètres, lexicographes et lexicologues) ; mais aussi tous ceux dont la discipline est confrontée aux problèmes du langage, sociologues, psychologues, anthropologues, mythographes, historiens et bien d'autres ; les philosophes enfin, qui habitent souvent les marches du savoir : comme

il est fréquent en pareil cas, leur discours est loin d'être le moins intéressant. Ce terrain a donné naissance à de nombreuses disciplines (psycholinguistique, sociolinguistique, analyse de contenu, analyse du discours, sciences de la communication, etc.) et aux théories les plus disparates.

[545]

Le diagnostic du maître genevois était exact : à la diversité et à l'hétérogénéité des faits étudiés correspond le foisonnement des disciplines, des théories et des méthodes. Se côtoient les « brodeurs au petit point » et les amateurs de vastes fresques, l'écriture la plus claire et le jargon le plus rebutant.

La place du politiste qui s'efforce de percer les secrets du langage politique est ici. Pour progresser, il convient d'essayer de mettre un peu d'ordre, même sans l'espoir d'y parvenir tant la tâche est difficile et nos moyens limités.

2. Redoubler l'opposition langue/parole

[Retour au sommaire](#)

Observons la formule canonique qui, au début de la V^e République, ponctuait les discours des dirigeants communistes : « Le pouvoir gaulliste est l'expression renforcée de la domination des monopoles » (Rochet, 1961, p. 15). Il s'agit d'une phrase conforme aux règles de la langue française. Elle est, sinon élégante, du moins grammaticalement correcte. En termes linguistiques, cet énoncé prend une valeur dans le système de référence constitué par une langue naturelle.

Cependant, la simple compétence en langue française ne suffit pas. Si l'on se tient strictement à la dénotation linguistique, la phrase n'a guère de sens. Pour qu'elle soit émise et comprise, il est nécessaire de recourir à un second système de valeurs sémantiques, le discours communiste. Traduite dans une autre langue naturelle, elle continuerait d'être interprétable comme discours communiste et ne changerait pas de contenu.

Inversement, une locution comme « il y a un renouveau dogmatique parmi les sectaires » peut prendre, suivant le système auquel il est

référé, des significations totalement différentes. Insérée dans un discours religieux, elle signifie que les sectes font un effort de recherche théologique. Rapportée aux canons de la pensée communiste, elle équivaut à la formule : les courants sectaires du marxisme cèdent une fois de plus à leur vice favori.

Claude Lévi-Strauss développe une hypothèse semblable à propos du mythe : « Sans doute (les mythes) font-ils, en tant qu'ils sont discours, usages de règles grammaticales et de mots du vocabulaire. Mais une autre dimension s'ajoute à l'habituelle, parce que règles et mots y servent à construire des images et des actions qui sont, à la fois, des signifiants « normaux » par rapport aux signifiés du discours, et des éléments de signification par rapport à un système significatif supplémentaire qui se situe sur un autre plan : disons, pour éclairer cette thèse, que dans un conte un « roi » n'est pas seulement un roi, et une « bergère » une bergère, mais que ces mots et les signifiés qu'ils recouvrent deviennent des moyens sensibles pour construire un système intelligible formé des oppositions : *mâle/femelle* (sous le rapport de la *nature*), et : *haut/bas* (sous le rapport de la *culture*), et de toutes les permutations possibles entre les six termes » (Lévi-Strauss, 1973, pp. 169-170).

En d'autres termes, lorsque le conte énonce qu'un roi épouse une bergère, la signification peut être saisie à deux niveaux différents. À l'aune de la langue naturelle, elle se réduit au contenu dénotatif de la phrase. Mais cet ensemble signifiant [546] est repris dans un autre système plus vaste – les mythologies – où il s'inscrit dans une nouvelle sphère d'intelligibilité.

Le conte exploite une propriété fondamentale de la langue naturelle : la récursivité. Saussure, reprenant la terminologie et la tradition stoïcienne, définit le signe linguistique comme une unité à deux faces réunissant une image phonique – *le signifiant* – et un concept – *le signifié*. La terminologie linguistique dans ce domaine n'est pas stable : Hjelmslev conçoit la langue comme l'articulation du *plan de l'expression* qui renvoie à la notion de signifiant et du *plan du contenu* qui renvoie à celle de signifié.

Cette opération peut être redoublée. La langue permet de construire des signes dont les signifiants sont eux-mêmes des signes. Par exemple, une langue naturelle fournit les outils nécessaires pour sa propre

description. Il est possible ainsi de construire un discours dont le plan de l'expression s'articule avec un plan du contenu décomposable lui-même en expression et contenu. Un dictionnaire ou une grammaire s'inscrivent complètement dans cette langue au second degré. Hjelmslev qualifie cet usage de la langue de métalinguistique (Hjelmslev, 1968, pp. 155 et s.).

Cette propriété est d'usage si fréquent qu'elle est devenue comme naturelle. Chacun fait du métalangage comme M. Jourdain parlait en prose. Une partie importante des plaisanteries et des jeux de langue sont fondés sur les confusions qui peuvent naître du passage d'un usage à un autre. Le discours politique (voir *infra*) a recours largement à cette possibilité qui donne, notamment au discours polémique, des ressources considérables.

Hjelmslev remarque que l'opération symétrique est possible ; la langue permet aussi de construire des signes dont les signifiants sont des signes. À la structure E/(E/C) se substitue la structure (E/C)/C. Hjelmslev dénomme cet usage connotatif. Bien que Lévi-Strauss utilise le terme de métalangage, son analyse relève de ce deuxième cas de figure. Le sens du mythe s'organise de façon redoublée : à un premier stade – l'usage dénotatif de la langue –, « roi » signifie roi, et « bergère » signifie bergère. Mais le mythe transforme ce degré zéro de la signification pour construire un nouvel univers de sens à travers lequel sont pensées les relations de la nature et de la culture. Il s'agit bien d'un redoublement du contenu (forme caractéristique de la connotation) et non d'un redoublement de l'expression (forme du métalangage).

Ces opérations peuvent être répétées. Le lecteur attentif aura déjà identifié deux niveaux de langage dans le mythe (connotatif et dénotatif), ainsi qu'un premier métalangage à travers lequel Lévi-Strauss l'analyse. Si l'on ajoute le commentaire de Lévi-Strauss effectué dans ce texte (deuxième métalangage) et l'analyse de ce commentaire que je suis en train de faire (troisième métalangage), on enregistre ici pas moins de cinq paliers. Beaucoup de soins pour un roi et une bergère.

L'énoncé politique obéit à la même dynamique que celle du conte, mais il la porte à son terme ultime. Dans le champ dénotatif l'expression est pratiquement sans contenu. La phrase : « Le pouvoir gaulliste est

l'expression renforcée de la domination des monopoles », n'est compréhensible que si l'on sait que les monopoles ne sont pas ce que l'on appelle habituellement monopole, que le pouvoir gaulliste ne se limite ni au pouvoir du général de Gaulle, ni à celui du mouvement politique qui s'en réclame, etc. En d'autres termes, le plan dénotatif est immédiatement [547] absorbé par le second système de référence, à savoir l'idéologie communiste. Dès le départ, pour saisir cet énoncé il faut à la fois parler français mais aussi parler « communiste ».

Et, à y regarder de plus près, en est-il autrement du roi et de la bergère dont nous parle le conte ? Est-il aussi évident qu'un « roi » soit un roi et une « bergère » une bergère en dehors précisément des oppositions mâle/femelle, haut/bas et de toutes celles qu'une culture peut organiser autour de ces deux termes. Vidés de leurs connotations les mots de la langue naturelle ont-ils encore un contenu ? En d'autres termes, pour qu'un roi soit un roi et une bergère une bergère, il est nécessaire qu'un système intellectuel ait codifié les états et les professions, les ait organisés selon une hiérarchie. Ce système est peut-être différent de celui qui organise le système mythique ; mais, même différent, il est de même nature. Peut-être convient-il d'inverser la problématique : les mythes sont-ils « *des mots de mots* », qui fonctionnent simultanément sur deux plans, celui du langage où ils continuent de signifier chacun pour soi, et celui du métalangage où ils interviennent comme éléments d'une supersignification, qui ne peut naître que de leur union » (Lévi-Strauss, 1973, p. 171) ou n'est-ce pas le métalangage qui crée le contenu du langage ?

Ainsi serait-on amené à poser comme axiome que *tout énoncé pour être émis et transmis doit prendre valeur dans deux systèmes différents, le premier étant une langue naturelle*. Soit, mais les énoncés concrets comme *la neige est blanche* échappent-ils à cette règle ? Ce serait oublier que le champ perceptif est culturellement et historiquement structuré, que le spectre des couleurs n'est pas découpé de façon identique selon les cultures. Bref, la perception nous fournit d'emblée un champ de phénomènes organisés ; c'est à ce prix qu'il peut être décrit par le langage.

Je propose d'appeler *idéosystèmes* ces structures qui s'articulent sur les langues naturelles et surajoutent leurs propres règles de signification. Elles peuvent être de natures très diverses : les religions, les mythologies, les savoirs théoriques, théorico-pratiques et pratiques, les sciences constituent de tels idéosystèmes. Une classe particulière nous intéresse : les idéosystèmes qui organisent la perception du champ politique, structurent le discours de ses agents et, plus généralement, organisent une vision du monde en fonction ou en vue de notions politiques. Faute de mieux, et parce que la science politique n'est pas encore en mesure de renier ses origines, j'utiliserai le terme *idéologie* pour désigner cette classe d'idéosystèmes.

L'introduction de cette notion équivaut à répéter la distinction langue/parole à l'intérieur de ce que les linguistes définissent comme l'univers de la parole. Une langue naturelle permet de générer une infinité de phrases : à l'intérieur de ce vaste ensemble, un sous-ensemble – sans doute lui aussi de taille infinie – comprend les phrases construites selon les règles d'une idéologie particulière, par exemple la « langue » communiste.

La métaphore pourrait être filée. De même qu'il y a des phrases grammaticalement correctes ou incorrectes, il y aurait, selon les canons de la « langue » communiste, des énoncés bien ou mal formés. Il serait possible d'apprendre le communiste, de [548] la même façon que deux auteurs facétieux proposèrent une méthode pour assimiler le « Roland Barthes sans peine » (Burnier et Rambaud, 1978).

Mais il convient d'être prudent, car la métaphore fonctionne trop bien. Les différences sont nombreuses ; la langue fonctionne principalement au niveau de l'expression, les idéosystèmes structurent d'abord des contenus. L'élément commun relève de la démarche théorique. Il consiste à distinguer l'« outillage mental », pour reprendre l'expression de Lucien Febvre (Febvre, 1968) qui permet de prononcer un énoncé politique de la mise en œuvre effective de cette compétence ; en d'autres termes, isoler progressivement les structures qui à la fois contraignent le locuteur mais aussi – car ce sont là les deux faces d'une même réalité – lui permettent de s'exprimer. Les linguistes ont défini, et pour une part décrit, celles de la langue naturelle. Il s'agit ici de mettre en évidence des contraintes de second niveau. Cela ne signifie pas que le discours de l'acteur politique soit entièrement prédéterminé. Circonscrire les faits de langue équivaut à définir le

champ de la parole. Le locuteur politique dispose d'un espace de liberté. Mais, comme toute liberté, celle-ci est gouvernée par des règles.

Comme dans le cas de la réduction saussurienne, l'intérêt de cette opération est de mettre un peu d'ordre dans un champ de phénomènes foisonnants et confus, de circonscrire un objet d'études précis et homogène et de désigner un lieu d'intelligibilité des faits symboliques de l'ordre politique. Toutefois, cette opération serait vaine si l'objet devait se révéler évanescant et le lieu d'intelligibilité inexistant.

Un jugement définitif ne saurait être formulé qu'en fonction de la fécondité de la théorie. Mais des arguments peuvent être avancés. Ils concernent l'intérêt de la démarche pour résoudre deux problèmes de l'étude du langage politique : expliquer l'inertie des structures mentales et reformuler les problèmes de sémantique.

Si l'on récuse l'existence d'idéosystèmes – ou de leur équivalent –, les régularités que l'on observe dans l'usage de langue – c'est-à-dire au niveau de la parole au sens linguistique – ne peuvent s'expliquer que par les conditions psychologiques, sociales, historiques ou politiques d'émission du discours. Mais l'ensemble de ces hypothèses rendent très mal compte de l'extraordinaire dispersion spatiale et de la profonde inertie temporelle des visions et des représentations du monde. Les anthropologues et les « mythologues » ont été les premiers à observer que les mêmes schémas mentaux se retrouvent dans des conditions sociales et historiques fondamentalement différentes.

La démarche de Georges Dumézil est particulièrement éclairante. Frappé par les parentés entre les mythologies indienne, grecque et romaine, Dumézil démontre que ces mythologies s'organisent autour de trois fonctions ; la souveraineté magique et juridique, la force physique, la fécondité. Dans ses travaux ultérieurs, Dumézil montrera que cette vision tripartite du monde est commune à l'ensemble des peuples indo-européens. Dans ses premiers travaux, Dumézil formule l'hypothèse que cette représentation renvoie à une division en classes : prêtres, guerriers et éleveurs-agriculteurs. L'Inde fournirait la trace encore visible de cette organisation sociale originaire des sociétés indo-européennes (Dumézil, 1969). Mais, remarque Dumézil, « un progrès décisif fut accompli le jour où je reconnus, vers 1950, que l'« idéologie tripartite » ne s'accompagne pas forcément, dans la vie d'une société, de la division [549] tripartite *réelle* de cette société, selon le modèle

indien : qu'elle peut au contraire, là où on la constate, n'être (ne plus être ; peut-être n'avoir jamais été) qu'un idéal et, en même temps, un moyen d'analyser, d'interpréter les forces qui assurent le cours du monde et la vie des hommes » (Dumézil, 1968, p. 15). Ainsi, la dynamique même de la mythologie comparée conduit d'une interprétation sociale à une interprétation idéologique : c'est-à-dire une interprétation qui compare le mental au mental sans postuler une homologie entre le mental et le social ; qui déconnecte, sur le plan méthodologique, les systèmes de pensée des pratiques sociales qu'ils informent et organisent.

Les historiens des mentalités se sont trouvés confrontés aux mêmes difficultés : « Les cadres mentaux, écrit Fernand Braudel, sont prisons de longue durée » (Braudel, 1969, p. 51). Cette inertie, les historiens l'enregistrent et la décrivent plus qu'ils ne l'expliquent. La place qu'occupe le problème dans l'ouvrage de Michel Vovelle, *Idéologies et mentalités*, comme la prudence des conclusions qu'il formule sont là pour en témoigner (Vovelle, 1982). De même, la longue enquête de Paul Bois sur la partition politique du département de la Sarthe se clôt sur une énigme : « La tradition survit longtemps après que sa véritable nature tombe dans l'oubli (...). L'idéologie, qui naît un jour, cristallise d'une façon simple et forte toute une personnalité complexe en l'affirmant contre une autre. Cette idéologie dure aussi longtemps qu'un apport nouveau de populations, ou des modifications profondes des conditions de vie n'ont pas altéré, effacé la personnalité collective qu'elle symbolise » (Bois, 1971, pp. 363-364).

Le politiste est confronté au même problème. Je crois avoir démontré, avec Michel-Antoine Burnier, dans une étude sur la querelle du révisionnisme, que le débat Bernstein-Kautsky fournit la matrice de tous les débats ultérieurs – petits ou grands – sur la révision des doctrines socialistes ou communistes (Bon et Burnier, 1974). Or, ces débats se sont déroulés dans les conditions politiques, historiques et sociales les plus diverses : l'hypothèse d'une filiation directe ne résiste pas à l'examen. Tout se passe comme s'il existait des règles canoniques du débat marxiste qui dictent par avance et inconsciemment aux protagonistes le contenu de leur pensée. Ces pesanteurs « idéelles » sont si fortes que l'analyse a une valeur prédictive. Le Congrès de Metz du Parti socialiste en 1979 s'est déroulé, jusque dans ses détails les plus

futiles, conformément à un scénario dont la « première » avait eu lieu quatre-vingts ans plus tôt dans la social-démocratie allemande.

De même, l'analyse de la théorie communiste des régimes occidentaux souligne l'extraordinaire stabilité des schémas d'analyse du Parti communiste français (Bon, 1969). Les modifications de jugement porté sur le gaullisme, inspirées par les impératifs de la conjoncture politique, entre 1958 et 1966, sont formulées à partir d'un schéma invariant qui ne commande pas directement le discours produit mais la gamme – limitée – des discours possibles parmi lesquels le dirigeant politique ou le « théoricien » sont amenés, en fonction des nécessités de l'heure, à choisir leur parole.

Plus révélatrice encore est la façon dont réagit l'idéologie communiste à des phénomènes apparemment contradictoires avec ses présupposés. La polémique sur la paupérisation des travailleurs français en fournit une illustration exemplaire.

[550]

Le coup d'envoi de cette campagne est donné par une étude de Maurice Thorez, datée du 25 janvier 1955 : « La situation économique de la France : mystifications et réalités » (Thorez, 1961, pp. 27-58). La période est révélatrice : après la reconstruction de l'économie et l'exécution du I^{er} Plan de Développement (Plan Monnet), la France a connu en 1952-1953 une période de stagnation économique, contrecoup de la stabilisation monétaire de M. Antoine Pinay ; la crise sociale de l'été 1953 en est la conséquence directe. En 1954, la reprise s'amorce. C'est au moment où l'expansion devient un fait incontestable que le PCF se lance dans une difficile bataille idéologique où il s'agira de montrer que « dans la France d'aujourd'hui les salaires horaires ont, en général, un pouvoir d'achat inférieur de moitié environ à ce qu'il était avant guerre » (Thorez, 1961, p. 43) ou que le travailleur parisien mange moins de viande que sous le Second Empire (Thorez, 1961, p. 64).

L'affirmation de la théorie est d'autant plus virulente que les faits la contredisent. La paupérisation tient une place limitée dans la propagande du PCF tant que le thème de la pauvreté ouvrière due à la crise d'abord, à la guerre ensuite est plausible. Au moment où le niveau de vie augmente, une « démonstration » théorique s'impose, destinée à dévoiler derrière la logique apparente des faits le mécanisme du

capitalisme monopoliste d'État. La défense de l'intégrité de la doctrine implique que la violence de la réaction soit à la mesure de celle qui est faite à l'expérience quotidienne.

Il serait faux de croire que ce mécanisme est spécifique à la « langue de bois » communiste. Il est simplement dans ce contexte particulièrement grossi et donc plus facile à observer. Comme la mouche drosophile des généticiens, le communisme offre à l'analyste des idéologies un matériau de choix.

Dans les années soixante, s'est répandu en France un courant d'idées que l'on peut qualifier, faute de mieux, de « technocratique ». Sa thématique s'organise autour des thèses de la fin des idéologies et de l'atomisation des conflits sociaux. Les événements de mai 1968 ont atteint de plein fouet cette idéologie et, comme l'avoue avec mélancolie Raymond Aron, « ont démenti ces analyses vraisemblables » (Aron, 1968, note pour la réédition, p. 7).

Pourtant, ce courant idéologique va s'efforcer de maintenir ses thèmes essentiels en analysant la crise de mai comme le résultat du heurt entre archaïsme et modernisme dans la France de 1968. Dès lors le conflit se trouve exorcisé puisqu'il n'est que la marque d'un retard, d'une présence du passé qui obère les potentialités de la société industrielle. La pensée technocratique digère la crise de mai 1968 en la ramenant au seul type de conflit qu'elle puisse concevoir, celui du passé et du futur. Ce faisant elle se voile d'avance la face devant les conflits que peut faire naître la société post-industrielle en tant qu'elle est modernité. Le discours sur la société bloquée prononcé par Jacques Chaban-Delmas le 18 septembre 1969 devant l'Assemblée nationale illustre de façon admirable ce type d'explication.

Ainsi la réaction ordinaire d'une idéologie face à un événement n'est pas de réévaluer l'ensemble de ses schémas explicatifs à la lumière du fait nouveau et perturbateur. Au contraire, la réaction s'apparente beaucoup plus à celle d'un organisme vivant face aux modifications de son milieu : le mouvement adaptatif est d'abord un phénomène d'autodéfense.

[551]

Postuler l'existence d'idéosystèmes ne résout pas le problème de la « viscosité » du discours politique. Mais cette thèse définit un cadre qui

permet de penser le phénomène, de le décrire et de désigner les facteurs qui expliquent sa stabilité, et, par voie de conséquence, les événements susceptibles de le transformer. Thomas Kuhn remarque, à propos du développement des sciences, que, « aussi longtemps que les outils fournis par un paradigme se montrent capables de résoudre les problèmes qu'il définit, la science se développe plus vite et pénètre plus profondément les faits en employant ces outils avec confiance. La raison en est claire. Il en est des sciences comme de l'industrie – le renouvellement des outils est un luxe qui doit être réservé aux circonstances qui l'exigent » (Kuhn, 1972, p. 98).

Ce qui est vrai des paradigmes scientifiques, schémas de pensée plus vulnérables au démenti des faits, l'est *a fortiori* des idéologies politiques. Ces dernières peuvent rendre compte d'un grand nombre de situations. Tant qu'elles sont en mesure d'interpréter les expériences auxquelles sont confrontés les acteurs politiques et d'organiser leurs pratiques, rien ne justifie leur abandon. *Elles peuvent donc survivre aux conditions historiques et sociales qui les ont engendrées.* Seule une expérience suffisamment forte pour les ébranler et une situation suffisamment nouvelle pour qu'elles ne soient pas en mesure de l'interpréter peuvent conduire à leur remplacement, leur disparition ou leur métamorphose.

L'hypothèse de l'existence d'idéosystèmes permet de repenser le problème de la sémantique. Reprenons l'exemple des deux catégories de phrases paradoxales que signale Chomsky : phrases grammaticales dénuées de sens, phrases douées de sens mais grammaticalement incorrectes. La première catégorie correspond à des énoncés qui ne prennent valeur que dans la langue naturelle et qui ne s'inscriraient pas dans un *idéosystème*. Les secondes seraient suffisamment structurées par le second système de références pour pouvoir tolérer au niveau de la langue une dégradation des règles grammaticales.

En d'autres termes, les tâches assignées en général à la sémantique, et notamment la structure du lexique, ne relèveraient pas de la description de la langue mais de l'analyse des idéosystèmes. Certes, il est nécessaire qu'il existe une sémantique linguistique pour que l'articulation entre langue naturelle et idéosystèmes soit pensable. Mais celle-ci opère sur des catégories très générales et très abstraites – des

universaux de langage ou, peut-être, de la pensée humaine – véhiculées de préférence par des formes syntaxiques plutôt que par des éléments lexicaux.

L'irritant problème de la synonymie, qui a mobilisé si souvent l'énergie des linguistes et des philosophes du langage, peut être redéfini dans la même perspective. L'existence de synonymes dans une langue choque le principe d'économie. Si deux mots « veulent dire » la même chose, pourquoi existent-ils simultanément et surtout se maintiennent-ils durablement. La linguistique ne peut se construire, comme le remarque Bloomfield, qu'à partir du postulat selon lequel deux formes phonétiquement différentes ont des significations différentes : à la limite, « il n'y a pas de synonymes réels » (Bloomfield, 1970, pp. 137-138).

En revanche, les synonymes peuvent avoir un rôle essentiel dans le fonctionnement [552] des idéosystèmes : constituer des « réserves de sens » susceptibles d'être mobilisées en fonction des exigences du moment. Les idéologies politiques exploitent largement cette ressource de la langue naturelle.

Ainsi en est-il des politiques de rigueur et d'austérité. Lorsqu'il se réfère aux objectifs et aux moyens mis en œuvre, l'économiste a bien du mal à définir les critères qui distinguent la rigueur de l'austérité. Mais lorsque la gauche a été contrainte à l'été 1982 d'adopter une politique de ce type, il lui a fallu trouver un terme qui pût désigner cette nouvelle orientation. Le mot austérité était trop marqué à droite, à la fois parce qu'il avait été utilisé par les gouvernements précédents, mais surtout parce qu'il possédait une valeur de droite au sein même de l'idéologie commune à la gauche. La langue a fourni le terme rigueur, qui pouvait dire la même chose mais avec une connotation de gauche. Il serait erroné de croire que cette opération est un pur artifice intellectuel. Après tout, la pensée commune distingue souvent une action selon qu'elle est accomplie par des hommes, par des animaux, ou même par une espèce particulière. L'anglo-canadien possède le terme *pushup*, qui désigne le trou que fait, dans la glace, le rat musqué pour venir respirer, à ne pas confondre avec *aglu* qui s'utilise lorsque le trou a été creusé par un phoque (Avis, 1967, pp. 5 et 598). Il n'est ni choquant, ni même inutile qu'une politique se nomme austérité quand elle est faite par la droite et rigueur lorsqu'elle est accomplie par la gauche.

La sélection des synonymes ne s'effectue pas librement. Le couple de termes utilisé a été investi à des époques antérieures par d'autres systèmes de pensée. La matière sémantique n'est jamais donnée de façon brute, mais sous la forme d'objets déjà ouverts et déjà usés, chargés d'une masse de connotations. La distribution entre gauche et droite de l'austérité et de la rigueur ne s'est pas faite au hasard : l'austérité renvoie à la morale, la rigueur au savoir. Le second terme était par avance plus facilement intégrable par l'idéologie de gauche. Bloomfield a tort – il existe des synonymes – et raison : toute différence dans l'expression correspond à une différence de contenu ; ou, plus exactement, une différence dans l'expression est le réceptacle potentiel d'une différence de contenu. Le phénomène s'étend au-delà de la synonymie ; il concerne aussi bien la construction de néologismes que la formulation de paraphrases. Si l'on admet que la langue naturelle fournit en surabondance des formes d'expression, toute différence pensable de contenu est de ce fait exprimable. Searle reconnaît dans cette propriété un trait fondamental du langage humain qu'il énonce comme *principe d'exprimabilité* (Searle, 1972, pp. 55 et s.).

Tous les idéosystèmes recourent à ces possibilités. Les sciences, par exemple : deux flexions peuvent être utilisées en français pour créer un adjectif à partir d'un substantif abstrait, les suffixes *al* et *el*. Comme *structurel* est utilisé dans la langue courante, Claude Lévi-Strauss a créé *structural* pour marquer l'usage spécifique du terme structure. De même la philosophie a créé *idéel* pour se démarquer de la confusion et des connotations trop *riches* de l'adjectif *idéal* et de sa nominalisation.

Dans toutes les langues naturelles, la création de mots est possible et gouvernée par des règles qui s'apparentent à celles de la syntaxe. Les idéosystèmes ne sélectionnent pas simplement les phrases qui peuvent être émises, ils organisent aussi l'exploitation des ressources très vastes du lexique.

[553]

3. Structure des idéologies politiques

[Retour au sommaire](#)

Tout processus de communication suppose qu'il existe, à une étape ou à une autre, des indices qui permettent de savoir quel est le code qui est utilisé. La règle vaut pour les langues naturelles. Il existe un mécanisme qui permet à un auditeur ou à un lecteur d'identifier la langue dans laquelle on s'adresse à lui. Il n'est d'ailleurs pas forcément nécessaire de maîtriser une langue pour la reconnaître. Ces processus restent mal connus, mais leur existence est indéniable.

De même, il doit exister des *marqueurs* qui, dans le discours, permettent de saisir quel idéosystème de référence utilise le locuteur. Ces marqueurs sont d'autant plus nécessaires qu'un même discours fait souvent référence à plusieurs idéosystèmes, ne serait-ce qu'à travers la part nécessairement concédée au langage commun. Les efforts considérables que doivent accomplir les mathématiciens pour épurer leur langage témoignent de la quasi-impossibilité de construire des énoncés qui ne se réfèrent qu'à un seul mode de pensée.

Le locuteur doit être en mesure d'indexer son discours de telle sorte qu'à tout moment son auditeur soit capable d'identifier les systèmes de référence qu'il utilise. Les marqueurs utilisés peuvent être de nature très différente. Une bonne partie de ces indices ne sont pas linguistiques : le lieu, le décor, l'habillement du locuteur peuvent être autant de préparations à un décodage efficace du message. Il s'agit de *marqueurs de situation*. Leur diversité défie le recensement. Mais il existe aussi des marqueurs linguistiques qui à l'intérieur même du discours permettent de savoir quelle idéologie est « parlée ».

Leur présence la plus directement visible se situe au niveau lexical. Les différentes idéologies n'utilisent pas le même vocabulaire. Il y a des mots qui signent un discours et qui permettent de savoir en quelques secondes si un locuteur est communiste ou démocrate-chrétien. L'analyse de la synonymie nous a déjà fourni un exemple de ce mécanisme. L'un des apports essentiels de la lexicométrie est de fournir une description exhaustive de ce vocabulaire d'identification. Telle est la richesse, mais aussi la limite de cette discipline.

La lexicométrie est tout entière fondée sur la notion de fréquence. Elle a d'ailleurs abouti à des progrès notables dans l'élaboration de cette notion délicate ; cet apport est, *mutatis mutandis*, comparable à celui de la démographie (Lafon, 1981). Il en résulte un effet paradoxal. La théorie de l'information démontre que la quantité d'informations que

véhicule un signal est inversement proportionnelle à sa probabilité d'apparition. Les mots que révèle l'analyse lexicométrique sont précisément ceux dont le contenu informatif est le plus faible. Il s'agit de mots symboles au contenu syncrétique, dont le pouvoir dénotatif ne cesse de s'affaiblir tandis que grandit l'étendue de leurs connotations. Ces *marqueurs lexicaux* fonctionnent à la façon d'emblèmes : ils permettent aux idéologies de s'autodésigner et de définir leurs références, leurs origines et leurs parentés. Comme les emblèmes, on les met partout.

Ce fait, qui n'a pas toujours été suffisamment souligné, explique les malentendus [554] que ce type d'études a pu provoquer. La statistique du vocabulaire, par sa démarche même, ne nous donne que peu de renseignements sur le contenu du message. Il en résulte, pour ceux qui attendent ce type d'informations, un double sentiment de frustration ; d'un côté, la pauvreté des conclusions auxquelles conduit une artillerie méthodologique et mécanique lourde ; de l'autre, une divergence entre l'examen objectif du texte et les enseignements d'une lecture compréhensive. Jean Touchard, dans ses cours sur le gaullisme, a souvent souligné l'importance des métaphores maritimes dans les textes du général de Gaulle. On n'en trouve aucune trace dans le décompte fréquentiel du vocabulaire des discours du général de Gaulle (Gotteret et Moreau, 1969). Une telle divergence d'interprétation est tout à fait naturelle. L'importance d'une métaphore ne se juge pas à sa répétition, mais à la place qu'elle occupe dans l'économie du discours. Le poids d'une figure de rhétorique s'apprécie au fait qu'elle intervient à une étape décisive de l'argumentation, comme clef de voûte du raisonnement. Il n'y a aucune raison pour qu'il se traduise de façon significative dans la statistique lexicale. Au contraire, trop fréquemment répétées, les métaphores nautiques cesseraient déjouer un rôle stratégique dans le développement du discours pour connoter le marin.

Certes, la lexicométrie fait apparaître, à côté des *spécificités positives* – mots employés plus fréquemment par un émetteur – des *spécificités négatives*, mots employés plus rarement ou totalement « refusés ». Ainsi Maurice Tournier comparant le vocabulaire politique de 1848 et celui de la Révolution française montre qu'il y a « *inflation* » du mot (peuple) dans le discours politique jacobin et *sous-emploi* dans

le discours ouvrier des mutuelles et des compagnonnages » (Tournier, 1975, p. 8).

Mais l'interprétation des spécificités négatives obéit à la même logique que celle des spécificités positives. La lexicométrie a démontré qu'il n'existe pas de norme de langue dans la distribution statistique du vocabulaire. Dans ces conditions, l'appréciation des fréquences observées dans un corpus ne peut s'effectuer que par comparaison avec celles d'un autre corpus de même nature. L'observation du sous-emploi d'un mot par un émetteur ne peut s'effectuer qu'en relation avec un suremploi par un autre émetteur. En d'autres termes, les mots dont la lexicométrie note l'absence dans un discours sont en fait les *marqueurs lexicaux* d'une autre idéologie. À travers le vocabulaire spécifique positif, une idéologie s'efforce de définir ce qu'elle est ; les spécificités négatives lui servent à indiquer ce qu'elle n'est pas. Tournier remarque, dans les dix corpus qu'il étudie : le jeu systématiquement inversé des termes « peuple » et « ouvriers » (Tournier, 1975, p. 9).

Comme dans le cas de synonymes, le choix des *marqueurs lexicaux* n'est pas libre de toutes contraintes. Les mots sélectionnés ont déjà reçu une valeur, produit de leur histoire. Il y a ainsi des marqueurs positifs, neutres ou négatifs, le discours politique étant par essence polémique, les mots symboles font l'objet d'une concurrence et sont l'enjeu d'un débat. Une part importante du discours politique est mobilisée pour disqualifier les *marqueurs* utilisés par un adversaire ou pour annexer un mot à forte connotation positive. Par exemple, l'usage du terme « socialo-communiste » identifie un discours de droite, en général RPR ; mais il vise en même temps à déstabiliser les termes par lesquels la gauche s'autodéfinit. De même, le Comité national d'Action laïque, à travers le slogan : « Une seule école libre, l'école [555] publique », s'efforce, sans grand succès, d'arracher à l'enseignement confessionnel le terme « école libre » connoté positivement.

C'est pourquoi les plus intéressantes des études de lexicométrie politiques ont été consacrées à des corpus relevant d'idéologies diverses en compétition dans un champ politique et dans une conjoncture historique déterminés.

Les indices linguistiques qui désignent une idéologie ne se limitent pas au lexique. Il existe aussi des constructions syntaxiques qui révèlent les références idéologiques du locuteur. Ici encore, la langue

communiste fournit quelques beaux spécimens. Ainsi la construction du terme *alternative* avec la préposition *à* à la place de la préposition *entre* comme dans *l'alternative à la politique des monopoles* – construction qui s'est répandue dans l'ensemble du discours de gauche ; *en direction de* comme dans *le travail du parti en direction des femmes* ; l'usage du génitif à la place d'un adjectif comme dans un *intense effort politique, idéologique et d'organisation*.

Plus subtils, ces *marqueurs syntaxiques* sont encore peu étudiés et mal identifiés. Pourtant, leur importance est fondamentale puisque ce sont eux qui produisent « la musique » qui caractérise si bien certaines classes du discours.

La première fonction des idéologies est d'ordonner le monde ; les notions élémentaires qu'elles manipulent sont le produit de taxinomies. Ces classifications s'organisent autour d'oppositions binaires dont la combinaison permet de générer un nombre considérable de catégories. Par exemple, dans les années soixante, l'idéologie communiste partage les régimes politiques occidentaux entre deux classes fondamentales : les « pouvoirs des monopoles » et les « pouvoirs populaires ». Cette polarité au niveau du contenu se manifeste à travers un critère formel : l'absence ou la présence des communistes au gouvernement (Bon, 1969, p. 113).

Cette bipartition de l'univers politique a fonctionné de façon univoque et brutale dans les premières années de la III^e Internationale : le communisme ne connaît alors que deux formes de régimes politiques, la dictature du capital et celle du prolétariat. Elle s'est ensuite enrichie d'une série d'oppositions mineures qui ont permis de créer des sous-variétés qui autorisent des jugements plus nuancés. La montée du fascisme a revalorisé le critère du respect des libertés « formelles » ; puis, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le multipartisme est devenu une variable pertinente ; enfin, la critique du stalinisme comme « culte de la personnalité » a créé une différence entre l'exercice personnel et l'exercice collectif du pouvoir. Ces trois oppositions mineures permettent de moduler la bipartition fondamentale de l'univers politique, dont l'économie reste identique à travers le temps. Elles permettent de construire toute une gamme de régimes politiques possibles (16 catégories au total) qui s'individualisent soit par la limitation plus ou moins grande apportée au pouvoir des monopoles, soit par l'extension plus ou moins forte de la puissance des forces

populaires, soit par la distinction entre les formes régulières de pouvoir populaire (exercice collectif du pouvoir) et les formes perverses liées au culte de la personnalité.

L'explicitation des principes générateurs de ces taxinomies donne les moyens de décrire certaines dynamiques idéologiques. Elle éclaire des jeux byzantins qui, [556] pour n'intéresser que le petit nombre, ne sont jamais politiquement innocents. Dans les années cinquante, les docteurs de la loi marxiste ont longuement disserté sur la différence entre la *démocratie populaire*, régime pluripartisan, et la *dictature du prolétariat*, fondée sur le parti unique.

Elle permet aussi de comprendre pourquoi des régimes magnifiés comme incarnations du socialisme peuvent être métamorphosés en quelques mois en régimes fascistes. Il suffit que la qualité de communiste soit déniée à un parti au pouvoir pour qu'un système politique passe d'une catégorie fortement valorisée comme la dictature du prolétariat à l'espèce la plus méprisable. Les avatars du jugement porté sur la Yougoslavie relèvent directement de cette logique.

Enfin, si l'on admet que ce schéma est, dans son économie d'ensemble, toujours applicable à l'idéologie communiste des années quatre-vingt, la crise actuelle du discours communiste révèle un dysfonctionnement du système de catégories. En fonction des critères qu'elle définit elle-même et qui fondent l'économie de son discours, l'idéologie communiste classe la gauche au pouvoir en France dans le groupe des pouvoirs populaires. Or, ce régime ne présente pas l'un des traits distinctifs de ce type de pouvoir : l'élargissement régulier du rôle et de l'influence des communistes. En d'autres termes, la participation communiste à l'expérience de gauche depuis 1981 « émet » un message contradictoire en fonction de la logique interne de l'idéologie communiste.

Les taxinomies construites par les idéologies doivent satisfaire à des exigences opposées. D'un côté, il faut qu'elles soient aussi simples que possible pour répondre aux principes d'économie et d'intelligibilité ; de l'autre, elles doivent être suffisamment fines pour rendre compte d'une grande variété de situations.

La classification communiste des régimes politiques résout cette antinomie en posant une opposition essentielle qui se réfracte à travers une série d'oppositions secondaires. Mais d'autres procédés peuvent

être utilisés : deux d'entre eux sont d'usage courant, le redoublement et la réplication.

L'idéologie actuelle du Parti socialiste est fondée sur une bipartition de l'espace politique en termes de droite et de gauche. Mais cette opposition peut se redoubler immédiatement et permettre de distinguer, au sein de la gauche, la véritable gauche (la gauche-gauche) et la gauche qui emprunte certains de ces traits à la droite (la gauche-droite). Les débats internes du parti socialiste sont, pour une part, fondés sur ce procédé récurrent. L'opération peut être répétée autant de fois qu'il est nécessaire. D'un point de vue logique, ce jeu présente deux avantages : le premier est de créer un grand nombre de catégories avec un instrument simple et de gérer des conflits complexes avec une argumentation élémentaire. Le second est de créer un espace continu avec des instruments intellectuels discontinus. Redoublée un nombre suffisant de fois, l'opposition droite/gauche crée une échelle de type métrique qui permet d'ordonner les différents acteurs de la vie politique selon un continuum. Du point de vue de la démarche, comme du résultat, le redoublement des oppositions joue un rôle analogue à celui de la numération dans la pensée mathématique.

Si le redoublement permet avec du simple de créer du complexe, la réplication réalise l'opération symétrique qui va du complexe vers le simple. La tradition de la gauche française résume une longue série de conflits qui mettent aux prises des [557] protagonistes différents sur des enjeux différents. Ces conflits sont pensés sous la forme d'oppositions qui se répliquent les unes les autres : cléricaux et laïcs, monarchistes et républicains, patrons et salariés, gros et petits, gens des châteaux et gens du peuple, tous ces couples de contraires se superposent comme les expansions du combat éternel de la droite et de la gauche. Ici encore, le bénéfice est double : l'opération manichéise le combat politique et dissimule, sur le plan symbolique, maints conflits d'intérêts. Elle conserve, en même temps, un minimum de souplesse au système classificatoire. Les oppositions qui ont été superposées les unes sur les autres constituent une « réserve de différences ». Toujours actif sur le discours politique, l'un de ces clivages peut s'autonomiser. Soit comme opposition fondamentale : dans ce cas, l'ensemble de la taxinomie se déplace. Soit, le plus souvent, comme opposition secondaire : l'opération permet de nuancer un schéma trop rigide. Par exemple, la

renaissance de la bataille laïque peut être mobilisée comme critérium de la vraie gauche face à la fausse gauche.

Bien que l'on ait tendance à les décrire à travers ce modèle, les taxinomies construites par les idéologies politiques n'ont pas la sobre architecture des classifications botaniques. Les idéologies construisent leurs catégories en définissant des couples de contraires, par exemple le capital et le travail, la démocratie et le totalitarisme, la droite et la gauche, etc.

Poursuivant la réflexion des stoïciens sur les propositions universelles et particulières, Robert Blanché montre que l'opposition entre deux notions contraires ne génère pas deux mais six termes. Par exemple, si l'on oppose les relations *plus petit que* et *plus grand que*, il est possible d'ajouter le contradictoire de plus petit, *plus grand ou égal*, et celui de plus grand que, *plus petit ou égal*. Blanché montre que ces quatre termes peuvent être organisés selon un schéma semblable à celui du carré d'Apulée : les deux contradictoires fonctionnent comme des subcontraires. Mais ce schéma, observe Blanché, n'est pas encore complet. On peut encore introduire une cinquième catégorie qui correspond à ce qui n'est ni plus grand, ni plus petit, *la relation d'égalité*, puis un sixième, son contradictoire, la relation d'inégalité (Blanché, 1966).

Ainsi se construit l'hexagone logique (schéma 1), ensemble de six termes unis par des relations de contrariété (traits pleins), de contradiction (traits doubles), de subcontrariété (pointillés) et d'implication (flèches).

Sur cet exemple issu des mathématiques, l'hexagone logique fonctionne de façon univoque. Pour chaque couple de relations contradictoires, si l'une est vraie, l'autre est fausse et réciproquement (de deux choses l'une). Si l'une des relations de la triade des contraires est vraie, les deux autres sont fausses (de trois choses l'une) ; en revanche, si l'une des relations subcontraires est fausse, les deux autres sont vraies (de trois choses deux)... Quant aux relations d'implication, elles sont nettement orientées : chaque contraire implique deux subcontraires. Par exemple, si deux termes vérifient la relation *plus grand que* ils vérifient en même temps la relation d'*inégalité* et la relation *plus grand ou égal*.

Comme tous les schémas logiques, l'hexagone de Blanché relève de la tautologie. Il se limite à l'explicitation des catégories générées par l'opposition de contraires et à l'analyse des opérations logiques qui les ordonnent. L'hexagone logique peut d'ailleurs être ramené à un cas particulier de l'algèbre des parties d'un ensemble

[558]

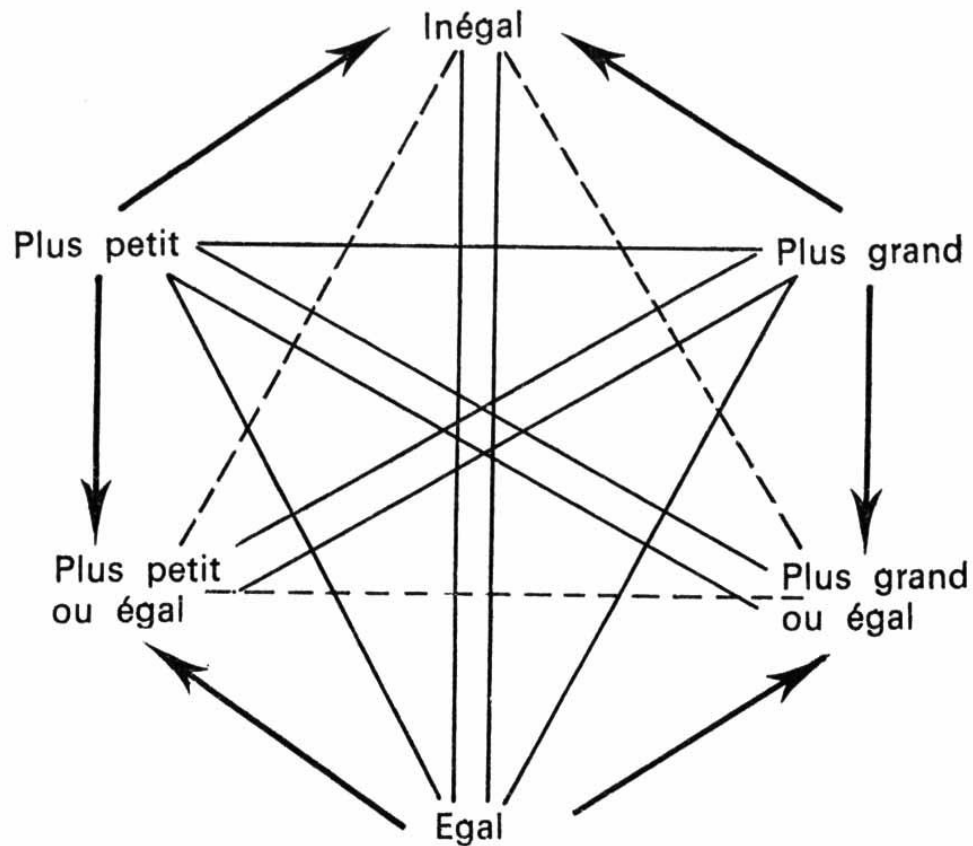


SCHÉMA 1. – Hexagone logique

(les deux sous-ensembles de départ sont disjoints). En d'autres termes, Blanché énonce les conséquences de l'acte logique que nous avons accompli en posant deux contraires, c'est-à-dire, dans l'exemple retenu, deux relations qui *ne peuvent être vérifiées simultanément*. Il n'est rien dans l'hexagone logique qui ne soit déjà contenu, implicitement, dans la relation de contrariété posée au départ.

Toutefois, lorsque la pensée non formelle mobilise cette structure intellectuelle, elle introduit dans la rigueur de l'ordonnement des écarts significatifs. Elle détruit ainsi la cohérence du schéma et ouvre la voie à une série de paralogismes ; mais en même temps elle lui donne souplesse et dynamisme.

Appliquons le modèle hexagonal à la classification des couleurs.

Si l'on pose le *blanc* et le *noir*, il est possible de construire le contradictoire du blanc, le *non-blanc* et celui du noir, le *non-noir*. La cinquième catégorie est évidente : ce qui n'est ni blanc, ni noir, *la couleur*. Enfin, notre culture cinématographique nous fournit le contradictoire de la couleur, le *noir-et-blanc*. Ainsi construit, l'hexagone des couleurs semble vérifier toutes les propriétés logiques posées antérieurement : les implications, le coloré impliquent le non-blanc et le non-noir ; l'alternative entre les contradictoires, un objet est soit noir, soit non-noir. Mais la règle des contraires (de trois choses l'une) voudrait que tout objet puisse être classé soit parmi les noirs, soit parmi les blancs, soit parmi les colorés : que faire des objets en noir-et-blanc ? La catégorie est présente mais elle appartient à la triade des subcontraires. À ce niveau aussi la règle ne fonctionne pas. Elle implique (de trois choses deux) que tout objet puisse être affecté simultanément dans deux des trois catégories subcontraires. Or un objet noir-et-blanc ne peut être classé, de façon générale, ni dans le non-noir, ni dans le non-blanc.

Où se situe le glissement sémantique qui conduit au paradoxe ? Il s'amorce dès

[559]

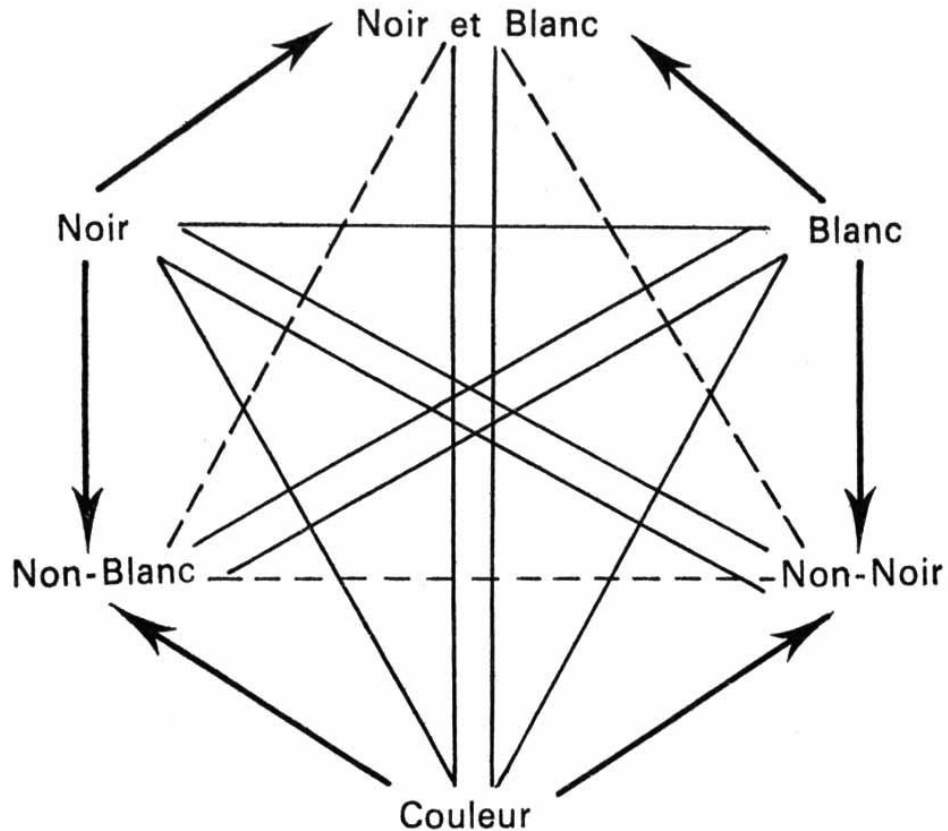


SCHÉMA 2. – Hexagone des couleurs

l'introduction de la couleur. En effet, la notion est relativement floue ; le noir et le blanc pourrait être considérés comme des couleurs. La cohérence d'ensemble est toutefois maintenue si l'on spécifie que, dans la perspective de cette classification particulière, le noir et le blanc ne sont pas des couleurs. Mais le système bascule lorsque, faisant appel à un autre savoir, le contradictoire de la couleur est défini comme noir et blanc. Car la classe attendue à cette place de l'hexagone est celle qui regroupe les objets noirs et les objets blancs, c'est-à-dire noir ou blanc. En introduisant la notion de noir et blanc, nous avons oublié le postulat de départ qui définit le blanc et le noir comme contraires, c'est-à-dire qui exclut qu'un objet puisse être à la fois noir et blanc.

L'opération réalisée a un coût, la perte de la rigueur logique, mais elle a aussi un bénéfice. Le glissement sémantique nous a fait passer d'une structure organisée autour de l'opposition noir/blanc à une autre fondée sur l'opposition du polychrome et du noir-et-blanc. En d'autres termes, le schéma intellectuel obtenu ouvre une structure que la démarche logique a pour principe de clore. Il permet d'articuler plusieurs classifications, car l'opération peut être répétée. Il ouvre enfin des possibilités considérables à la dialectique. Il est, en effet, possible soit de rabattre les uns sur les autres les hexagones logiques et de rendre ainsi unidimensionnelles des classifications multiples : soit de parcourir de façon articulée des taxinomies différentes.

Cette seconde possibilité permet de gérer, sur le plan symbolique, la contradiction de la légitimité électorale que l'on pourrait énoncer ainsi : le processus qui fonde le pouvoir légitime, c'est-à-dire l'unité, est lui-même organisé sur la base de la division. Depuis 1974, cette contradiction est particulièrement apparente en France. Pour être élu Président de la République, un candidat doit s'investir totalement dans la division droite-gauche non seulement en termes partisans mais aussi et [560] surtout en termes symboliques. La « langue » dans laquelle s'écrit le processus électoral est entièrement dominée par cette dichotomie (Bon, 1979). Par une curieuse – et prodigieuse – alchimie, le candidat élu par une petite moitié des électeurs devient le Président de tous les Français. Le modèle s'est diffusé dans tout le corps politique : il n'est pas de si petite commune dont le maire ne se croit obligé de proclamer qu'il est le maire de tous les habitants.

La dialectique qui permet d'énoncer cette série de transformations se fonde sur l'articulation « hexagonale » de deux oppositions. Le couple de contraires droite/gauche, principe du combat électoral, appelle un troisième terme : ce qui n'est ni droite, ni gauche, c'est-à-dire *ce qui rassemble*. Le contradictoire s'en déduit naturellement : c'est la classe qui regroupe *ce qui divise*, c'est-à-dire la gauche et la droite. Le discours peut parcourir une structure logique qui permet de passer de l'opposition droite/gauche à la polarité rassemblement/division. Ainsi, peuvent coexister des énoncés qui s'ancrent dans la compétition électorale – le thème de la fidélité aux engagements souscrits qui n'ont en fin de compte été ratifiés que par une partie du corps social – et des énoncés qui mobilisent les valeurs de rassemblement contre les facteurs de division. Ce double jeu n'est

possible que dans la mesure où des propositions qui s'étagent sur des registres différents peuvent être ordonnées selon un principe unique.

La seconde opération susceptible d'ouvrir la structure logique s'exerce sur la relation d'implication. Quiconque a enseigné les mathématiques sait que le sens dans lequel s'effectue une implication est la chose la moins naturelle qui soit. Le souvenir désagréable de ces problèmes où il convenait de démontrer « la réciproque » est un rappel de cette difficulté.

Les idéologies peuvent donc, à bon compte, retourner les relations d'implication. Il en résulte des possibilités sophistiquées étendues. Lors de la montée du nazisme, le mouvement communiste international définit le champ politique à partir de l'opposition fascisme/communisme. Il suffit d'inverser l'une des implications entre contraires et contradictoires pour assimiler au fascisme tout ce qui n'est pas communiste, et plus particulièrement la social-démocratie. La stratégie d'union anti-monopoliste du PCF dans les années soixante résulte du même procédé mais appliqué en sens inverse. Si la relation de contrariété s'établit entre les monopoles et les forces populaires, tout ce qui n'est pas monopole rentre, bon gré mal gré, dans la catégorie des forces populaires. D'une façon générale, tous les raisonnements, si fréquents en politique, de la forme « qui n'est pas avec moi est contre moi » ou de son inverse « qui n'est pas contre moi est avec moi » reposent sur la même opération intellectuelle : le retournement d'une implication, qui permet de projeter une relation de contradiction sur une relation de contrariété.

Éric Landowski a appliqué avec bonheur le schéma de l'hexagone logique à l'analyse de l'exaltation nationaliste d'un exploit sportif ou à l'économie intellectuelle des manuels d'histoire de l'école élémentaire (Landowski, 1971 et 1970). De même Georges Lavau a montré comment l'idéologie communiste gère, à travers un schéma de ce type, les relations ambivalentes et conflictuelles entre le Parti communiste et le Parti socialiste (Lavau, 1978).

[561]

4. Rhétorique et idéologies

[Retour au sommaire](#)

Les catégories que produisent les taxinomies idéologiques se manipulent au moyen d'opérateurs intellectuels et de règles de transformation. Ces modes de raisonnements ne sont pas explicités ; ils ne relèvent pas de l'art de la démonstration. Le discours politique est construit pour plaire et convaincre ; il entretient avec la rhétorique une vieille liaison à peine dissimulée. Cette affinité est particulièrement marquée dans les régimes qui requièrent une mobilisation de masse ou s'organisent autour d'assemblées délibératives. Elle devient indissoluble dans les démocraties contemporaines qui réunissent les deux attributs.

Le discours politique n'utilise pas les ressources de la rhétorique comme la philosophie ou la littérature. Il n'est pas réservé à une élite éclairée. Orienté, de façon médiate ou immédiate, vers la sensibilité populaire, il exploite les analogies entre les formes de la « logique rhétorique » et celles de la pensée commune.

Cet accord naturel avait été clairement perçu par les derniers grands théoriciens de la rhétorique : comme le remarquait avec finesse Dumarsais, « il se fait dans un jour de marché à la halle plus de figures qu'en plusieurs jours d'assemblées académiques » (cité par Dubois *et al.*, 1970, p. 17). Il suffit de lire Fontanier pour observer que l'objet de l'enseignement de la rhétorique dans l'enseignement secondaire au cours de la première moitié du XIX^e siècle n'est pas d'apprendre à faire des figures de style : cette faculté est la chose du monde la mieux partagée. Il s'agit, tout au contraire, d'essayer d'en limiter le nombre, d'en contrôler l'usage et d'écarter les mauvaises figures pour mettre en valeur les bonnes. « Pourquoi tant d'ouvrages intéressants... sont-ils insupportables pour tout homme de sens et de goût ? La cause, suivant Laharpe, c'est une prétention, une recherche continuelle ; c'est l'ambition des figures, et leur accumulation sans choix, la manie des métaphores, et leur hardiesse bizarre, sans justesse et sans vérité... Or, ces défauts, ces travers... quoi de plus propre à les détruire, ou du moins

à en prévenir le danger, que la connaissance des figures, que des notions justes et vraies sur leur nature, sur leur usage, sur leur abus » (Fontanier, 1968, p. 68).

Les idéologies politiques assignent à la rhétorique des fonctions différentes. Les figures du discours mettent en contact les catégories idéologiques avec celles de la pensée commune pour permettre leur diffusion et leur manipulation ; elles les transforment pour rendre possibles ou, au contraire, limiter les investissements affectifs dont elles peuvent être l'objet. L'orateur politique ignore souvent les mises en garde de la rhétorique savante : il ne recule ni devant l'abondance ni devant la surcharge du trait.

Le procédé central du discours politique est, sans doute, la Prosopopée. Cette figure, « qu'il ne faut confondre, selon Fontanier, ni avec la Personnification, ni avec l'Apostrophe, ni avec le Dialogisme, qui l'accompagnent presque toujours, consiste à mettre en quelque sorte en scène les absents, les morts, les êtres surnaturels, ou même les êtres inanimés ; à les faire agir, parler, répondre, ainsi qu'on l'entend ; ou tout au moins à les prendre pour confidents, pour témoins, pour garants, pour accusateurs, pour vengeurs, pour juges, etc. ; et cela, ou par feinte, ou sérieusement, [562] suivant qu'on est ou qu'on n'est pas le maître de son imagination » (Fontanier, 1968, pp. 103-104).

Les idéologies construisent des entités abstraites. Pour en parler à un public peu familiarisé avec leur manipulation, il faut leur donner vie. La Prosopopée, doublée par la Personnification, rend sensible et intelligible le monde formel de la politique. La France, qui ne veut que la paix ; la Liberté, qui guide nos pas ; la Classe ouvrière, qui te bottera les fesses ; la République, qui nous appelle ; la Terre, qui, elle, ne ment pas ; les Monopoles, qui n'ont pas de patrie ; le Tiers État, qui n'est rien et veut être quelque chose : l'univers de la politique est plus peuplé que le Panthéon grec.

Le rapprochement n'est pas accidentel. La situation du citoyen est comparable à celle de l'individu devant le cosmos. La vie politique lui apparaît comme un monde d'une extraordinaire complexité : une multiplicité de groupes, de sous-groupes et de personnalités entrent en conflits qui s'organisent selon un nombre considérable de dimensions. Or, le temps et l'investissement intellectuel qu'il peut consacrer à cet examen sont extrêmement limités.

La Prosopopée a d'abord un effet simplificateur. Les problèmes de la Cité sont pensés sur le mode familier des relations entre personnes. La théorie de l'exploitation est chose subtile et les docteurs de la loi marxiste en discutent encore longuement. Elle est avantageusement remplacée par la personnification du Capital et la saturation d'attributs malfaisants.

En second lieu, la Prosopopée donne une dimension affective aux représentations collectives. Reconstituées comme êtres de chair et de sang, ces notions abstraites peuvent solliciter les mouvements du cœur. Jamais, la métamorphose n'est aussi complète que lorsqu'elle transforme les représentations de la collectivité nationale. La rhétorique produit alors des symboles. De Marianne à John Bull et à l'oncle Sam, à travers leurs animaux éponymes – le coq gaulois, le lion britannique ou l'aigle américain –, les nations ont construit les images qui synthétisent leur existence et leurs caractères.

L'analyse de Fontanier est pertinente jusque dans ses détails. La Prosopopée politique n'est jamais feinte ; elle est sérieuse dans la mesure où son auteur n'est pas le « maître de son imagination ». Reflet plutôt que créateur, l'homme politique sollicite l'imagination populaire, s'efforce d'en épouser les mécanismes et d'en canaliser les effets.

La reine des figures, la Métaphore, remplit les mêmes fonctions que la Prosopopée. Elle en a les vertus simplificatrices. « Il y a, pour ce qui est de la France, déclare le général de Gaulle en 1965 au cours de l'un de ses entretiens avec Michel Droit, ce qui se passe dans une maison : la maîtresse de maison, la ménagère, veut avoir un aspirateur, elle veut avoir un frigidaire, elle veut avoir une machine à laver et même, si c'est possible, une auto ; cela c'est le mouvement. Et, en même temps, elle ne veut pas que son mari s'en aille bambocher de toute part, que les garçons mettent les pieds sur la table et que les filles ne rentrent pas la nuit ; ça c'est l'ordre » (de Gaulle, 1970, pp. 434-435).

Ce texte, qui ajoute peu à la gloire littéraire de son auteur, mérite de ce fait l'attention. Il a été prononcé entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1965, [563] à un moment où le général de Gaulle essaie de reprendre contact avec l'opinion. Le chef de l'État ne « fait pas dans la nuance ». Voilà les conflits séculaires de la politique française, cette opposition entre gauche et droite dont tant d'analystes

ont cherché le secret, ramenés à la dimension de querelles de ménages. Voilà surtout les espoirs de l'ascension sociale et de l'accès au bien-être mobilisés au profit du « mouvement », les menaces qui planent sur l'harmonie familiale au profit de l' « ordre ».

Pour obtenir ce résultat, l'orateur ne s'embarrasse guère des exigences de la métaphore littéraire. Celle-ci se veut noble, lumineuse, brève et frappante. La métaphore politique sera vulgaire, au sens étymologique du terme, et souvent laborieuse.

Comme la Prosopopée, la Métaphore politique joue à la fois sur le registre de l'intelligibilité – passage du complexe au simple – et sur celui de l'affectivité. Elles visent le même objectif : rendre compréhensibles et manipulables par la pensée commune des notions complexes et abstraites ; surcharger ces notions de connotations affectives.

Le discours politique est souvent confronté au problème inverse. Certaines notions sont trop bien et trop immédiatement comprises par les citoyens. Issues de l'expérience quotidienne, elles sont saturées dans toutes leurs dimensions émotives. Tant qu'elles renvoient à des situations gratifiantes, elles nourrissent le discours politique ordinaire. Qu'elles évoquent des expériences négatives, elles deviennent explosives, difficiles à contrôler et dangereuses à manipuler. Il convient d'urgence de les rejeter dans l'univers désincarné des abstractions.

La rhétorique dispose du procédé adéquat : l'Euphémisme. Ainsi les chômeurs deviennent-ils des *demandeurs d'emploi*, la terreur stalinienne, *culte de la personnalité*, la bombe atomique, *force de frappe* ou mieux *force de dissuasion*. La politique militaire abonde en figures de ce type. La guerre, sauf rares exceptions, n'ose plus se présenter dans le monde contemporain sous son véritable nom. Coloniale, elle s'habille du terme de *pacification*. Les corps expéditionnaires deviennent *conseillers techniques*, les unités d'élite se métamorphosent en *soldats de la paix*. Il n'est pas jusqu'à l'invasion d'un pays étranger qui ne puisse s'énoncer sous la forme plus décente de *l'aide apportée à un pays frère*.

Prosopopée, Métaphore et Euphémisme constituent les figures de base de la rhétorique politique. Mais toutes les figures peuvent être exploitées. Les différentes idéologies politiques orientent leur utilisation et manifestent avec certaines d'entre elles une affinité

particulière. La Tautologie épouse avec bonheur le mouvement des pensées qui valorisent la tradition et se déplacent dans l'univers immuable des essences. Le général de Gaulle devra à cette figure les plus efficaces de ses formules – l' « Algérie algérienne » et l' « Europe européenne », mais aussi les plus étranges comme « je salue Fécamp, port de mer et qui entend le rester », « Lyon n'a jamais été aussi lyonnaise » et « je puis vous assurer que la Loire continuera à couler dans son lit » (cité *in* Lacouture, 1968, p. 52).

La pensée révolutionnaire, en revanche, opère sur les contrastes. Le chiasme abonde dans les œuvres du jeune Marx : « En même temps que le monde devient philosophie, la philosophie devient monde » ; « La bureaucratie est la société civile de l'État, les corporations sont l'État de la société civile » ; « La critique n'est pas [564] une passion de la tête, elle est la tête de la passion » (Marx, 1963, pp. 24, 33 et 40). Le chiasme souligne la dialectique d'une pensée qui a pour objectif de renverser l'ordre social aux deux sens du terme : le détruire, mais aussi l'inverser. Le paradoxe comme dans la phrase de Proudhon : « La propriété, c'est le vol », l'antithèse, comme dans ce vers de l'*Internationale* : « Nous ne sommes rien, soyons tout », remplissent la même fonction : dévoilement de l'ordre établi, dénonciation de la misère, du prolétariat, exaltation de la société future qu'il est appelé à créer.

Lorsque la pensée révolutionnaire se dégrade en scolastique, ces figures cèdent la place à l'Antiphrase qu'affectionne le communisme contemporain : « La position de notre parti est claire » est la phrase qui régulièrement annonce les explications les plus confuses sur la Tchécoslovaquie, la situation polonaise ou la politique économique du gouvernement de la gauche unie.

La technicité croissante des problèmes politiques, la sécularisation de la vie sociale, le développement des moyens de communication de masse auraient, dit-on, transformé le contenu et le style du discours politique contemporain. Cela n'apparaît guère au niveau des formes rhétoriques.

Examinons, par exemple, comment procède Valéry Giscard d'Estaing dans l'un de ses meilleurs discours. Au début de l'année 1978, tout annonce une victoire de la gauche aux élections législatives prévues pour le début du mois de mars : les sondages, mais aussi les

résultats des élections générales ou partielles qui, depuis 1976, ponctuent la vie politique française. À Verdun-sur-le-Doubs, le 27 janvier 1978, le Président de la République se propose de recommander aux Français le « bon choix ». « Je comprends bien que certains d'entre vous soient tentés de voter contre la crise. Vous qui travaillez dur, vous qui avez peur que vos enfants ne trouvent pas facilement un emploi, et auxquels on explique que tout s'arrangerait si vous vous contentiez de changer ceux qui gouvernent, je vous comprends, c'est vrai, d'être tentés de voter contre la crise ! Et d'ailleurs, si c'était si simple et si on pouvait s'en débarrasser par un vote, pourquoi ne pas le faire ? Malheureusement, il n'est pas plus efficace de voter contre la crise que de voter contre la maladie. La crise se moque des bulletins de vote. La crise est comme l'épidémie, elle nous vient du dehors. Si nous voulons la guérir, il faut bien choisir le médecin. Et si nous pensons nous en débarrasser par la facilité, l'économie se vengera, et elle se vengera sur vous ! Regardez où nous en sommes : au mois de décembre, le dernier mois connu : un commerce en excédent, une hausse des prix ramenée à 0,3 %, un chômage qui recule alors qu'on vous annonçait bruyamment le contraire » (Giscard d'Estaing, 1978).

La démonstration se déroule en trois étapes. D'abord, nommer le mal pour qu'il puisse être pensé au-delà de ses manifestations protéiformes, déconnecté de ses aspects les plus douloureux et ainsi exorcisé. « Le vocabulaire politique offre le terme crise, le mot le plus confus de la pensée sociale contemporaine. Parce qu'il n'a aucun contenu, parce que son usage n'est réglé par aucune discipline, il peut désigner n'importe quelle situation » (Jouet, 1984).

Toutefois cette métamorphose a un coût : le terme crise est trop vague pour construire un raisonnement. Le recours à la métaphore médicale – seconde étape – permet d'introduire une valeur sémantique dans l'espace vide ainsi créé. L'idée [565] n'est pas originale, mais elle est efficace. Cette métaphore connote la scientificité et ancre la démonstration sur la solidité du savoir médical. En même temps, elle articule l'expérience sociale sur l'expérience vécue la plus intime : la maladie. L'orateur peut maintenant filer longuement la trame qu'il vient de nouer. La crise est comme la maladie, comme l'épidémie elle vient du dehors et, comme elle, elle suppose le recours à un bon médecin.

Troisième étape : le nombre. Malgré la technicité des problèmes abordés, l'usage du nombre n'est pas fréquent dans le débat politique. Le discours de Verdun-sur-le-Doubs n'échappe pas à la règle. Un seul nombre, le dernier indice des prix : le chiffre du commerce extérieur n'est mentionné que par son signe. Mais son rôle est stratégique. Déconnecté de la démarche intellectuelle et du processus social qui l'ont produit, il n'a qu'une fonction : attester la véracité du discours tenu. Le médecin a bien été choisi puisque la température baisse. La conclusion s'inscrit naturellement en filigrane. Si l'on ne peut pas voter contre la crise, c'est que l'on ne saurait voter contre moi.

Les figures du discours politique sont immuables. Pour employer cette rhétorique de la halle que condamne l'Académie : « C'est dans les vieux pots que l'on fait les meilleures soupes. » La formule de Napoléon III, « *L'Empire, c'est la paix* » – bel exemple de paradoxe – n'a rien à envier à « *La force tranquille* ». Certains spécialistes de la communication réinventent dans un vocabulaire pesant ce que Dumarsais, Fontanier et tant d'autres avaient clairement exposé dans la langue du XVIII^e siècle. Jacques Durand a montré, au terme d'une analyse systématique, que tous les procédés à l'œuvre dans l'image publicitaire peuvent être ramenés aux figures de la rhétorique classique (Durand, 1970).

Le général de Gaulle, qui s'adapta comme naturellement à la télévision, pratiquait la rhétorique la plus classique : celle de Cicéron, apprise dans son jeune âge à une époque où elle était encore enseignée. Cette fidélité à la tradition latine est allée jusqu'à l'exhumation de préceptes oubliés. Le général de Gaulle apprenait ses discours par cœur, comme le prescrit Cicéron dans la quatrième partie du *De Oratore*, apologie de cet art à la mémoire abandonné depuis la Renaissance (Yates, 1975).

La stabilité des formes de l'art oratoire est aussi étonnante que l'inertie des phénomènes de mentalité. Quel fil d'Ariane relie l'orateur politique de l'âge nucléaire à celui de la guerre du Péloponnèse ? Si, comme le discours politique, on prend les figures de la rhétorique *au sérieux*, il est possible de formuler une hypothèse : les tropes seraient la mise en forme pratique, l'effet de surface des structures logiques de l'esprit occidental.

5. Pensée sauvage et pensée politique

[Retour au sommaire](#)

Les similitudes entre les formes d'expression de la vie politique et celles de sociétés qu'étudie l'ethnographie sont suffisamment nombreuses pour avoir été fréquemment soulignées par les anthropologues. Dans un texte célèbre, Ralph Linton montre, à partir d'une anecdote personnelle, comme la construction [566] d'emblèmes dans les sociétés contemporaines reproduit les mécanismes observés à propos du totémisme. Mobilisé pendant la première guerre mondiale, il avait été affecté à la 42^e division appelée « division Arc-en-Ciel » par l'état-major, parce que ses unités étaient originaires de plusieurs États. Linton raconte comment l'Arc-en-Ciel devint d'abord un symbole d'identification des membres de la division avant que ne s'élabore tout un ensemble de croyances et de rites autour de ce phénomène éponyme. « Des représentations de l'arc-en-ciel furent peintes sur les objets appartenant à la division et furent portées plus tard comme insignes sur l'épaule, usages qui s'accompagnèrent d'un intérêt accru pour le phénomène naturel lui-même. La division commença à prêter attention aux arc-en-ciel, et en huit ou neuf mois de temps il était devenu coutume de croire qu'il y avait toujours un arc-en-ciel au firmament quand la division entra en action. À telle occasion précise, l'apparition d'un arc-en-ciel au-dessus des lignes ennemies au moment de l'attaque fut immédiatement prise comme présage de victoire et accueillie avec un enthousiasme délirant » (Linton, 1968, p. 454). Il suffit d'avoir assisté au rituel de la rose dans les meetings socialistes de la campagne présidentielle de 1981 pour penser que cet exemple a une valeur générale.

Même un auteur comme Pierre Clastres, qui marque aussi fortement la coupure entre nos sociétés et les sociétés « contre l'État », décrit le chef indien en des termes qui pourraient sans difficulté s'appliquer à l'orateur politique moderne. « Nombreuses sont les tribus où le chef doit tous les jours, soit à l'aube, soit au crépuscule, gratifier d'un discours édifiant les gens de son groupe : les chefs pilaga, sherené, tupinamba exhortent chaque jour leur peuple à vivre selon la tradition. Car la thématique de leur discours est étroitement reliée à leur fonction de « faiseur de paix » (Clastres, 1974, p. 29).

Claude Lévi-Strauss est plus explicite encore. « Rien ne ressemble plus à la pensée mythique que l'idéologie politique. Dans nos sociétés contemporaines, peut-être celle-ci a-t-elle seulement remplacé celle-là » (Lévi-Strauss, 1958, p. 231). On regrette que l'auteur des *Mythologiques* n'ait pas développé cette intuition. Car les affinités sont profondes : le rapprochement est plus qu'une métaphore.

La Pensée sauvage, indique Lévi-Strauss, fonctionne de façon analogue au bricolage. « Le propre de la pensée mythique est de s'exprimer à l'aide d'un répertoire dont la composition est hétéroclite et qui bien qu'étendu reste tout de même limité ; pourtant il faut qu'elle s'en serve, quelle que soit la tâche qu'elle s'assigne, car elle n'a rien d'autre sous la main. Elle apparaît ainsi comme une sorte de bricolage intellectuel (...). Le bricoleur est apte à exécuter un grand nombre de tâches diversifiées ; mais, à la différence de l'ingénieur, il ne subordonne pas chacune d'elles à l'obtention de matières premières et d'outils, conçus et procurés à la mesure de son projet : son univers instrumental est clos, et la règle de son jeu est de toujours s'arranger avec les « moyens du bord », c'est-à-dire un ensemble à chaque instant fini d'outils et de matériaux, hétéroclites au surplus, parce que la composition de l'ensemble n'est pas en rapport avec le projet du moment, ni d'ailleurs avec aucun projet particulier, mais est le résultat contingent de toutes les occasions qui se sont présentées de renouveler ou d'enrichir le stock, ou de l'entretenir avec les résidus de [567] constructions et de destructions antérieures. L'ensemble des moyens du bricoleur n'est donc pas définissable par un projet » (Lévi-Strauss, 1962, pp. 26-27).

François Bourricaud a remarqué la fécondité de l'analogie et l'a appliquée à l'analyse de la production des intellectuels français (Bourricaud, 1980). Mais la démarche peut être étendue à l'ensemble du discours politique. Comme la pensée sauvage, les idéologies réorganisent et restructurent les éléments fournis par le processus de construction-déconstruction des idéologies antérieures. Dans l'objet issu du bricolage classique – celui qui contrairement au kit ne singe pas les produits industriels – on doit pouvoir à la fois saisir la fonction de chaque élément par rapport à l'ensemble et reconnaître à quel objet il avait antérieurement appartenu : ainsi voit-on, à la forme de leur fourche, que les roues de ce Charlot à transporter le mobilier de jardin sont des roues avant de bicyclette ; que les crochets auxquels sont

suspendus les fauteuils sont les patères d'un ancien porte-manteau et que le casier destiné à recevoir les bouteilles est un bidon coupé à mi-hauteur.

De même, les éléments que réagencent les idéologies politiques portent la marque de leur origine. Dans l'idéologie socialiste aujourd'hui il est possible de repérer le poids de la Révolution française, l'écho de Lamartine et de 1848, la trace de la Commune, l'ombre de Karl Marx et le ton de l'anticléricalisme : héritage contingent de l'histoire dont le discours politique doit à chaque instant réorganiser la cohérence. Le propre de l'idéologie est d'articuler des éléments qui n'étaient pas a priori destinés à cohabiter. Jean-Jacques Rousseau et Voltaire sont irréconciliables. Mais l'idéologie de la Révolution française a pourtant été formée par la tradition et la conjonction de leurs deux œuvres. Et par bien plus encore.

Cet ensemble d'objets hétérogènes n'est cependant pas la simple accumulation de strates successives ; l'idéologie n'est pas, comme le laisse penser François Bourricaud, un magma qui charrie « des propositions non vérifiées ou même invérifiables » tout en comportant « des énoncés scientifiques ou quasi scientifiques » (Bourricaud, 1980, p. 27). L'idéologie, comme la pensée mythique construisent des ensembles structurés dont la cohérence et la rationalité, quoique de nature différente, n'ont rien à envier à celles de la pensée scientifique. Le produit du bricolage ne tient pas, comme le veut la caricature, « avec des bouts de ficelle ». Au contraire, il est en général plus solide, plus gros et plus lourd que son équivalent industriel. La raison est simple : comme il ne dispose pas de matériaux spécifiquement adaptés à son projet, le bricoleur est contraint de toujours calculer les propriétés mécaniques des éléments qu'il combine par excès. De même, la parole mythique, comme le discours idéologique sont toujours surabondants par rapport à la concision de l'expression scientifique. Grossièrement, le degré d'avancement d'une discipline scientifique varie en raison inverse de la taille des thèses de doctorat qu'elle certifie.

Faute d'avoir pris en compte le double aspect de la pensée mythique et de son homologue le bricolage (hétérogénéité du matériau, systématisme de la construction), François Bourricaud est amené à formuler de façon curieuse le rapprochement qu'il établit entre le problème posé par Lévi-Strauss et celui qu'il se propose d'aborder : « Expliquer pourquoi la pensée d'hommes par ailleurs normaux a tant

de peine à se constituer en pensée rationnelle ou même plus simplement en pensée raisonnable » (Bourricaud, 1980, p. 28). Je ne reconnais guère l'inspiration de l'auteur de *Tristes tropiques* [568] qui dépense tant d'efforts pour montrer que la logique de la pensée mythique est aussi exigeante que celle de la pensée positive et que leur différence « tient moins à la qualité des opérations intellectuelles qu'à la nature des choses sur lesquelles portent ces opérations » (Lévi-Strauss, 1958, p. 255).

Mais les idéologies politiques ne tirent pas seulement leur matériau du passé. Elles sont nécessairement contraintes d'intégrer des classifications et des schémas de pensée issus d'autres idéosystèmes. Un problème ou un conflit n'émerge dans le champ politique que dans la mesure où il ne peut être résolu dans le champ où il trouve son origine : une question purement scientifique, purement juridique ou purement technique peut être pensée à travers le langage scientifique, juridique ou technique et résolue par des moyens purement scientifiques, juridiques ou techniques. Au contraire, lorsqu'un problème exige, comme l'on a coutume de dire, une « solution politique », cela signifie qu'il est multidimensionnel et qu'il appelle l'arbitrage entre des valeurs incommensurables. Pour le rendre intelligible, l'idéologie doit établir des équivalences et trouver des articulations entre des notions et des modes de pensée issues de systèmes différents. Ici encore, le matériel est hétéroclite, produit contingent de la dynamique sociale ; le bricolage à nouveau s'impose. S'il en était autrement, la politique serait une technique, et l'idéologie une science.

Plus généralement, les idéologies politiques, comme l'activité politique, ne sont pas créatrices de valeurs. Elles établissent des relations, opèrent des conversions et mobilisent à leur profit des valeurs qui leur sont données de l'extérieur. C'est le cas en particulier des valeurs de vérité. Les idéologies politiques ne sauraient se fonder elles-mêmes et définir les critères de leur propre vérité en dehors d'un discours purement instrumental qui ne saurait être que discours sur la politique et non de la politique. Même dans cette hypothèse, le pari ne saurait être tenu jusqu'à son terme : les maximes du *Prince* de Machiavel ne se justifient qu'à la lumière du dernier chapitre, cet appel à l'unité nationale italienne qui fonde en *valeur* tous les développements qui l'ont précédé. Ce fait explique les relations à la fois

nécessaires et conflictuelles que les idéologies politiques entretiennent avec la pensée religieuse et, dans les sociétés sécularisées, avec la pensée scientifique. Une idéologie ne saurait survivre durablement si elle échoue à mobiliser à son service les formes dominantes de la vérité. Plus encore que la pensée mythique, les idéologies sont condamnées à vivre d'emprunt.

Comme la pensée sauvage, et à l'inverse de la pensée scientifico-technique, les idéologies ne différencient pas les aspects évaluatifs et esthétiques des aspects instrumentaux de la démarche intellectuelle. La pensée sauvage « répond à des exigences intellectuelles, avant ou au lieu de satisfaire à des besoins. La vraie question n'est pas de savoir si le contact d'un bec de pic guérit les maux de dents, mais s'il est possible, d'un certain point de vue, de faire « aller ensemble » le bec de pic et la dent de l'homme (congruence dont la formule thérapeutique ne constitue qu'une application hypothétique parmi d'autres) et, par le moyen de ces groupements de choses et d'êtres, d'introduire un début d'ordre dans l'univers » (Lévi-Strauss, 1962, p. 16). C'est pourquoi pensée sauvage et pensée scientifique ne sauraient s'opposer comme deux stades ou deux phases de l'évolution du savoir ; la magie n'est pas « une forme timide et balbutiante de la science » (Lévi-Strauss, 1962, p. 21). Il s'agit bien plutôt [569] de « deux formes parallèles de la connaissance », ce qui explique qu'elles puissent coexister dans nos sociétés. Chacune paie le coût de son efficacité : « La pensée mythique n'est pas seulement la prisonnière d'évènements et d'expériences qu'elle dispose et redispose inlassablement pour leur découvrir un sens ; elle est aussi libératrice, par la protestation qu'elle élève contre le non-sens, avec lequel la science s'était d'abord résignée à transiger » (Lévi-Strauss, 1962, p. 33).

De même que le juge ne saurait invoquer l'obscurité de la loi, la pensée mythique ne peut se prévaloir de l'incohérence du monde pour refuser de lui donner un sens. La science se propose de réduire les contradictions ; elle écarte de son champ d'activité celles qu'elle n'est pas en mesure de traiter. L'idéologie, comme le mythe, a une tâche en définitive plus exigeante ; gérer les contradictions qu'elle ne peut résoudre. Le mythe d'Édipe exprimerait, selon Lévi-Strauss, « l'impossibilité où se trouve une société qui professe de croire à l'autochtonie de l'homme (...) de passer, de cette théorie, à la reconnaissance du fait que chacun de nous est réellement né de l'union

d'un homme et d'une femme. La difficulté est insurmontable. Mais le mythe d'Œdipe offre une sorte d'instrument logique qui permet de jeter un pont entre le problème initial – naît-on d'un seul, ou bien de deux ? – et le problème dérivé qu'on peut approximativement formuler : le même naît-il du même ou de l'autre ? » (Lévi-Strauss, 1958, p. 239). L'idéologie politique est confrontée au même type de problèmes : elles les résout avec les mêmes moyens (cf. *supra* l'analyse des paradoxes de la légitimité démocratique).

Se limiter, comme je le faisais il y a quinze ans, à observer que les énoncés idéologiques sont invérifiables – ou, selon la terminologie plus rigoureuse de Popper, infalsifiables – est se condamner à ne voir qu'un aspect du phénomène (Bon, 1969, p. 139). Cette propriété, négative au regard des canons de la science, est la contrepartie d'une propriété essentielle à l'organisation des pratiques sociales. L'idéologie se donne ainsi les moyens de donner un sens à tous les événements de la vie politique et de structurer les modalités d'action.

Il reste cependant, entre pensée sauvage et idéologie, une différence formelle. Le mythe s'exprime à travers un récit ; le discours politique se présente, le plus souvent, comme une argumentation. Cette divergence s'explique peut-être par la prégnance, dans les sociétés contemporaines, du modèle scientifique. Remarquons cependant que lorsqu'une idéologie se cristallise et se diffuse massivement elle tend à substituer la narration à la démonstration. Au début des années cinquante, au point culminant du stalinisme, les nouveaux adhérents du Parti communiste français recevaient un « colis de littérature » – saluons l'antiphrase – composé pour l'essentiel de deux récits exemplaires : *l'Histoire du PC(b) US* et l'« auto »biographie de Maurice Thorez, *Fils du peuple*. Les textes fondateurs du gaullisme sont, pour l'essentiel, des récits : *Les mémoires de guerre*, bien sûr, mais aussi, *La France et son armée* et *La discorde chez l'ennemi*. La crise actuelle de l'enseignement de l'histoire est liée à la divergence croissante entre l'évolution d'une discipline qui se construit sur le modèle scientifique et la fonction sociale qui l'a fait naître : fournir à la nation et au corps politique leurs mythes d'origine.

[570]

6. *Du langage comme action à l'action comme langage*

[Retour au sommaire](#)

La perspective saussurienne adoptée jusqu'ici a l'immense avantage de différer l'examen des relations entre les mots et les choses qu'ils désignent, entre le langage et le monde ou, selon la terminologie linguistique courante, entre les signes et leurs référents. Mais problème écarté n'est pas problème résolu ; et celui-ci est à la fois d'une importance primordiale et d'une redoutable complexité. Déjà délicat dans un cas relativement simple comme les noms propres (cf. Kripke, 1972) ou des énoncés élémentaires comme « le petit chat est mort », il peut exiger des dizaines de pages de commentaire pour des phrases en apparence limpides comme : « Le Roi de France est chauve », l'un des sujets de réflexion favoris de Bertrand Russell (Russell, 1969). C'est dire que les énoncés politiques, qui sont d'une tout autre complexité, soulèvent des questions encore plus délicates.

La philosophie grecque avait déjà observé qu'il existe des énoncés dont la vérité peut être établie sur des critères purement internes. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à la référence pour établir la vérité ou la fausseté des propositions comme : « Un célibataire est un homme non marié. » Il n'est même pas requis que la référence soit possible : « La licorne est un cheval avec une corne sur le front », est une phrase qui peut être vraie même s'il n'existe pas de licorne. Ces jugements, que la tradition logique dénomme analytique, ont constitué un vaste sujet de réflexion philosophique, d'Aristote à Kant et Bertrand Russell.

Austin a remarqué qu'il existe d'autres phrases qui ont le même type de propriété. Prononcées dans les conditions adéquates et par la personne qualifiée des propositions comme : « Je déclare la séance ouverte » ou : « Vous êtes unis par les liens du mariage », crée la réalité à laquelle elles se réfèrent. Elles deviennent vraies dès lors qu'elles ont été – bien – prononcées. Austin appelle ces énoncés *performatifs*. L'univers politique est peuplé de ce type de phrases, notamment dans le langage juridique et administratif.

La classe des performatifs est relativement bien circonscrite par des conditions juridiques ou des règles d'usage. En revanche, la notion peut être généralisée à toutes les constructions syntaxiques qui s'articulent sur des verbes comme promettre, exiger, menacer, demander : Austin propose d'appeler *illocutoires* ces usages de la langue qui créent les conditions de leur propre vérité (Austin, 1970). Searle démontre que même les énoncés dénotatifs relèvent de cette catégorie puisqu'ils peuvent être ramenés à une assertion : la référence est un acte de langage et doit être analysée comme telle (Searle, 1972). À l'évidence, le discours politique relève de l'illocutoire.

Comme l'ensemble des pratiques sociales s'accompagnent de productions linguistiques, la tentation est forte de voir dans le discours un lieu privilégié où se réfracte l'ensemble des rapports sociaux. Si le langage est action, il peut être considéré comme le miroir du monde. La philosophie analytique redonne consistance à un vieux rêve des sciences sociales et humaines : ramener la matérialité sociale à la matérialité discursive, réduire la science au commentaire.

Inversement, l'action sociale se réduit souvent à sa dimension symbolique. [571] Leach remarque que dans de nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie, le coup d'État est une action dont la portée militaire et pratique est réduite. « Dans la grande majorité des cas l'effusion de sang est limitée. L'insurrection s'accomplit en quelques heures et les dirigeants du gouvernement battu partent à l'étranger pour un exil confortable. La forme de tels coups est presque standardisée : elle consiste en un assaut militaire du Palais présidentiel » (Leach, 1976, pp. 31-32). De même, le vote peut difficilement être interprété comme une action instrumentale et doit plutôt être considéré, au sens plein du terme, comme un rituel (Bon, 1979).

La tentation est forte de considérer cette forme comme le modèle général de l'action politique. Lorsque le gouvernement français, en mars 1984, envoie quelques unités de l'armée pour dégager une autoroute occupée par les transporteurs routiers, il ne vise pas à rétablir en pratique la circulation. Mais il exprime ainsi sa fermeté, en montrant qu'il est prêt, le cas échéant, à utiliser l'armée dans un conflit social, acte rare dans la tradition politique française et ayant, de ce fait, un contenu informatif élevé.

Dans cette perspective, l'ensemble des sciences sociales tend à se résorber dans une anthropologie symbolique. L'œuvre de Kenneth Burke s'inscrit dans cette dynamique : « L'homme, en tant qu'homme, est un utilisateur de symboles. En ce sens tout aspect de sa « réalité » peut être vu à travers un brouillard de symboles. Il n'est pas jusqu'à la dure réalité des faits économiques de base qui soit insuffisante pour percer ce voile symbolique (...). La pensée humaine en tant qu'organe d'un animal utilisateur de symboles, est « antérieure » à toute structure de propriété *particulière* – et en ce sens les lois des symboles sont antérieures aux lois économiques » (cité par Roig, 1977, p. 152). Charles Roig s'est proposé d'appliquer ces théories à la science politique (Roig, 1977 et 1980). Les recherches de Murray Edelman peuvent être classées dans le même courant (Edelman, 1964, 1971, 1977).

L'analyse du langage politique est à la croisée des chemins. Les problèmes les plus délicats de la linguistique, de la philosophie du langage ou de l'anthropologie symbolique s'illustrent à l'envi dans le discours politique. Ces problèmes peuvent être abordés de deux façons différentes : *par en bas*, en imitant la prudence des linguistes, c'est-à-dire en circonscrivant des questions limitées dont les réponses exigent des moyens limités, au risque de ne jamais retrouver la perspective d'ensemble ; *par en haut*, en posant d'emblée le problème dans toutes ses dimensions, au risque de ne jamais le maîtriser.

Le choix entre ces deux approches ne saurait être fondé exclusivement sur des arguments rationnels. Il s'agit d'une option entre des stratégies de recherche dont la fécondité ne peut être jugée qu'*a posteriori*. Il est probable que les politistes emprunteront les deux voies. Bonne chance ! Le premier arrivé attend l'autre.

[572]

BIBLIOGRAPHIE[Retour au sommaire](#)

- Aron (Raymond), 1968, *L'opium des intellectuels*, Paris, Gallimard.
- Austin (J.-L.), 1970, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil.
- Avis (Walter S.), 1967, *A dictionary of Canadianisms on historical principles*, Toronto, W. J. Gage.
- Blanché (Robert), 1966, *Structures intellectuelles*, Paris, Vrin.
- Bloomfield (Léonard), 1970, *Le langage*, Paris, Payot.
- Bois (Paul), 1971, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion.
- Bon (Frédéric), 1969, Structure de l'idéologie communiste, in *Le communisme en France*, Paris, A. Colin.
- Bon (Frédéric), Burnier (Michel-Antoine), 1971, *Les Nouveaux intellectuels*, Paris, Seuil.
- Bon (Frédéric), Burnier (Michel-Antoine), 1974, Qu'elle ose paraître ce qu'elle est, in Eduard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil.
- Bon (Frédéric), 1979, Qu'est-ce qu'un vote, *H-Histoire*.
- Bon (Frédéric), 1984, L'essence de la trahison, *Silex*, n° 26.
- Bourricaud (François), 1980, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF.
- Braudel (Fernand), 1969, *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion.
- Burgelin (Olivier), 1968, La naissance du « pouvoir étudiant », *Communications*, n° 81.
- Burnier (Michel-Antoine), Rambaud (Patrick), 1978, *Le Roland Barthes sans peine*, Paris, Balland.
- Chomsky (Noam), 1969 a, *Structures syntaxiques*, Paris, Seuil.
- Chomsky (Noam), 1969 b, *La linguistique cartésienne*, Paris, Seuil.
- Clastres (Pierre), 1974, *La société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Minuit.
- Cotteret (Jean-Marie), Moreau (René), 1969, *Recherches sur le vocabulaire du général de Gaulle. Analyse statistique des allocutions radiodiffusées, 1958-1965*.

- Dubois (Jacques) *et al.*, 1970, *Rhétorique générale*, Paris, Larousse.
- Dumézil (Georges), 1968, *Mythe et épopée. I : L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*, Paris, Gallimard.
- Dumézil (Georges), 1969, *Idées romaines*, Paris, Gallimard.
- Durand (Jacques), 1970, Rhétorique et image publicitaire, *Communications*, n° 15.
- Edelman (Murray), 1964, *The symbolic uses of politics*, Chicago, University of Illinois Press.
- Edelman (Murray), 1971, *Politics as symbolic action*, Chicago, Markham.
- Edelman (Murray), 1977, *Political language : words that succeed and politics that fail*, New York, Academic Press.
- Febvre (Lucien), 1968, *Le problème de l'incroyance au XVI^e siècle*, Paris, Albin Michel.
- Fontanier (Pierre), 1968, *Les figures du discours*, Paris, Flammarion.
- Gaulle (Charles de), 1970, *Discours et messages. Pour l'effort, 1962-1965*, Paris, Plon.
- Giscard d'Estaing (Valéry), 1978, Discours de Verdun-sur-le-Doubs, *Le Matin*, numéro hors série.
- Hjelmslev (Louis), 1968, *Prolégomènes à une théorie du langage*, Paris, Éditions de Minuit.
- Jouet (Françoise), 1984, *Le bon usage du mot crise*, Grenoble, Institut d'Études politiques.
- Kripke (Saul), 1982, *La logique des noms propres*, Paris, Minuit.
- Kuhn (Thomas S.), 1972, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion.
- Lacouture (Jean), 1968, *Citations du président de Gaulle*, Paris, Seuil.
- Lafon (Pierre), 1981, *Automatisation des dépouillements de textes et études statistiques sur le vocabulaire*, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris III.
- Landowski (Éric), 1970, *L'image du Parlement dans quelques manuels d'histoire de l'enseignement primaire*, Paris, CNRS.
- Landowski (Éric), 1971, Rhétorique de la prouesse sportive, *Cahiers de Lexicologie*, n° 19 (II).
- Lavau (Georges), 1978, L'historiographie communiste : une pratique politique, in Pierre Birnbaum *et al.*, *Critique des pratiques politiques*, Paris, Galilée.

- Leach (Edmund), 1976, *Culture and Communication*, Londres, Cambridge University Press.
- Lévi-Strauss (Claude), 1958, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.
- Lévi-Strauss (Claude), 1962, *La pensée sauvage*, Paris, Plon.
- Lévi-Strauss (Claude), 1973, *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon.
- Linton (Ralph), 1968, *De l'homme*, Paris, Minuit.
- Martinet (André), 1966, *Éléments de linguistique générale*, Paris, Armand Colin.
- Marx (Karl), 1963, *Œuvres choisies*, 1, Paris, Gallimard.
- Mounin (Georges), 1972, *Clefs pour la sémantique*, Paris, Seghers.
- Rochet (Waldeck), 1961, *Rapport du Comité central du XVI^e Congrès du Parti communiste français*, Cahiers du Communisme.
- Roig (Charles), 1977, *Symboles et société*, Berne, Lang.
- Roig (Charles), 1980, *La grammaire politique de Lénine*, Lausanne, L'Âge d'Or.
- Russell (Bertrand), 1969, *Signification et vérité*, Paris, Flammarion.
- Sartre (Jean-Paul), 1961, Merleau-Ponty vivant, *Les Temps modernes*, n^{os} 184-185.
- Saussure (Ferdinand de), 1967, *Cours de Linguistique générale*, Paris, Payot.
- Searle (John R.), 1972, *Les actes de langage*, Paris, Hermann.
- Tey (Joséphine), 1971, *The daughter of time*, Londres, Heinemann Educational Books.
- Thorez (Maurice), 1961, *Une tragique réalité : la paupérisation des travailleurs français*, Paris, Éditions Sociales.
- Tournier (Maurice), *Le mot peuple en 1848 : désignant social ou instrument politique ?*, in *Romantisme*, n^o 9, 1975, pp. 6-20.
- Vovelle (Michel), 1982, *Idéologie et mentalités*, Paris, Maspero.
- Yates (France), 1975, *L'art de la mémoire*, Paris, Gallimard.

[574]

Section 2

Médias et politique

par Francis Balle

[Retour au sommaire](#)

Les études sur les médias sont nées de la montée des propagandes, après 1933 et pendant la seconde guerre mondiale. Et leur histoire a été marquée, depuis cette date, par une alternance de replis et de renouveaux. Elle a suivi, en un sens, toutes les variations de l'opinion quant aux « pouvoirs » des médias sur les comportements ou les opinions de tous et de chacun : vraie ou fausse, cette opinion ne pouvait pas manquer d'infléchir l'attention de tous, hommes de pensée et hommes de la rue, acteurs politiques et chercheurs en sciences sociales.

Après avoir constitué longtemps une discipline américaine (Katz, 1977, p. 8), la recherche sur les « communications » et, plus précisément, l'étude des relations entre les médias — la presse, la radio et la télévision — et la politique, entendue au sens large — à la fois légitimation de l'autorité et agrégation des intérêts particuliers — s'est consacrée presque exclusivement, à la suite de Lazarsfeld et Lasswell, à la question des effets. La préoccupation principale des chercheurs consistait à répondre à la question de savoir quelle influence les grands médias avaient sur les opinions individuelles, notamment dans le cadre des campagnes électorales.

Simultanément, les hommes publics rêvaient de faire de l'utilisation des médias non plus un art mais une science. Avec le secours de la psychologie sociale, de ses spécialistes, de son langage, ce que Aristote avait conçu comme un art devenait miraculeusement ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler une technique. Et la « recherche de tous les moyens possibles de persuasion », pour reprendre la définition que le philosophe donnait de la rhétorique, constituait désormais l'objet d'une discipline, en même temps que s'étendait chaque jour un peu plus le champ de ses applications.

Amer ou heureux, le constat pourtant s'impose : la question de l'influence des médias sur la politique ne peut être tranchée aussi sommairement que le voudrait, trop souvent, notre ardeur à être rassuré. Et aucune théorie ne permet de penser, même lorsqu'elle intègre les médias au nombre de ses paramètres, les relations réciproques entre la société et les pouvoirs qui la traversent (Ellul, 1962, p. 17), ni celles entre les gouvernants et les gouvernés (Cotteret, 1973, p. 22).

Au tournant des années soixante, plusieurs ouvrages, au premier rang desquels [575] figurent ceux de Ellul (1962) et de McLuhan (1962, 1964), mettent en cause la pertinence et la validité du paradigme lasswellien, à l'origine d'études ponctuelles nombreuses et dispersées. En s'alliant objectivement avec ce que Edgar Morin appellera le front « linguistico-séméiologico-structural », cette mise en cause ne peut pas ne pas s'intégrer comme une critique de l'orientation empirique des travaux américains consacrés aux médias. Et la critique méthodologique, en dépit ou à cause de ses faiblesses et de ses contradictions, glisse au jugement de valeur sur la société, désormais sous l'empire d'une tyrannie douce, heureuse ou maléfique selon les cas, celle des grands médias et de leurs régents.

Le retour des essais spéculatifs, contemporain de l'avènement de nouveaux médias qui démultiplient et parfois contournent ou supplantent leurs prédécesseurs, contribue à orienter autrement l'étude des relations réciproques entre les médias et la politique. Ceux-là sont de moins en moins perçus comme les instruments toujours disponibles entre les mains de celle-ci, à mesure que leur action paraît plus incertaine ou imprévisible, et que les hommes politiques, de leur côté, découvrent à nouveau les vertus des réseaux informels de communication (Cazeneuve, 1972 et 1974).

La contestation des anciens médias (Schaeffer, 1970 et 1972) et les promesses encore équivoques des nouveaux médias (Balle et Eymery, 1984) se conjuguent aujourd'hui pour considérer la question des médias et de leurs relations avec la politique sous l'angle de la liberté d'expression, de la liberté de parole ou de création. Insatiable devant les miracles de la technique, la soif de parler et de connaître change les perspectives : les médias sont considérés plus souvent comme des moyens de communication dont les modalités sont nombreuses et diverses, et moins en tant que simples instruments de persuasion.

Nouvel objet pour la description sociologique, les formes de la communication par les médias et l'étude simultanée de leurs relations réciproques font surgir de nouvelles questions pour l'analyse logique : à quelles conditions les sociétés démocratiques occidentales, héritières de l'inspiration libérale du XVIII^e siècle, peuvent-elles réduire cet écart toujours trop grand entre les nouvelles exigences de la « liberté de parole et de création », pour reprendre la formule de Michel de Gerteau, et les réalités de son exercice ? Aux instruments de la technique juridique, susceptibles de déterminer les conditions nécessaires de cette liberté, s'ajoutent bien entendu d'autres moyens, qui ressortissent au domaine des mœurs et des idées reçues. Ce sont ceux-ci qui font l'objet, depuis 1980-1981, à propos des pays sur-développés et des plus démunis, à la fois d'une description sociologique de la « communication politique » et de son analyse logique, si l'on consent à la définir, à la suite de Jean-Marie Cotteret (1973, p. 12), comme un « échange d'informations entre les gouvernants et les gouvernés, par des canaux de transmission structurés ou informels ».

1. Les médias et les opinions politiques

[Retour au sommaire](#)

Bien avant quelques autres, c'est le thème de la presse dite d'élite et de son influence sur les acteurs politiques responsables ou simples électeurs – citoyens –, qui constitua pendant longtemps le centre d'intérêt privilégié du politologue. C'est [576] à Harold D. Lasswell que l'on doit la première délimitation du champ des études sur les médias et la communication. Selon lui, on peut décrire « convenablement une action de communication en répondant aux questions suivantes » : « Qui dit quoi, par quel canal, à qui, et avec quel effet ? » Proposée dès 1948 dans l'ouvrage dirigé par Lyman Bryson, *The Communication of Ideas*, la question-programme de Lasswell est l'héritière, en droite ligne, du paradigme qu'il suggéra pour la science politique en 1936. Paradigme qui, selon lui, définissait l'interrogation majeure de la discipline : « Who get what, when, how » ; qui obtient quoi, quand et comment ? Appliquée à l'étude des médias, la formule de 1948, simple comme l'était celle de 1936, présente également l'avantage irrésistible de découper le domaine étudié en champs de

recherche bien distincts. Elle ordonne une suite d'interrogations qui entendent circonscrire le champ des études sur les médias.

Au premier « qui » de la question correspond l'étude sociologique des milieux et des organismes émetteurs : journalistes, vedettes de la radio ou de télévision et entreprises de presse ou de radio-télévision. Les « messages » eux-mêmes, produits par ces usines d'un genre nouveau, sont justiciables d'une analyse de contenu et correspondent au « quoi » de la question de Lasswell. L'étude des « canaux » constitue un troisième chapitre : elle concentre l'attention sur l'ensemble des techniques qui, à un moment donné et pour une société déterminée, diffusent à la fois l'information et la culture. Mais le secteur à la fois le plus développé et le plus célèbre concerne le second « qui » de la formule : il vise les audiences, les publics ou, si l'on préfère, la clientèle des divers organismes de diffusion, entreprises de presse ou station de radiotélévision. Enfin, la question-programme du politicologue invite les chercheurs à l'identification et à l'évaluation des « effets » de la communication.

Moins qu'un modèle permettant l'intelligibilité parfaite de ce qu'il nomme une « action de communication », mais plus, à coup sûr, qu'un simple schéma récapitulant les différents éléments de celle-ci, la formule de Lasswell rappelle immanquablement la théorie de l'information, formalisée dans le langage mathématique pour rendre compte des phénomènes de la transmission télégraphique ou téléphonique.

Le modèle de la communication issu de la théorie de l'information a été formulé une première fois en 1947 dans le *Bell System Technical Journal* : il concernait plus particulièrement les processus de communication électronique. Mais Claude E. Shannon et Warren Weaver devaient donner de ce modèle une formulation définitive en 1949, dans leur ouvrage *The Mathematical Theory of Communication*. Il comprend cinq éléments : une source de l'information, qui est riche d'un nombre plus ou moins élevé de messages à communiquer ; un transmetteur ou un émetteur, capable de transformer le message en un signal, afin de le rendre transmissible ; un canal ou média, qui assure le transport du signal ; un récepteur qui décode le signal afin de retrouver le message initial ; enfin, une « destination », qu'il s'agisse d'une personne ou d'un support physique, à laquelle le message est censé s'adresser effectivement.

Aux perturbations physiques dues à la transmission, au codage et au décodage du message, le linguiste a ajouté deux notions supplémentaires : le bruit sémantique, perturbation qui s'introduit naturellement entre la source et le transmetteur, et le [577] récepteur sémantique, où de nouvelles déperditions ou perturbations sont dues à la plus ou moins grande capacité du récepteur.

Ainsi, le modèle de la théorie de l'information constitue pour les chercheurs une invitation à concentrer successivement l'attention sur trois éléments inhérents à toute communication. D'abord, sur toute intervention extérieure au contenu de ce que l'on veut dire mais qui est susceptible d'en modifier le sens (bruit sémantique). Ensuite, sur le nombre de répétitions nécessaires pour qu'un message soit correctement transmis (redondance sémantique). Enfin, sur la capacité du canal de transmission, évaluée à la fois qualitativement et quantitativement.

L'étude de Lazarsfeld, menée en 1940 à l'occasion de l'élection présidentielle américaine, demeure aujourd'hui encore le prototype des études consacrées à l'influence des médias sur les électeurs. Cette recherche fut beaucoup plus élaborée que celle dont l'Amérique des années 1930 était familière. Lazarsfeld entendait mettre en lumière non plus seulement l'évolution de l'électorat tout au long d'une campagne, mais les raisons et les circonstances des changements d'opinion d'un entretien à l'autre. Chaque fois qu'une personne modifiait ses intentions de vote, elle était invitée par les enquêteurs à en donner les raisons. C'était la première fois qu'une observation d'opinion fournissait autant d'informations sur « les caractéristiques personnelles de chaque électeur, sa philosophie sociale, son passé politique, ses traits de personnalité, ses relations avec ses parents et ses amis, son affiliation à des associations, son appartenance religieuse et ses opinions sur les affaires courantes ».

La conclusion la plus célèbre de Lazarsfeld concerne la détermination sociale de la décision électorale. Comme l'avait déjà souligné plusieurs années auparavant André Siegfried, le vote est une expérience de groupe. Ou, pour reprendre les termes des sociologues américains, « il y a de très fortes chances pour que les gens qui travaillent ou vivent ensemble ou encore partagent les mêmes loisirs votent pour les mêmes candidats ». Les auteurs de *The People's choice* ont, en effet, noté que la combinaison d'un niveau socio-économique

élevé, de l'appartenance à la religion protestante et d'une résidence rurale prédisposait fortement au vote républicain, cependant que la combinaison inverse inclinait nettement à un vote démocrate.

Pour l'observateur des médias, leur conclusion la plus importante est néanmoins ailleurs : ils ont en effet montré que les groupes étaient de plus en plus homogènes, dans leurs intentions de vote, à mesure que se déroulait la campagne et que jour J était proche. Cela signifie que dans une famille, entendue au sens large ou étroit, la proportion des indécis comme celle des dissidents diminue progressivement jusqu'au dernier jour. « Et quand les membres de familles aux intentions de vote divergentes changèrent d'opinion, ils le firent dans le sens du parti qui avait la faveur du reste de la famille. » Ou encore, « qu'elle qu'en ait été la raison, que ce fût par sincère conviction ou loyalisme de famille, ce fut cette dernière qui imprima le sens (...) du vote, et il en résulte que l'homogénéité politique (...) de la famille (...) ne fit que s'accroître, au fur et à mesure que progressait la campagne ».

Les sociologues furent eux-mêmes étonnés par les résultats de leur enquête : ils avaient sous-estimé l'importance des groupes d'appartenance. Les personnes qui se décidèrent seulement à la veille du scrutin, comme les indécis qui changèrent d'opinion pendant la campagne, ont en effet indiqué, beaucoup plus souvent que [578] les autres, qu'ils avaient agi sous l'influence d'une personne donnée. Cette pression exercée par certains apparaît dans l'homogénéité croissante de groupes qui rassemblent les membres d'une même famille ou d'une communauté d'amis. Elle est corroborée également par la constatation que les indécis qui affirmèrent avoir participé à une discussion politique furent beaucoup plus nombreux, pendant la campagne, que ceux déclarant avoir écouté un discours électoral ou lu l'éditorial d'un journal.

Parallèlement à ce résultat, la constatation selon laquelle les « guides d'opinion » sont plus « exposés » que les autres aux médias a permis de préciser la manière dont s'articulent l'action des médias et celle des « contacts personnels » : l'importance de celle-ci est complémentaire et non pas exclusive de celle des médias en général. À la suite des travaux de Lazarsfeld, Elihu Katz établit que l'influence des médias s'exerce selon un modèle dit du « flux à deux temps » : c'est la célèbre découverte du *two step flow of communication*. Suivant cette interprétation, les messages des médias atteignent d'abord de façon

effective certaines personnes plus impliquées et plus influentes que les autres ; ensuite, ces experts de la sociabilité, ces guides d'opinion, transmettent l'information reçue dans le cadre de relations en face à face et à l'intérieur de groupes plus ou moins restreints : ils sont un relais obligé entre les grands organes de diffusion et l'ensemble de leurs audiences.

Les conclusions de Lazarsfeld et de Berelson ont été accueillies avec un certain soulagement par des universitaires soucieux de préserver l'influence des cadres traditionnels de leur société et d'immuniser l'opinion contre le mythe de la toute-puissance des médias. Acquis dans le contexte électoral, ces résultats furent très vite étendus aux influences exercées par les médias dans des domaines autres que celui de la politique. Du même coup, l'image était sauvée d'un citoyen solidement armé contre les caprices des grands organes d'information. Mais cette réaction eut également pour effet, pendant longtemps, de dissuader les chercheurs d'entreprendre de nouvelles études concernant l'influence des médias. À quoi bon montrer que celle-ci est limitée, sinon négligeable, puisque la proposition a déjà été soumise à l'épreuve de la validation empirique ? Des observations ponctuelles limitent cependant la portée de ces résultats.

Tenus pour des classiques, les travaux de Lazarsfeld, dans le droit fil de la psychologie sociale et du paradigme de Lasswell, inaugurent une espèce d'âge d'Or pour la réflexion sur les médias et l'opinion, réflexion d'inspiration principalement américaine. Avec son ouvrage de 1960, *The Effects of Mass Communications*, Joseph T. Klapper présente un bilan des résultats de cette recherche : sur le renforcement ou le changement des opinions, sur les catégories de publics, sur les attitudes sociales et les convictions morales, sur les enfants. Psychosociologue, il s'occupe principalement des effets, accordant ainsi la priorité à l'ultime interrogation où conduit naturellement le schéma de Lasswell. Dans cette voie, il tire le meilleur parti possible du modèle dit de la « piqure hypodermique ». C'est en ce sens que culmine avec son livre le modèle psychosociologique de la communication, en même temps que s'achève une étape essentielle de la réflexion sur les médias. Étape dont la conception dominante fut qualifiée de « phénoménistique » par Klapper lui-même, parce qu'elle [579] invitait les chercheurs à porter leur attention sur les conditions de perception et de réception des messages transmis par les médias.

Si fécond et heuristique soit-il, un paradigme a pourtant ses limites. Comme le souligne James Halloran : « Il est utile de se rappeler que la méthode, pour essentielle qu'elle soit, n'est en somme qu'une façon parmi d'autres de voir et d'interpréter le monde qui nous entoure » (*Les moyens d'information dans la société. Nécessité de développer la recherche*, Études et documents UNESCO, 1977).

Ce qui fait l'attrait de ces études ponctuelles, c'est malheureusement beaucoup plus une grande rigueur dans le détail que le souci réel d'expliquer l'influence des nouvelles techniques sur l'ensemble des comportements sociaux. Dès 1959, le pionnier le plus célèbre de cette sociologie, P. Lazarsfeld, avouait lui-même sa déception. « Malgré le développement quantitatif des enquêtes sociologiques sur la presse dans le monde, les progrès restent, en ce domaine, peu apparents, et les problèmes sont abordés d'une manière trop superficielle. »

Plus récemment, le sociologue britannique James Halloran disait de cette recherche « administrative » qu'elle se caractérisait essentiellement par « un choix de variables assez limité, par des classifications et des analyses qui demeurent assez rudimentaires et, dans l'ensemble, par le fait qu'elle ne repose sur aucune théorie sociologique ou psychologique ».

À l'évidence, il s'agit beaucoup plus d'une sociographie descriptive que d'une véritable sociologie. On est ici tenté de rappeler l'une des remarques de Raymond Boudon à propos de la sociologie contemporaine : « Beaucoup d'enquêtes sociologiques ou psychologiques actuelles valent davantage pour l'information qu'elles apportent sur une situation sociale définie ici et maintenant, que pour leur contribution à la connaissance des lois générales qui régissent les sociétés. »

En bref, toutes ces observations quantifiées sur les publics n'aboutissent qu'à des conclusions tout à fait décevantes. En outre, le rapprochement des résultats obtenus dans plusieurs pays, si tentant pour l'observateur, ne peut être effectué qu'avec une extrême prudence. Les conditions diverses de la réalisation des enquêtes, depuis la constitution des échantillons jusqu'à la manière de collecter les résultats, en passant par la date d'administration des questionnaires, rendent malaisées, voire impossibles, les comparaisons des résultats obtenus.

Plusieurs raisons expliquent l'unanimité de la communauté des chercheurs, européens et américains, autour de l'interrogation de Lasswell et du modèle de la piqûre hypodermique comme représentation de l'action des médias sur la politique : les unes résultant des orientations suivies à l'époque par les recherches en sciences sociales ; les autres ressortissent à l'univers plus indécis de l'opinion.

Les raisons non scientifiques, d'abord. La première tient à son affinité avec un préjugé : celui de la toute-puissance des techniques de diffusion. Au lendemain de l'expansion de la radio-diffusion et lorsque les premiers récepteurs de télévision firent leur apparition, on créditait les nouvelles techniques de communication d'un pouvoir extraordinaire. On croyait volontiers qu'il était désormais possible de faire croire n'importe quoi à n'importe qui, à condition de savoir utiliser les nouveaux instruments. Or, l'interrogation de Lasswell corrobore implicitement le préjugé : elle suggère que l'émetteur constitue le seul élément agissant et que le récepteur, [580] c'est-à-dire le public, demeure totalement passif. La réponse était donc présente, subrepticement, dans la question posée, ou plutôt dans la manière d'interroger la réalité.

Mais surtout, la question-programme répondait à une demande sociale : l'inquiétude des observateurs, des politiques et des éducateurs. À des titres divers, les uns et les autres étaient soucieux d'évaluer, sinon de mesurer, l'influence des nouvelles « usines à messages ». Ces études s'accordaient à considérer les techniques de diffusion comme une drogue, anesthésiante ou stimulante au gré du praticien, et cherchaient donc surtout à en mesurer les effets.

D'autres raisons, scientifiques, expliquent la suprématie du paradigme lasswel-lien des effets. La première tient aux avantages inhérents à la formule elle-même : avec la force de l'évidence, elle semble n'omettre aucun des maillons principaux de tout fait de communication, quel qu'il soit. En outre, elle représente cette supériorité incontestable de découper le domaine étudié en objets d'analyse nettement spécifiés.

Les autres raisons scientifiques sont peut-être plus décisives : elles résultent des courants dominants de la psychologie et de la sociologie de l'immédiat après-guerre. Courants qui, au demeurant, se prêtent un mutuel appui. En psychologie, c'est le behaviourisme qui domine. À

l'encontre de l'introspection, héritée du XIX^e siècle, le nouveau courant se propose de mettre l'accent sur « ce qui peut être observé ». Il veut ignorer les états de conscience subjectifs, exclusif objet de la psychologie classique. À la manière des sciences expérimentales, le behaviourisme observe donc les sujets du dehors, considérant leurs comportements comme des réactions aux sollicitations diverses de l'environnement. Il prétend traiter les faits psychologiques « comme des choses », ainsi que Durkheim souhaite que l'on fît avec les faits sociaux. La psychologie se contente alors d'enregistrer les phénomènes observables, et ceux-là seuls sur lesquels il est plus aisé aux psychologues de s'accorder.

À son apogée dans les années trente et quarante, sous la férule notamment de l'Américain John Watson, la vogue du behaviourisme marqua doublement les études sur l'opinion publique et les médias. Par l'apport, en premier lieu, de sa méthodologie d'observation. Avec pour obsession de ne prendre en compte que l'observable, Watson applique aux faits psychiques le mécanisme des sciences biologiques : un stimulus entraîne une réponse. Pour lui, le schéma de toute psychologie est le réflexe. Le comportement est un montage de réflexes qui se greffent les uns sur les autres. Dans cette perspective, l'apprentissage et l'adaptation désignent l'un et l'autre la manière dont fonctionne l'ensemble des réflexes acquis et innés. Cette psychologie mécaniste, par souci de rigueur, a ainsi de nombreux points communs avec la réflexologie d'un Pavlov : elle fait du réflexe conditionné le point de départ du comportement acquis.

La psychologie behaviouriste devait ensuite privilégier, selon une pente naturelle, les études de contenu. Dès lors en effet qu'est admise implicitement cette théorie mécaniste de l'apprentissage, il devient essentiel de connaître l'environnement du sujet. À force de ne vouloir observer que l'observable, on se représente en effet l'individu isolé comme soumis à un champ magnétique d'idées, de mots clés, de slogans ou de symboles. Situé dans ce champ, l'individu est conditionné, passivement, sans que lui soit offerte la moindre possibilité de résistance. Au surplus, tout [581] cet environnement offre une prise aisée à une observation quantifiable et quantifiée. L'analyse de contenu apparaîtra ainsi comme un instrument privilégié de la sociologie de l'opinion publique et des techniques de diffusion. On parle de propagande plutôt que d'influence. Prisonnier de la théorie

behaviouriste du comportement, on ne suppose pas que l'individu puisse opposer des résistances nombreuses à son environnement.

Les courants dominants de la sociologie furent également un allié sûr pour le schéma de Lasswell. À mesure que s'imposaient les statistiques et la technologie des enquêtes par sondage, la sociologie s'engageait, sous le couvert de la science, dans la voie de l'observation empirique, de l'analyse et du quantitatif. Jamais la recommandation de Durkheim – « il faut considérer les faits sociaux comme des choses » – n'avait été à ce point suivie.

Bien plus : le schéma de Lasswell, ainsi que les premiers résultats auxquels il devait conduire, s'accommodaient parfaitement avec les représentations pourtant opposées que la sociologie se donnait de la société. Jusqu'au seuil des années soixante, et parfois au-delà, deux images de la société n'ont pas cessé de fasciner concurremment l'imagination des sociologues : d'un côté, celle d'une société de masse, parfaitement « atomisée » ; de l'autre l'image d'une société hétérogène composée de micro-groupes au sein desquels se déroule le jeu de la vie sociale.

2. La politique et les médias

[Retour au sommaire](#)

Alors que les raisons de convaincre ou de « manipuler » l'opinion se multiplient, grâce à l'explosion des médias, notamment à la place prépondérante de la télévision après 1960, l'évaluation de l'« influence » des communications persuasives passe un moment par l'établissement de coefficients de corrélation : il s'agit de mesurer la coïncidence entre la fréquentation de certains médias et l'adhésion aux idées ou aux préférences dont ils sont les vecteurs favoris.

H. A. Simon et F. Stern ont procédé pour la première fois en 1952 à l'établissement de semblables coefficients de corrélation. Les sociologues avaient alors conclu, contre leur propre attente, qu'il n'existait pas de différences significatives entre les électeurs possédant un récepteur de télévision et les autres (The effect of télévision upon voting behaviour in Iowa in the presidential élection, in *American Political Science Review*, juin 1955).

René Rémond aboutit à la même conclusion, à l'occasion du référendum d'octobre 1962. Il avait choisi le cadre départemental pour établir le coefficient de corrélation entre le nombre des électeurs ayant voté oui – position que la télévision était censée défendre avec ardeur et partialité – et la densité des récepteurs. Le résultat obtenu – 0,016 – infirmait l'idée, très répandue à l'époque, selon laquelle la télévision se rendait coupable de manipuler l'électorat. À l'occasion de cette consultation, Guy Michelat établit également des corrélations de même type, en ayant recours cette fois à la technique du sondage d'opinion (Télévision, moyens d'information et comportement électoral, *Revue française de Science politique*, octobre 1964).

[582]

La question était la suivante : « Pouvez-vous me dire comment vous avez voté lors du dernier référendum, le 29 octobre 1962 ? »

Ces résultats autorisent plusieurs conclusions. La première concerne le non dont les pourcentages sont identiques, que les électeurs soient ou non détenteurs d'un récepteur de télévision. Il apparaît ensuite que le pourcentage de oui est sensiblement plus élevé chez ceux qui regardent la télévision : cela peut être dû, il est vrai, à d'autres facteurs ayant entraîné l'achat d'un récepteur ; il faut par conséquent se garder de tirer de ces résultats une conclusion trop hâtive. Enfin, le pourcentage des abstentions est plus élevé chez ceux qui n'ont pas de récepteur de télévision : pour des raisons analogues, rien ne permet de voir dans la variation de l'abstentionnisme l'effet exclusif de la détention ou de la non-détention d'un récepteur.

Jean Stoetzel, de son côté, a observé la variation des intentions de vote des Français à mesure que se déroulait la campagne présidentielle entre octobre et décembre 1965 (Les sondages et l'élection présidentielle de 1965, *Revue française de Sociologie*, avril-juin 1966) : le sociologue compara les intentions de vote des téléspectateurs et celles du reste de l'électorat. Les résultats obtenus suggèrent une conclusion qui aurait surpris l'opinion publique de l'époque : pendant la campagne, l'intention de voter pour le général de Gaulle a diminué encore plus chez les détenteurs d'un récepteur que chez les autres. Symétriquement, l'intention de voter pour M. Lecanuet a augmenté plus parmi les téléspectateurs que parmi les autres. En outre,

l'indécision a diminué dans des proportions sensiblement plus élevées chez les téléspectateurs.

Certes, ces résultats n'accréditent nullement la thèse selon laquelle l'influence de la télévision est nulle : ils n'autorisent pas davantage à affirmer qu'elle est négligeable. Mais ils obligent à admettre que cette influence, pour le moins limitée, n'est pas exclusive d'autres influences, éventuellement plus efficaces.

Paradoxalement, cette technique des corrélations n'a été utilisée que très tardivement pour l'étude de l'influence de la presse écrite. À cet égard, les observateurs ont souvent noté que la presse majoritaire conservatrice n'avait pas empêché la victoire des travaillistes anglais en 1964 et en 1966. Aux États-Unis, l'obédience républicaine de la plupart des journaux n'a pas été un obstacle à la victoire des candidats démocrates aux présidentielles : Truman, Kennedy, Johnson et Carter. De même, l'hostilité de la presse française n'a pas interdit au Front populaire d'être victorieux aux élections de 1936.

Bien plus, les enquêtes classiques sur les lecteurs de journaux montrent que la coïncidence n'est jamais parfaite entre leur clientèle effective et celle qu'ils entendent viser en priorité. Ainsi, Butler et Stokes ont tenté d'évaluer l'influence de la presse anglaise sur les préférences partisans. En effet, les grands quotidiens britanniques ne font pas mystère de leurs préférences politiques : cette habitude a permis aux sociologues de mettre en évidence l'exposition sélective de fait des lecteurs britanniques en fonction de leurs préférences partisans en 1963 (Butler et Stokes, 1969).

Ainsi apparaît à l'évidence la non-coïncidence entre l'affiliation partisane des lecteurs britanniques et les tendances affichées de leurs journaux habituels : un cinquième environ des électeurs travaillistes lisent un journal conservateur, et un dixième des *tories* achètent régulièrement un quotidien proche du Labour Party.

[583]

Le constat, du même coup, s'impose : l'influence des grands organes d'information est plus limitée qu'on le croit ou qu'on le dit. Une autre façon d'évaluer les limites de cette influence consiste à montrer, *a contrario*, les déterminations d'autres instances, pareillement susceptibles d'agir sur les convictions ou les comportements de chacun. En ajoutant le paramètre de la tradition politique de la famille auquel appartiennent les personnes interrogées, D. Butler et D. Stokes montrent de quel poids pèsent les traditions politiques familiales sur les choix des électeurs. Ces résultats permettent d'apprécier l'influence de la tradition familiale à la fois sur les préférences politiques des personnes interrogées et sur le choix de leurs quotidiens. Cette influence est corroborée par la manière dont se répartissent les électeurs des familles à faibles traditions politiques : en ce cas, la connivence entre les préférences des lecteurs et leurs quotidiens diminue très sensiblement. Cette dernière constatation tendrait à montrer que la presse écrite vient seulement combler le vide éventuellement laissé par la pression familiale, ce qui limite beaucoup la portée de son influence.

Reste la distinction entre l'immédiat et le court ou le moyen terme : les médias n'agiraient-ils pas sur les comportements ou les opinions politiques à la faveur exclusive du temps et de la répétition ? À coup sûr, les journaux partisans ne défendent pas leurs convictions avec une ardeur égale ; il n'est donc pas sans intérêt d'évaluer les variations de l'influence de la presse. Les fluctuations de la presse conservatrice, à la veille des élections anglaises de 1964, créaient les conditions de cette expérimentation impossible. Alors que les journaux travaillistes demeuraient constants dans leur opposition au gouvernement, les journaux conservateurs adoptaient une attitude passablement versatile, pratiquant l'alternance des louanges et des critiques.

Jusqu'en 1963, la presse conservatrice critiqua sans ménagement la politique du gouvernement Mac Millan, cependant qu'éclataient divers scandales dont ceux de Profumo et de Vassal furent les plus célèbres. Mais l'année suivante, à la veille des élections, la presse conservatrice apporta à nouveau son soutien au gouvernement. Butler et Stokes purent ainsi comparer les variations du soutien de la presse avec les probabilités de changement d'opinion parmi les lecteurs de journaux. Chez les travaillistes, dont on considère que les journaux ont gardé une

hostilité égale à l'égard de leurs rivaux, les probabilités de changement parmi les lecteurs sont sensiblement les mêmes en 1963 et en 1964. En revanche, les lecteurs de la presse conservatrice évoluent dans un sens comparable à celui que les sociologues ont cru déceler dans les colonnes de leurs journaux : leur parti gagne du terrain à mesure que la presse lui apporte son soutien.

Journaux et électeurs évoluent donc parallèlement. Certes, on peut penser qu'ils subissent les mêmes influences. Sans exclure cette éventualité, les résultats obtenus par les sociologues anglais suggèrent que la presse agit non pas immédiatement, mais à court terme. En montrant que les commentaires critiques de la presse conservatrice ont précédé quelque peu le discrédit relatif du parti au pouvoir, Butler et Stokes ont apporté un argument supplémentaire en faveur de la thèse selon laquelle les médias n'agissent jamais qu'avec la complicité du temps en la faveur d'un inlassable matraquage.

[584]

L'identification des « chemins de la persuasion », pour reprendre la formule de Jean-Noël Kapferer, ou de ce que l'on peut appeler la « persuadabilité » – la capacité à se laisser convaincre ou persuader – continue à suivre deux directions principales, qui empruntent l'une et l'autre les concepts de la psychologie expérimentale et de la psychologie sociale, en même temps que leurs problématiques : la première est tournée vers les caractéristiques psychologiques des récepteurs, la seconde étudie l'efficacité différentielle des messages selon les modalités de leur présentation. Le premier type de recherche s'est surtout attaché à identifier quelles pouvaient être les prédispositions psychologiques à la persuadabilité. Ce que suggère l'intuition n'est corroboré par aucune observation empirique : comme le souligne fort justement Gérard Namer : « On ne trouve aucune corrélation avec les facultés intellectuelles : un haut niveau culturel permet une persuasion plus facile du fait d'une bonne capacité d'apprentissage mais aussi un esprit critique développé ; un haut niveau d'inférences facilite la persuasion par de bons arguments mais est un obstacle à la persuasion affective et irrationnelle » (Cazeneuve, 1976, p. 326).

Hovland, Campbell et Brock se sont efforcés, dans la même voie, d'établir une corrélation entre certains traits de la personnalité et de la

« persuadabilité » : ainsi, les inadaptés, les personnalités peu agressives ou dépressives étaient supposés plus faciles à convaincre que les personnes anxieuses et portées à l'agressivité. Rien, en fait, ne vient étayer cette hypothèse : seule est indiscutable la corrélation entre l'auto-considération et la résistance opposée à l'action persuasive des messages.

En 1957, Hovland et son équipe ont mesuré l'influence du *communiement* (engagement) sur le changement d'opinion. Le bon sens nous apprend en effet que lorsqu'un individu a exprimé une opinion publiquement, il se sent engagé par sa parole et exprime une certaine réticence à admettre qu'il s'est trompé. Tout se passe alors comme si cet engagement public renforçait son opinion proclamée, voire son intime conviction. On est donc fondé à croire qu'il est d'autant plus difficile de faire changer quelqu'un d'opinion qu'il a exprimé celle-ci avec force auprès des autres (Hovland et *al.*, 1957). Les sociologues créent artificiellement les conditions de cet engagement public. À propos d'une question controversée, ils présentent à des individus une série d'arguments et leur proposent d'exprimer leur opinion. Ensuite, ils leur demandent de rédiger quelques lignes où ils devront exposer franchement leur position personnelle à ce sujet. À une partie seulement des personnes observées, on affirme que leur texte signé paraîtra ultérieurement dans un recueil, auquel une large diffusion sera assurée dans le cadre de l'établissement dont ils sont les élèves. Cette perspective simule par conséquent les circonstances de l'engagement public. Et enfin, on soumet à tous les individus une nouvelle série d'arguments allant dans un sens contraire à ceux de la première série. La suggestion du bon sens est vérifiée par l'expérimentation. Les individus, qui se sont crus engagés par la publication de leur opinion, ont été beaucoup moins influencés que les autres par le second plaidoyer, dont la thèse s'opposait à celle du premier.

Une autre série de recherches s'est longtemps attachée à identifier les traits caractéristiques du message persuasif. Très longtemps on s'est borné, à la suite de Hovland, à reconnaître une efficacité plus grande aux messages dont les aspects émotifs prévalent sur les aspects proprement rationnels. La proposition a d'ailleurs [585] connu une fortune d'autant plus grande qu'elle participait de l'idée de la toute-puissance des médias, idée que l'histoire immédiate illustre tragiquement de ses multiples souffrances. En fait, cette thèse de la

supériorité des aspects émotifs dans la communication persuasive se vérifie aisément lorsque le message constitue une invitation en vue d'une action immédiate et qu'elle émane d'une collectivité importante par le nombre. Elle apparaît en revanche tout à fait incertaine, dès lors que ces deux conditions ne sont pas réunies : en d'autres termes, si le message demande un effort prolongé, ou bien quand l'initiateur de la communication persuasive est constitué par un groupe moins nombreux.

L'identification des traits du message persuasif se prête admirablement bien à l'observation *in vitro*, à l'expérimentation de laboratoire. Le principe de telles expérimentations a été fixé dès 1925 par le psychologue américain F. H. Lund (*The psychology of belief*). L'expérimentation se déroule en trois étapes. On mesure d'abord l'opinion des individus au moyen d'un questionnaire, on les expose ensuite au message que l'on souhaite leur inculquer selon un procédé donné, puis on procède à une nouvelle mesure de leurs opinions. La différence entre la première et la seconde mesure est censée représenter l'effet de la communication ou l'efficacité du procédé utilisé.

Hovland a ainsi mesuré la force persuasive de la peur. Exemple d'argument : « Si vous n'achetez pas le dentifrice X, vous perdrez vos dents par la carie. » Contre toute attente, l'étude expérimentale montre que la force de l'argumentation décroît considérablement avec la crainte ainsi suscitée : la communication est donc à l'origine d'un effet boomerang. Conclusion imposée par l'observation expérimentale qui rejoint la conclusion de Lazarsfeld et de Merton. Conclusion ainsi formulée par Gérard Namer (*in* Cazeneuve, 1976, p. 325) : « Le message persuasif est celui qui canalise vers un comportement politique et économique des passions préexistantes plus qu'il ne crée ces passions. »

Carl Hovland s'est également attaché à répondre par l'expérimentation à la question suivante : « Pour mieux entraîner l'adhésion à une proposition, faut-il présenter seulement les éléments qui la justifient ou convient-il d'y joindre également les arguments tendant à l'infirmes ? »

L'expérience fut menée au cours des premières semaines de 1945. À l'époque, les militaires américains étaient convaincus que la guerre allait encore durer un certain temps. Il fallait accréditer cette opinion

auprès des soldats qui étaient impatients de finir la guerre. On divisa les soldats en groupes. Les deux premiers furent soumis chacun à un type particulier de messages ; le troisième servait de témoin pour contrôler les effets éventuels sur le changement d'opinion d'autres communications reçues entre les deux mesures : le groupe témoin ne fut soumis par conséquent à aucun programme particulier.

La conclusion de ses expériences fut double. Il apparut tout d'abord que l'effet de chaque type de communication dépendait de l'opinion préalable des sujets expérimentaux. Parmi ceux qui étaient favorables à une cessation plus rapide des combats et qu'il convenait par conséquent de convaincre, les changements d'opinion furent plus nombreux lorsqu'ils furent soumis à une argumentation équilibrée (48 % contre 30 % chez ceux qui n'avaient entendu que des arguments favorables [586] à l'idée d'une guerre longue). En revanche, si les individus étaient déjà acquis à l'idée d'une guerre longue, mieux valait ne les soumettre qu'à une présentation unilatérale de la situation. 23 % dans cette dernière catégorie changent cependant d'avis ; après avoir entendu l'argumentation équilibrée, 52 % de ceux qui étaient pourtant convaincus de l'éventualité d'une guerre longue sont revenus sur leur opinion.

En outre, les observateurs ont noté que l'effet de chacun des deux types de programme dépendait également du niveau d'instruction des auditeurs. Les individus les plus instruits se laissent plus volontiers convaincre lorsqu'on leur présente également les arguments défavorables à la position qu'on veut leur faire adopter. Par ailleurs, le message bilatéral empêche la persuasion ultérieure d'un message adverse.

La question posée par Janis et Feierabend en 1957 est différente, mais la procédure de vérification est la même. Il s'agissait de savoir si, pour convaincre une personne, il est plus efficace de lui présenter en premier lieu les arguments favorables à la proposition qu'on veut lui faire adopter, ou bien, au contraire, s'il vaut mieux attaquer de front et présenter d'abord les arguments qui s'opposent à celle-ci.

Une population de 182 étudiants fut répartie en trois groupes : deux servaient à l'expérimentation et le troisième constituait le groupe témoin. Tous les individus des groupes expérimentaux ont reçu une brochure les exhortant à se porter volontaires pour la défense civile. Ce

plaidoyer présentait deux versions différentes l'une de l'autre par l'ordre de présentation des arguments favorables et défavorables. Pour mesurer l'efficacité respective des deux types de messages, on soumettait ensuite les individus à un questionnaire permettant d'évaluer l'attitude de chacun à l'égard du volontariat pour la défense civile. La conclusion s'imposa aisément : les pourcentages d'individus convertis furent beaucoup plus élevés parmi ceux qui reçurent d'abord les arguments favorables à la proposition. La preuve semblait donc administrée qu'il vaut mieux, pour convaincre quelqu'un, lui présenter en premier les arguments auxquels on escompte l'adhésion.

Les sociologues ont interprété ce résultat en termes d'approche et d'évitement. La présentation d'arguments favorables renforcerait une attitude d'approche à telle enseigne que les arguments contraires ne parviendront pas à renverser la position. À l'inverse, lorsque les arguments défavorables sont présentés en premier, ils entraînent une attitude d'évitement qui immunise pour ainsi dire l'individu contre les arguments ultérieurement avancés.

3. Après Ellul et McLuhan, le retour de la politique

[Retour au sommaire](#)

Les études empiriques sur les relations médias-politique sont toujours plus nombreuses, depuis 1945, des deux côtés de l'Atlantique, à mesure que la demande ou l'inquiétude des acteurs politiques augmente. Dans chacun des domaines circonscrits par Lasswell, les travaux se poursuivent. Mais ils ne s'ordonnent plus, après 1960, autour de l'unique question des effets et du modèle de la piqûre hypodermique qui lui correspond. En même temps que Lévi-Strauss et Roland Barthes ouvrent de [587] nouveaux horizons à la réflexion sur les médias et la politique, les essais de Jacques Ellul et de McLuhan amorcent ce que l'on peut appeler un retour de la politique dans ce domaine particulier de la recherche. Retour qui emprunte aujourd'hui deux voies : d'un côté, on met en cause les « pouvoirs » des médias sur la Cité, ceux que leur prêtent, à tort ou à raison, les experts et les profanes. D'un autre côté, on s'interroge sur les vocations, sur les « missions » qui doivent

être assignées aux différents médias, grands ou petits, locaux ou planétaires, nouveaux ou anciens, afin d'ouvrir de nouveaux espaces à la démocratie et de préserver les formes de la démocratie représentative.

Un premier pont semble devoir être jeté vers l'anthropologie structurale de *La Pensée sauvage* (Lévi-Strauss, 1960). Première étape dans la démarche de son fondateur, l'essai entend démontrer que les sociétés archaïques, si diverses que soient les prescriptions et les distinctions par lesquelles elles pensent le monde, obéissent toutes, en réalité, à un même et universel mode de pensée. Selon l'anthropologue, cette pensée, à la fois abstraite et concrète, obéit à une certaine logique dont procèdent les systèmes sociaux d'échanges ou de communications : celui des biens et des services, qui définit l'économie ; celui des femmes-biens, qui constituent la parenté ; celui encore des mots, qui composent le langage. C'est l'application des méthodes de la linguistique structurale aux versions multiples des mythes dans l'enclos d'une même civilisation qui permet ainsi de mettre à nu ce que Lévi-Strauss appelle les « enceintes mentales » d'une culture. Soustraits à la fois « à l'accélération de l'histoire » et à l'appropriation individuelle, ces mythes sont un lieu privilégié d'observation pour l'ethnologue.

Ce coup d'éclat de l'anthropologie structurale ne pouvait manquer de suggérer un rapprochement : en irriguant notre univers culturel de mythes inlassablement renouvelés, pourquoi les médias – les mass média, comme on disait à l'époque – ne seraient-ils pas le lieu d'où l'on pourrait le mieux discerner les « enceintes mentales » de notre culture ? Rapprochement qui renvoie lui-même à cette « culture de masse », objet de *L'esprit du temps*, livre publié en 1962 par Edgar Morin. Leo Bogart, dans *The age of television* (1956), avait déjà souligné l'uniformisation croissante des sociétés industrielles : l'expansion de la télévision, l'avènement des sociétés industrielles et celui d'une culture également « moyenne » lui paraissaient conjuguer leurs efforts pour vouer les cultures « particulières » à la disparition.

Par ses travaux, Roland Barthes ouvre également un nouvel horizon : tandis que Lévi-Strauss interroge quelques-uns des mythes archaïques d'une aire amérindienne en les décomposant en petites unités élémentaires, Barthes interpelle les mythes inconstants et inconscients des temps modernes. Bien avant la parution de ses *Mythologies*, il était acquis à l'idée de Saussure selon laquelle la

linguistique ne serait peut-être qu'une « première avancée » d'une science générale des signes, la sémiologie. Selon Edgar Morin, énumérant en 1958 les « nouveaux courants dans l'étude des communications de masse » (Balle et Padioleau, 1973, p. 97), « la sémiologie barthésienne vise non seulement à explorer les systèmes non linguistiques mais aussi à s'aventurer dans le discours, c'est-à-dire s'avancer au-delà du Rubicon de la phrase qu'il y a quelques années encore, nul linguiste n'osait franchir ». Et d'ajouter : « Aujourd'hui s'avancent sur les terres du discours aussi bien les [588] premiers contingents linguistiques que les mytho-structuralistes lévi-straussiens et les commandos sémiologiques. Or le discours, c'est en même temps le message, c'est-à-dire l'objet des analyses de contenu, du *what lasswellien*. »

Prenant acte du double apport de l'anthropologie structurale et de la sémiologie encore naissante, Edgar Morin se fait l'avocat, dans le même article, de ce qu'il nomme l'analyse linguistico-sémiologico-structurale : « Comme l'analyse de contenu, l'analyse linguistico-sémiologico-structurale, note encore le sociologue, est immanente, c'est-à-dire ne cherche rien hors du message lui-même, mais à la différence de l'analyse de contenu, elle pose que le message a sa propre organisation qu'il faut mettre à jour. »

Sans nul doute, ces différents apports sont la continuation, par d'autres moyens et dans une perspective élargie, des analyses classiques de contenu. Et ils en ont permis l'épanouissement. Mais Elihu Katz notait à propos de « la nouvelle sémiologie », presque dix ans plus tard : « Ce nouvel axe de recherche aboutissait à un type nouveau d'analyse en profondeur des contenus. Mais la méthode est encore loin d'être au point ; il reste encore à démontrer sa fiabilité (et que des analystes différents peuvent arriver aux mêmes conclusions) » (Rapport pour la BBC, 1977).

Bien plus que ces passerelles avec les disciplines nouvelles de l'époque, quelques essais spéculatifs du début des années soixante marqueront un tournant décisif pour la recherche sur les médias. Il n'est sans doute pas excessif de dire qu'après Jacques Ellul et Marshall McLuhan, jamais plus, dans ce domaine de la réflexion sur nos sociétés, les choses ne seront comme avant. Chacun à sa façon, le juriste-philosophe français et le professeur de lettres canadien rompent aussi bien avec le paradigme lasswellien, à l'origine d'études ponctuelles

nombreuses et dispersées, qu'avec le front « linguistico-séméiologico-structural ».

Le livre *Propagandes* de Jacques Ellul (1962) peut être interprété comme une critique de l'orientation empirique des travaux américains consacrés aux médias. Ce qu'il met en doute, c'est la pertinence du modèle de la piqûre hypodermique comme représentation de l'action des médias. Selon lui, cette représentation est l'image inversée de la réalité. Le propagandiste n'est pas cet apprenti sorcier, toujours prêt à guetter des innocents pour les propager. En réalité, le « propagande » existe avant le propagandiste, car l'homme moderne a une soif inextinguible de propagande. Il en est le complice, voire la cause et non la victime.

Dans cette interprétation, c'est donc la société moderne qui offre les conditions psychologiques, sociologiques et « objectives » qui rendent impossible la manipulation des masses par la propagande. La dissolution des groupes « organiques », tels que la famille ou le milieu de travail, expose les individus désarmés à l'action des médias alors que la sur-information nourrit leur goût pour les idéologies et accroît leur vulnérabilité à cet endroit.

À coup sûr, l'interprétation de Jacques Ellul frappe d'invalidité à la fois la façon dont les sociologues et les psychosociologues se sont représenté l'action des médias et les nombreux résultats nés de leurs observations empiriques. Dans le même temps, elle invite à prêter attention aux diverses conditions sociales, politiques ou culturelles qui favorisent l'apparition des propagandes.

Pour comprendre les médias est publié en 1964, deux ans après *La Galaxie Gutenberg*, [589] dont le succès a été plus relatif, moins fracassant. Alors que la recherche sur les médias éclate en secteurs multiples, le sociologue canadien rappelle que le même message peut avoir des effets très différents selon le média qui en assure la transmission.

« Le message, c'est le médium » : ce qui importe, ce n'est pas le contenu du message, mais la façon dont celui-ci est transmis et, plus encore, le média grâce auquel il est transmis. Ou bien, dans un sens plus large, cela signifie que le mode de transmission d'une culture influe sur cette culture et la transforme. En d'autres termes encore, cela implique que les moyens de diffusion et de communication, loin d'être des

moyens parfaitement neutres, déterminent les modes de penser, d'agir et de sentir de la société.

Au milieu des années soixante, l'aphorisme a valeur de nouveau paradigme : il opère un renversement dans la représentation qui prévalait à l'époque quant aux relations entre l'homme et les médias. Car non seulement ceux-ci servent les desseins de celui-là, mais ils agissent également sur lui en transformant sa sensibilité, sa manière de vivre, son système de valeurs. Prolongements technologiques de l'homme, les médias, depuis la presse à imprimer jusqu'à l'ordinateur, conspirent pour changer simultanément l'homme et la société.

Par leur outrance même, les intuitions de McLuhan brisent le cercle vicieux où Lasswell risquait d'enfermer les études sur les médias. D'abord, elles frappent d'invalidité le modèle de la piqûre ou, si l'on préfère, la façon dont on s'est représenté l'action des médias depuis les premières observations de Tchakhotine sur la propagande : les effets, selon McLuhan, ne sont pas là où l'on croit ordinairement les déceler. L'important, ce n'est pas la diffusion des messages, la divulgation des idées et des nouvelles, mais bien davantage, sinon exclusivement, le message exercé par les médias sur les modes d'appréhension et de perception à la fois du monde sensible et de la réalité humaine. Dans cette voie, le discrédit atteint les analyses de contenu tout autant que les études menées jusque-là sur les effets.

Ensuite et surtout, McLuhan invite le chercheur à mettre en évidence le lien qui existe entre la nature des médias et la société globale. Faisant un véritable dogme de la corrélation entre la technologie et la culture, il oriente notamment les études dans une double voie. D'une part, il appelle l'attention sur l'« environnement » créé dans une société par la forme qu'y revêt la communication. D'autre part, il jette une lumière différente sur les conditions du renouvellement de l'univers artistique. Selon lui, cet univers est en effet déterminé par les innovations dans le domaine des médias : ce sont elles notamment qui bouleversent les académismes. Ce qui se trouve ainsi expliqué, en dernier ressort, c'est le changement social, sous le double aspect de ses agents et de ses modalités.

Pour le politologue, le constat s'impose : jamais, depuis Balzac, les organes « d'information » n'avaient été à ce point mis en accusation au sein des démocraties occidentales. Après 1980, la contestation étend à

tous les grands médias les griefs que Balzac réservait à la presse. Et elle semble n'écarter aucun des chefs d'accusation retenus par l'écrivain. De la presse, l'écrivain disait : « Si elle n'existait pas, il ne faudrait pas l'inventer. » Et il ajoutait, dans la *Revue parisienne* d'août 1840 : « La presse est en France un quatrième pouvoir dans l'État ; elle attaque tout et personne [590] ne l'attaque. Elle blâme à tort et à travers. Elle prétend que les hommes politiques et littéraires lui appartiennent et ne veut pas qu'il y ait réciprocité ; ses hommes à elle doivent être sacrés. Ils font et disent des sottises effroyables, c'est leur droit ! Il est bien temps de discuter ces hommes inconnus et médiocres qui tiennent autant de place dans leur temps et qui font mouvoir une presse égale, en production, à la presse des livres. »

Implicite ou explicite, la contestation des médias, tout au long des années soixante-dix, semble avoir fait sienne cette charge de Balzac contre la presse. À l'instar de quelques autres institutions, les « mass média » ont été mis en cause par les étudiants de la fin des années soixante, mais ils n'étaient pas, à vrai dire, la cible favorite ou privilégiée de la contestation universitaire. Mieux vaut, semble-t-il, faire remonter la grande critique des médias, principalement de la télévision, au violent réquisitoire de Spiro Agnew, vice-président des États-Unis, au lendemain d'un discours télévisé présidentiel sur le Vietnam, le 3 novembre 1969.

Après avoir annoncé le retrait total des forces américaines du Vietnam, mais sans préciser les échéances de ce désengagement, le président Nixon lança un appel à l'unité nationale demandant notamment à la majorité silencieuse de lui apporter son soutien. Dès la fin de l'intervention du Président, les commentateurs ont exprimé leurs réserves devant l'audience exceptionnellement large qui était à l'écoute. C'est cette manière de faire que Spiro Agnew dénonça comme antidémocratique : le vice-président reprocha aux journalistes de dire leur hostilité à un discours présidentiel avant même que le peuple n'ait eu le temps de se faire lui-même une opinion. Et il saisit cette occasion pour critiquer l'ensemble de l'information télévisée : la surreprésentation des minorités bruyantes, le silence autour des travaux du Congrès américain, le monopole du commentaire par les milieux new-yorkais, le mépris pour la majorité silencieuse.

Certes, il ne faut pas surestimer l'importance des retombées de ce réquisitoire sur les responsables américains de l'information télévisée.

L'essentiel réside dans le fait que les chefs d'accusation retenus par Agnew contre la seule télévision nourriront le débat public autour des médias, après 1970. Au reste, les griefs se sont internationalisés pendant cette période, tandis que s'estompait la démarcation entre le régime des télévisions américaines et celui de leurs homologues du continent européen : la psychose du nombre, le conformisme, la spectacularisation de la politique... Griefs qui, parfois, sont contradictoires : les uns reprochent aux médias de mettre l'accent sur ce qui ne va pas, les ruptures, les conflits, les minorités ; les autres, à l'inverse, voient en eux l'allié « objectivement » le plus sûr de tous les *establishments*.

Après s'être durcie et internationalisée, la contestation des grands médias adopte une perspective résolument politique pour culminer, au printemps 1979, avec la convergence à Paris des analyses de Régis Debray avec celles de ce que l'on appelait alors la « nouvelle » droite. Le sociologue-philosophe prend les intellectuels français pour premier objet d'étude, dans le sillage de Pierre Bourdieu, empruntant à ce dernier ses principaux outils conceptuels. Selon lui, l'observation du « *pouvoir intellectuel* » en France constitue le passage obligé de l'analyse de « la nouvelle technologie politique culturelle induite par les mass média modernes », introduisant par conséquent au « *Traité de médiologie* » dont il annonce la préparation (Debray, 1979).

[591]

Régis Debray distingue ainsi trois cycles dans l'histoire moderne de l'intelligentsia française : le cycle universitaire (1880-1930), le cycle éditorial (1920-1960) et le cycle média (1968 ?). Parlant de ceux qui monopolisent les grands médias, après 1968, il entend seulement établir un constat : « Ils s'entr'égorgent, s'entre-louent, s'entr'élisent, sélectionnent, consacrent, enterrent tout ce qui publie, invente, joue, opine, dépend d'eux (...). Courtisans-courtisés, hommes et promoteurs, touche-à-tout intouchables, ils dictent leurs lois à la République des lettres, des arts et des idées : la Terreur douce (...) Cette micro-société de pensée a désormais les moyens technologiques et politiques de faire penser la société entière. »

Le diagnostic de Debray rejoint celui de la nouvelle droite de l'époque, dont l'ambition est d'enlever à la gauche marxiste, paramarxiste ou social-démocrate, le monopole du discours politique.

Dans *La politique du vivant* (1979), les auteurs du Club de l'Horloge affirment : « L'univers métapolitique est désormais accaparé par une minorité intellectuelle antilibérale. Quelque deux cents intellectuels font à eux seuls les modes idéologiques ; véritables couturiers de l'esprit, ils fabriquent les prêts-à-penser de toute une société. »

À cette contestation politico-scientifique des médias s'ajoute aujourd'hui une contradiction : le schéma linéaire de Lasswell permet en effet de distinguer deux types différents d'effets, chacun faisant l'objet d'une investigation particulière. D'un côté, les effets les plus directs, les plus immédiats et les plus visibles, ceux que l'on peut baptiser « primaires », en empruntant au vocabulaire de la psychologie : aisément mesurables, ces effets sont interprétés selon le schéma behaviouriste stimulus-réaction ou, si l'on préfère, selon la relation univoque cause-effet. D'un autre côté, les effets à plus long terme sont moins apparents, plus subreptices et sans doute plus profonds : à ce titre, ils peuvent être qualifiés de « secondaires ». À leur endroit, le chercheur et surtout l'essayiste sont attentifs à la façon dont les médias influent progressivement sur les modes de penser et les modes d'agir d'une société ; leur ambition est d'établir un diagnostic « global » sur le nouvel horizon culturel.

Ainsi, les résultats sont opposés selon qu'on considère l'impact des médias à court terme ou sur le plus long terme. À la suite des travaux de Lazarsfeld et de Katz, les chercheurs se plaisent à souligner que les effets « primaires » sont variables, limités, sinon négligeables : ils enseignent les complexités du fonctionnement des réseaux d'influences, exonérant du même coup les maîtres des médias de toute responsabilité vis-à-vis de la société. À l'opposé, les essayistes sont légion, de Riesman à Debray, en passant par Ellul, Marcuse ou McLuhan, qui considèrent ou démontrent que les médias transforment profondément le style des relations entre les hommes, la substance même de la vie politique. Moins conformes aux canons établis de la rigueur scientifique, leurs diagnostics rejoignent le préjugé, celui que partagent l'opinion du grand nombre et les idéologues inspireurs des politiques.

[592]

4. De la dénonciation de la propagande à celle de la désinformation

[Retour au sommaire](#)

Depuis Tchakhotine, en vérité, la dénonciation de la propagande existe, au moins dans ceux des pays où elle est autorisée, par les lois ou par les mœurs. Depuis la parution de son livre *Le viol des foules par la propagande politique* (1939, 1^{re} éd.), les démocraties libérales n'ont guère abandonné leur hantise pour une forme d'utilisation des médias dont les nazis ont eu le génie, démoniaque et tragique. C'est aujourd'hui le crédit attribué aux études sur les techniques de persuasion qui confère toute sa fortune aux disciples de l'école de Francfort, ceux qui dénoncent aujourd'hui l'industrialisation de la culture et la « barbarie stylisée », à la suite de Théodore W. Adorno. À quelles conditions un émetteur, un organe d'information ou un « communicateur » est-il crédible et, partant, capable de persuader ? Dans quel ordre et de quelle façon convient-il de présenter les arguments pour emporter l'adhésion ? Comment déterminer la communication persuasive en fonction des attributs de chacun des destinataires ? La seule formulation de ces questions accrédite immanquablement l'idée que la communication persuasive est une technique fondée sur une science, et pas seulement sur un art.

Mais le fait décisif, c'est moins, assurément, la transformation en science ou en technique de l'art de la rhétorique, que la généralisation spectaculaire de l'emploi des techniques de la persuasion. Pendant longtemps, l'activité commerciale fut la seule à bénéficier des résultats de ces études sur la persuasion : après le temps de la réclame advenait l'âge de la publicité. Aujourd'hui aucun secteur de l'action sociale ni aucune organisation particulière ne peuvent se soustraire longtemps à l'emploi des techniques de persuasion. Mais le fait nouveau réside moins, à cet égard, dans la recherche obsessionnelle des recettes pour persuader que dans la généralisation de l'emploi de celles-ci.

Dans les sociétés occidentales, c'est assurément le marketing électoral qui, le plus souvent, retient l'attention des observateurs

politiques. Dans une époque où les élections se disputent à quelques centaines de milliers de voix, il n'est certes pas indifférent d'évaluer les implications du marketing électoral en même temps que son efficacité auprès des électeurs « flottants ». Il serait même essentiel de savoir dans quelle mesure l'application des techniques de la publicité à des fins politiques modifie tout à la fois le débat démocratique, la culture politique et le fonctionnement des mécanismes présidant à la désignation des gouvernants. L'art des hommes politiques ne consiste-t-il pas, à la veille d'une consultation importante, à parler pour ne rien dire, à seule fin de ne pas froisser ces derniers indécis qui sont aussi les plus indifférents aux affaires politiques ? L'utilisation des médias à des fins électorales ne modifie-t-elle pas l'image de la politique, la hiérarchie et le contenu de ses valeurs ? Enfin, la désignation des gouvernants ne revêt-elle pas une signification différente dès lors que le marché des électeurs a fait préalablement l'objet d'études quantitatives et qualitatives systématiques ? Sans doute. Mais les études sont dans ce domaine moins rigoureuses qu'on le croit. Et bien souvent, les commentateurs [593] en disent plus qu'ils n'en savent, cédant au goût de la polémique plus volontiers qu'à l'observation humble et nécessaires des faits.

En vérité, il s'agit là d'un domaine limité, celui de la conquête des électeurs dans le cadre d'une compétition organisée. Et le marketing électoral n'est que la continuation, par d'autres moyens, d'une pratique qui remonte à l'apparition des procédures démocratiques de désignation des gouvernants : pendant longtemps, les hommes politiques ont fait du marketing électoral, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Ce qui a changé, c'est qu'ils ont tous recours, aujourd'hui, aux recettes de la publicité, parfois en le disant, souvent sans le dire. Et lorsqu'ils le disent, ils sous-estiment l'efficacité d'un tel recours pour eux-mêmes et la surestiment à l'endroit de leurs adversaires ou de leurs rivaux.

La propagande, au sens fort du terme, désigne en réalité autre chose : elle est l'autre nom du totalitarisme. Ce qu'elle exprime alors, comme l'ordre totalitaire, c'est cette ardeur farouche à faire de l'unanimité des esprits l'instrument de l'unité ou de l'uniformité sociale. Les médias, en pareil cas, remplissent une triple fonction. Ils propagent l'esprit du temps, le *Zeitgeist*, ordonnant ainsi les relations sociales autour des mêmes lieux communs, créant l'apparence d'une opinion unanime.

Dans le même temps, ils illustrent des modèles culturels, des façons particulières d'employer le temps, l'espace et les choses : les modes d'emploi concernent la sphère privée au même titre que la sphère de la production ou de la vie publique. Enfin, les médias légitiment inlassablement l'État, ceux qui l'incarnent et leurs accomplissements quotidiens. Les communiqués, les comptes rendus d'inauguration, les réunions de décorations : les médias trouvent partout le prétexte pour défendre et illustrer l'ordre établi.

Dans la polémique sur l'information, un autre mot a fait son apparition, au cours des dernières années : celui de désinformation. Ce qu'il désigne, pour ceux qui l'emploient, c'est la conspiration du silence autour de certains faits, ou bien la déformation que les organes d'information leur font subir, délibérément et de façon plus ou moins dissimulée. Il fait partie, par conséquent, de la critique dont les organes d'information font l'objet, dans les pays développés et dans ceux qui ne le sont pas. Depuis la fin des années soixante-dix, les grands moyens de l'information, et notamment la télévision, ont été condamnés par les uns ou les autres, experts ou profanes, simples citoyens ou hommes publics, pour ce qu'ils disent et pour ce qu'ils ne disent pas, pour la manière dont ils le disent ou pour leurs diverses insinuations.

Au-delà de ce que font ou de ce que disent les grands organes d'information, c'est la liberté de l'information qui est en cause, dans ses fondements et dans ses éléments constitutifs. La désinformation désigne alors, par un mot maladroit, ce processus à la faveur duquel la liberté de l'information, c'est-à-dire la liberté d'émettre des messages et la liberté d'en recevoir, par la voie de l'imprimé ou par celle des ondes, passe insensiblement au second plan, de plus en plus loin derrière ce que l'État détermine, en son nom, comme étant l'intérêt du public. De l'idée juste selon laquelle les organes d'information exercent une influence sur la vie publique, de l'idée juste selon laquelle ils constituent l'un des signes les plus sûrs de vitalité pour une démocratie, on tire cette conclusion, au nom même de la liberté [594] de l'information, que l'intervention de l'État sur les organes d'expression, petits ou grands, ou sur les journalistes, indépendants ou salariés, vaut mieux, au total, que la concurrence entre des organes d'information totalement soustraits à son influence.

C'est cette dérive de l'information que l'on dénonce souvent sous le nom de désinformation. Lorsque, au nom d'une représentation erronée

de l'information, réputée quatrième pouvoir ou contre-pouvoir, lorsque ce pouvoir n'est pas décrété tout-puissant, l'État se réserve le monopole des ondes. Lorsque, au nom de la responsabilité sociale de la radio-télévision, l'État assigne à celle-ci un certain nombre de missions, découpées selon l'idée qu'il se fait de l'intérêt public. Quand, au nom du droit du public à l'information, l'État prétend aider les grands organes d'information, faisant ainsi de chacun d'eux un assisté potentiel. Ou qu'au nom du pluralisme, il aide les journaux avec un tel égalitarisme que seuls les plus riches bénéficient de sa sollicitude. Ou bien qu'enfin, au nom du droit d'accès de tous aux médias, au nom de l'utopie de l'information par tous, conception des années cinquante de l'information pour tous, mise au goût du jour, l'État rêve de nationaliser l'ensemble des moyens de communication ou de transmission, à seule fin de garantir à tous le libre exercice de la parole ou de la libre expression.

5. Les nouveaux médias et la communication éclatée

[Retour au sommaire](#)

Au tournant des années quatre-vingt, des techniques et des technologies nouvelles sont apparues, qui ne peuvent manquer de changer les voies et les règles de l'information collective et de la communication politique, en même temps qu'elles invitent à identifier les formes diverses de la communication et à redéfinir les conditions d'exercice de la liberté de parole ou de création au sein des démocraties occidentales.

Ces nouveaux moyens de communication permettent à leurs usagers d'accéder sur commande à des services ou à des programmes plus nombreux et souvent inédits : des équipements domestiques, tels que les magnétoscopes et les cassettes vidéo ; des moyens originaux d'accès individuel à des images ou à des informations de toutes sortes, comme le télétexte diffusé, le vidéotex interactif et la télévision codée ; enfin, des réseaux nouveaux de communication, locaux ou planétaires, grâce aux câbles et à leurs combinaisons éventuelles avec les satellites.

Consacrés médias, ces nouveaux instruments inspirent en alternance les espérances et les craintes les plus extravagantes. Les uns prophétisent le triomphe de l'ubiquité, le jour où n'importe qui pourra enfin accéder à n'importe qui ou à n'importe quoi, n'importe quand, de n'importe où et n'importe comment : l'avènement de la société de communication ou du « village global » de McLuhan. Les autres, à l'inverse, voient dans la multiplication simultanée des anciens et des nouveaux médias la fin de la vie privée et de la liberté individuelle : le goulag électronique, à l'image du *1984* de George Orwell, l'absolue transparence de la société ou la possibilité techniquement illimitée pour quelques-uns de surveiller [595] et d'assujettir la multitude. Roses ou noirs, ces futurs imaginaires font partie, qu'on le veuille ou non, de notre réalité d'aujourd'hui. Et ils influent sur l'avenir des médias, en assignant une vocation aux nouveaux venus, ou en confirmant nos idées reçues à propos des anciens.

La multiplication des réseaux et des services advient alors que prend fin le monopole ou le quasi-monopole des journaux sur l'information des citoyens : elle affectera le monde de notre culture, le style des relations entre les hommes, la substance même de la vie sociale. Des œuvres qui autrefois étaient vouées à la communication par rassemblement ont eu soudain accès à la diffusion par les grands réseaux hertziens. La radiodiffusion a ainsi libéré des servitudes du rassemblement, la conférence, la musique et le théâtre. Aujourd'hui, les vidéogrammes sont des objets que l'on vend et non plus des œuvres que l'on offre à voir dans les salles de cinéma, ou que l'on diffuse sur les écrans de télévision.

Plus récente, l'abolition des frontières entre les médias est assurément plus spectaculaire. Pendant longtemps, les grands médias ont constitué chacun un univers particulier, à la fois technique, social et culturel. La presse écrite et le cinéma, la radio et la télévision, les télécommunications et l'informatique se sont développés, chacun, en spécialisant leurs activités respectives, selon la logique de la division du travail. Aujourd'hui, les liaisons se multiplient, imprévisibles ou à peine imaginables il y a quelques années seulement, avant 1980. Non seulement les instruments sont multifonctionnels et les canaux de transmission, dans une certaine mesure, polyvalents, mais certaines activités de création ignorent désormais les frontières entre les médias. Ainsi, la redistribution des tâches et l'abolition relative des frontières

entre les médias marquent l'avènement d'un nouveau réseau : plus ou moins ramifié, il transmet des messages qui utilisent un langage universel, celui du codage numérique. D'un même mouvement, les ramifications de ce réseau favorisent l'expression de communautés restreintes, et elles transcendent les frontières, ouvrant ainsi de larges brèches dans les monopoles nationaux de diffusion et de télécommunications.

L'éclatement de la communication ou, si l'on préfère une autre formulation, la diversité accrue des formes que revêt la communication par les médias est une invitation à adopter une nouvelle problématique : plutôt que de tenter de mettre à nu les influences réciproques des médias et de la société, mieux vaut s'efforcer d'évaluer la part respective des différentes modalités de communication effectivement instaurées ou susceptibles d'être instaurées par les médias (Balle, 1984, p. 678).

Très souvent, les professionnels ou les chercheurs sont tentés d'établir une typologie des médias en fonction des modalités de la communication que ceux-ci instaurent entre les groupes ou entre les individus. Ainsi, on continue de distinguer les médias selon qu'ils établissent une communication « de masse » ou une communication « de groupe ». À la distinction chère à René Berger entre les mass média et les « meso média » (médias de groupe), Jean Cloutier ajoute la catégorie des « self média », désignant ainsi tous ceux des médias qui individualisent l'enregistrement et la diffusion des messages.

En fait, il n'y a pas nécessairement coïncidence entre la technique choisie (le média) et la modalité de communication instaurée grâce à elle. C'est du moins [596] ce qu'enseigne l'histoire récente des médias : les médias qui sont baptisés « de masse » s'adressent de plus en plus souvent – ou de plus en plus longtemps – à des publics spécifiques ou minoritaires ; de même, les vidéo-cassettes, réputées « self-media » ou « groupmedia », sont bien souvent le support de programmes destinés à des publics nombreux, hétérogènes et dispersés. À l'exception de ceux qu'on appelle les selfmedia, tous les médias peuvent en réalité s'adresser à tout le monde ou à quelques personnes, selon le gré de leurs utilisateurs : en ce sens, ils constituent tantôt des moyens de grande diffusion, tantôt l'instrument de communications interpersonnelles.

Au sein de la communication médiatisée, une double distinction est donc à opérer ; d'un côté, en fonction du caractère massif ou singulier

de la communication, ou bien, si l'on préfère un autre langage, selon la stratégie qu'elle poursuit, « majoritaire » ou « minoritaire » ; et de l'autre, selon sa proximité et ses affinités avec l'une ou l'autre des deux formes opposées de la communication sociale, institutionnalisée ou interpersonnelle. Double distinction qui fait apparaître quatre situations distinctes.

– *Première situation* : le média prolonge et, le cas échéant, il amplifie une communication singulière, personnalisée et interpersonnelle dans son essence. Et simultanément, il touche un public différencié et aisément identifiable : ainsi, certaines lettres dites « confidentielles », les bulletins de liaisons. Et également certains micromédias dont le public est différencié et captif, et qui se consacrent à des centres d'intérêts nettement circonscrits, affermissant ainsi des solidarités préexistantes et permettant même à certaines d'entre elles de s'affirmer. Ou bien encore certaines rubriques ou certains programmes radiodiffusés très spécialisés. Instruments d'une communication plus ou moins interactive ces « minority-media » président à des échanges approximativement équitables : c'est du donnant-donnant. Avec interchangeabilité des rôles entre émetteurs et récepteurs de messages : les uns comme les autres sont alternativement informateurs et informés. Entre eux, le processus d'identification réciproque est à son comble. De façon asymptotique, la communication tend vers le face-à-face.

– *Deuxième situation* : tout en prolongeant une communication de type interpersonnel, le média vise un public nombreux et indifférencié. Le support devient un lieu de paroles disparates, destinées à tout le monde ou à personne, sur un fond d'idées reçues. Ainsi, la presse dite « alternative », les radios locales, les télévisions dites « communautaires ». La permutation des rôles entre émetteurs et récepteurs de messages est due à la proximité géographique des usagers potentiels du support de la communication, non à leur appartenance à un univers culturel. Peut-être l'expression de diffusion communautaire conviendrait-elle moins mal que d'autres pour désigner cette forme particulière de communication.

– *Troisième situation* : le média constitue l'organe d'expression officiel d'une institution et il ne cherche à atteindre, de toute évidence, qu'un public composé d'initiés, d'avertis, de convertis, de fidèles. En pareil cas, le support est le faire-valoir d'une organisation : il prolonge en la servant une communication institutionnelle. Privées de pareils

porte-voix, les organisations des sociétés modernes sont du reste menacées jusque dans leur existence. Ainsi, les journaux partisans écrits [597] pour les seuls militants, les revues d'experts écrites par des experts et pour des experts. La fonction des supports est de maintenir le moral des troupes, de consolider et de mobiliser éventuellement une solidarité préexistante. Il s'agit d'une situation de propagation institutionnelle. Car cette forme de communication se caractérise à la fois par son asservissement à une institution donnée et par le caractère singulier des relations qu'elle établit : une parole est dispensée, un discours unique est tenu.

– *Quatrième situation* : l'organe officiel d'une institution – un parti, une église, un courant de pensée, un syndicat –, entend s'adresser à tous, sympathisants ou non, rétifs ou captifs, public à convaincre ou public déjà converti. En pareil cas, la communication a pour unique finalité de convaincre. Le communicateur devient alors un véritable vulgarisateur, instituteur d'un public qu'il convient de captiver avant de l'instruire. Et le support qu'il utilise est un instrument de persuasion, de prosélytisme, de propagande. Persuasion qui se fait plus subreptice ou plus clandestine que dans le cas de figure précédent. Ainsi ces grands journaux des sociétés les plus riches, ceux-là mêmes qui se veulent organes d'information générale tout en affichant avec plus ou moins d'ostentation leur appartenance à un courant de pensée ou à un parti politique donné. Il s'agit alors d'une diffusion persuasive : les médias prolongent les institutions, leur servent de faire-valoir et ils espèrent rallier à leur cause le plus grand nombre possible d'indécis.

Ainsi, les médias sont les instruments de communications plus ou moins proches de l'une ou l'autre des deux autres modalités de la communication sociale : la communication interpersonnelle et la communication institutionnalisée. Selon les cas, ils les prolongent, les amplifient, les modifient ou les supplantent.

Les « mass média » – grands quotidiens, *news magazines*, radios et télévisions aux audiences étendues et hétérogènes – occupent cet espace laissé vacant, en chaque société, entre les autres modalités de la communication, soit, d'un côté, les prolongements de la communication interpersonnelle, et de l'autre, ceux de la communication institutionnalisée. C'est dans cet espace plus ou moins vaste qu'ils assument, en des proportions infiniment variables, diverses fonctions qui influent chacune sur la politique, entendue à la fois

comme effort pour légitimer les formes diverses de l'autorité et comme l'agrégation plus ou moins spontanée des intérêts particuliers et leur transfiguration en intérêt public : informer la société sur elle-même, mettre en relation entre eux les groupes qui la constituent, permettre enfin à une culture de s'exprimer par la reproduction ou la création. Véritablement massive par le nombre de ses destinataires potentiels ou effectifs, cette communication entretient avec une hypocrisie et des succès variables l'illusion de son indépendance vis-à-vis des organisations qui constituent les cadres principaux de la société. Ce qui ferait la force de ces organismes d'information – leur crédibilité – est, en un sens, leur capacité à convaincre que le respect des procédures et de la moralité professionnelles les prémunit contre tout danger d'asservissement.

En même temps qu'elle préside à l'éclatement de la communication politique, l'arrivée des nouveaux médias invite à un examen différent des conditions d'exercice de la liberté de parole ou de création, des conditions de formation et d'expression [598] des opinions, quel qu'en soit l'objet. Pendant longtemps, la liberté de l'information s'est identifiée à la seule liberté de la presse écrite. La concurrence entre des sources et des organes d'information indépendants des gouvernants représentait et continue de représenter, dans les pays occidentaux, ce qu'est la compétition des partis pour leurs régimes politiques. Né de la représentation de l'*Aufklärung*, l'idéal de l'information pour tous justifie encore, dans nos démocraties, chacun des éléments du régime juridique s'appliquant à la presse : la liberté de créer des organes d'information, des agences ou des journaux, et les limitations de la liberté de publier ou de rendre publics certains faits, dès lors que cette publication porterait atteinte à d'autres libertés également garanties par la société. Aujourd'hui, la presse a perdu son monopole sur l'information, même au sens étroit du terme. Et les médias, plus nombreux et variés, ont diversifié les messages offerts au public : l'information désormais ne se confond plus avec les seules nouvelles de l'actualité.

La fin du monopole de la presse écrite, la multiplication et la différenciation des domaines de l'information : cette double évolution conduit tout à la fois à la contestation des monopoles publics de radio-télévision et à une formulation différente du problème de la liberté d'expression. Pourquoi ce qui est bon pour la presse écrite – la

concurrence et l'initiative privée – serait-il nécessairement pervers pour la radio et la télévision ? Le constat en effet s'impose, à mesure que les capacités de transmettre le son et l'image augmentent : les monopoles érigés par les États européens demeurent ce qu'ils étaient, non par la nature des choses mais par la volonté des hommes. Jamais leur mise en accusation n'aurait atteint de tels sommets si les nouveaux médias n'avaient à ce point fait parler d'eux. Ainsi, les idées se mêlent aux faits pour inviter à penser différemment le problème de la liberté d'expression : la possibilité d'accéder sans discrimination et sur commande individuelle aux informations et aux œuvres de son choix apparaît désormais comme le pendant nécessaire à la liberté de rendre publiques des nouvelles ou des opinions. En d'autres termes, la liberté d'expression se définit à la fois par la liberté d'émettre des messages et par la liberté d'en recevoir. Et ce qui définit la démocratie, ce n'est pas la quantité de nouvelles ou de journaux, mais la lutte inlassablement menée contre des discriminations, toujours renaissantes, du côté de ceux qui parlent, et du côté de ceux qui écoutent.

L'irruption de nouvelles techniques nous interroge sur les pouvoirs des médias. Elle invite à définir pour la liberté d'expression une nouvelle problématique, pour parler dans la langue des pédants. En troisième lieu, elle pose le problème des relations entre l'État et les moyens d'expression et, du même coup, la question des principes dont celui-là se réclame pour exercer une action à l'endroit de ceux-ci. En aucune époque, ces principes n'ont été à ce point contradictoires. D'un côté, les démocraties pluralistes se soumettent aux lois du marché, aux commandements de la confiance dans les mécanismes d'ajustements réciproques de l'offre et de la demande. Ce sont ces commandements qui, en dernière analyse, apportent une légitimité au régime d'initiative et de concurrence auxquels sont soumis les médias, grands ou petits. Mais d'un autre côté, les mêmes démocraties, au fil des années, invoquent de façon toujours plus explicite la « responsabilité sociale » des médias, en même temps que le droit de tous à l'information ou à la culture. Joint à l'idée, [599] vraie ou fausse, du pouvoir des médias sur la société, le double argument commande aux États d'édicter des réglementations au nom de l'intérêt public. Dans ces pays, tout se passe donc comme si, dans un même élan, on proclamait son attachement au marché ou au dogme du client-roi, tout en affirmant sa détermination à soustraire de ces lois, au nom de la démocratie, une part toujours plus

grande des moyens et des contenus de l'information. À ce point, la contradiction renvoie, de toute évidence, à la juxtaposition en notre époque de deux conceptions différentes des libertés publiques : la première, issue d'un certain XIX^e siècle, qui conçoit les libertés comme des résistances au pouvoir, ce qui limite l'intervention des gouvernants au seul maintien des règles du jeu ; la seconde, née et mise en œuvre au lendemain de la seconde guerre mondiale, qui tient l'État pour l'ultime garant de libertés qu'il convient de créer ou d'« aménager », au profit des citoyens.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#)

- Albert (Pierre), 1978, *La presse française*, Paris, La Documentation française (Notes et Études documentaires).
- Anderson (David), James (B. G.), 1976, *Privacy and public disclosures under the freedom of information act*, Tarlton library.
- Antoine (Jacques), 1972, *Le pouvoir et l'opinion. Essai sur la communication sociale*, Paris, Denoël.
- Aron (Raymond), 1957, *Signification politique de la radio-télévision dans le monde*, Cahiers d'études de radio-télévision.
- Aron (Raymond), 1965, *Essai sur les libertés*, Paris, Calmann-Lévy.
- Balandier (Georges), 1980, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland.
- Balle (Francis), 1984, *Médias et société*, Paris, Éditions Montchrestien.
- Balle (Francis), Eymery (Gérard), 1984, *Les nouveaux médias*, Paris, PUF.
- Balle (Francis), Padioleau (Jean), en coll., 1973, *La sociologie de l'information*, Paris, Larousse.
- Baudrillard (Jean), 1972, *Pour une critique de l'économie politique*, Paris, Gallimard.
- Berelson (Bernard), Lazarsfeld (Paul), Gaudet (Hazel), 1944, *The people's choice*, New York, Columbia University Press.
- Bertrand (Claude-Jean), 1982, *Les médias aux États-Unis*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- Blumler (J. G.), éd., 1983, *Communication voters*, Beverly Hills, Sage.

- Bogart (Leo), 1956, *The Age of television. A study of viewing habits and the impact of TV on American life*, New York.
- Bogart (Leo), 1969, *Current controversy in marketing research*, Chicago, Markham Publ. Camp.
- Boorstin (D.), 1963, *L'image*, Paris, Julliard.
- Butler (D.), Stokes (D.), 1969, *Political change in Britain*, Londres, Mac Millan.
- Cadet (A.), Cathelat (B.), 1968, *La publicité, de l'instrument économique à l'institution sociale*, Paris, Payot.
- Campbell (A.), Converse (P.), Miller (W.), Stokes (D.), 1960, *The american voter*, New York, Wiley.
- Cazenave (François), 1984, *Les radios libres*, Paris, PUF.
- Cazeneuve (Jean), 1972, *La société de l'ubiquité*, Paris, Denoël.
- Cazeneuve (Jean), 1976, *Les communications de masse*, Paris, Denoël.
- Chariot (Monica), 1970, *La persuasion politique*, Paris, A. Colin.
- Comstock (G.), 1981, *Television in America*, Londres, Sage.
- Cotteret (Jean-Marie), 1973, *Gouvernants et gouvernés. La communication politique*, Paris, PUF.
- Cotteret (Jean-Marie), Émeri (Claude), Gerstlé (Jacques), Moreau (René), 1978, *Giscard-Mitterrand, 54 174 mots pour convaincre*, Paris, PUF.
- [600]
- Cotteret (Jean-Marie), Ayache (Gérard), Dux (J.), 1984, *L'image des multinationales en France dans la presse et l'opinion publique*, Paris, PUF.
- Debbasch (Charles), 1969, *Le droit de la radio et de la télévision*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- Debray (Régis), 1979, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsay.
- Dichter (Ernest), 1961, *La stratégie du désir, une philosophie de la vente*, traduit de l'américain, Paris, Fayard.
- Domenach (Jean-Marie), 1979, *La propagande politique*, 8^e éd., Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- Driencourt (Jacques), 1950, *La propagande, nouvelle force politique*, Paris, Armand Colin.
- Durandin (Guy), 1956, *Propagande et publicité*, dans H. Piéron, *Traité de psychologie appliquée*, liv. V, Paris, PUF.
- Durandin (Guy), 1982, *Le mensonge en propagande et en publicité*, Paris, PUF.
- Ellul (Jacques), 1963, *Propagandes*, Paris, Armand Colin.

- Ellul (Jacques), 1967, *Histoire de la propagande*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- Ellul (Jacques), 1981, *La parole humiliée*, Paris, Éditions du Seuil.
- Erickson (R.), Luttbeg (N.), Tedin (K.), 1980, *American public opinion*, New York, J. Wiley.
- Escarpit (Robert), 1976, *Théorie générale de l'information et de la communication*, Paris, Hachette.
- Escarpit (Robert), 1978, *L'écrit et la communication*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- Escarpit (Robert), 1981, *Théorie de l'information et pratique politique*, Paris, Éditions du Seuil.
- Faucher (J. A.), Jacquemart (N.), 1969, *Le quatrième pouvoir, la presse française de 1830 à 1960*, Paris, Éditions Jacquemart.
- Glowinski (A.), 1980, *Télécommunication, objectif 2000*, travail collectif, Paris, Dunod.
- Grosser (Alfred), 1972, *Hitler, la presse et la naissance d'une dictature*, 3^e éd., Paris, Armand Colin.
- Habermas (Jürgen), 1978, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. de l'allemand par M. B. Launay, Paris, Payot.
- Handbook of political communication*, ed. by D. Nimmo et K. R. Sanders, 1981, London, Eagen.
- Hess (S.), 1974, *The presidential campaign*, Washington, Brookings Institution.
- Hoppenkamps (H.), 1977, *Information oder Manipulation ? Untersuchungen zur Zeitungsberichterstattung über eine Debatte des Deutschen Bundestages*, Tübingen, Max Niemeyer Verlag.
- Hovland (Carl) *et al.*, 1957, *The order of presentation in persuasion*, New Haven, Yale Univ. Press.
- Kapferer (Jean-Noël), 1984, *Les chemins de la persuasion. Le mode d'influence des médias et de la publicité sur les comportements*, nouv. éd., Paris, Dunod.
- Katz (Elihu), Lazarsfeld (Paul), 1955, *Personal influence ; the part played by the people in the flow of mass communications*, Glencoe, Free Press.
- Katz (Elihu), janvier 1977, *La recherche sociale sur la radiodiffusion ; propositions pour un nouveau développement*. Rapport établi par le P^r El. Katz, pour la BBC, trad. de l'anglais par S. Didelot, Londres-Paris, BBC, Radio-France, 1978.
- Klapper (Joseph T.), 1960, *The effects of mass communication*, New York, Free Press (Foundation of Communication Research).

- Koschwitz (Hans Jurgen), 1974, *Publizistik und politisches System*, München, Piper Verlag.
- Lang (K.), Lang (G. E.), 1968, *Television and politics*, Chicago, Quadrangle.
- Lasswell (Harold), Leites (Nathan), 1949, *The language of politics. Studies in quantitative semantics*, New York, Stewart.
- Lemert (J. B.), 1981, *Does mass communication change public opinion after all ? : a new approach to effect analysis*, Chicago, Nelson-jall.
- Lipset (Seymour Martin), 1981, *Political Man*, Expanded Edition, John Hopkins.
- Lipset (Seymour Martin), Schneider (William), 1983, *The Confidence Cap*, New York, Free Press.
- Marcuse (Herbert), 1968, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, trad. de l'anglais par M. Wittig et l'auteur, New York, Free Press.
- Mass Media et idéologie aux États-Unis, in *Revue française d'Études américaines*, vol. III, n° 6, octobre 1978.
- McLuhan (Marshall), 1962, *La Galaxie Gutenberg*, Paris, Marne.
- McLuhan (Marshall), 1964, *Pour comprendre les médias*, Paris, Le Seuil.
- Megret (M.), 1956, *La guerre psychologique*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- [601]
- Merle (Marcel), 1979, Le rôle de l'information dans le processus de la communication internationale, in *Documents. Revue des questions allemandes*, décembre.
- Miquel (Pierre), 1972, *Histoire de la radio et de la télévision*, Paris, Richelieu.
- Morin (Edgar), *L'esprit du temps*, Paris, Grasset.
- Nimmo (Dan), 1978, *Political communication and public opinion in America*, Santa Monica, Goodyear.
- Nimmo (Dan), Combs (J.), 1980, *Subliminal politics*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall.
- Packard (Vance), 1984, *La persuasion clandestine*, nouv. éd. actualisée, Paris, Calmann-Lévy.
- Paillet (Marc), 1974, *Le journalisme. Fonctions et langages du quatrième pouvoir*, Paris, Denoël.
- Patterson (T. E.), 1980, *The mass media election*, New York, Praeger.
- Perry (J. M.), 1958, *The News Politics. The expanding technology of political manipulations*, London, Weindenfeld & Nicholson.

- Pigasse (Jean-Paul), 1975, *La difficulté d'informer. Vérités sur la presse économique*, Paris, A. Moreau.
- Pool (Ithiel de Sola), Schramm (N.), *Handbook of communication*, Chicago.
- Riesman (David), 1964, *La Foule solitaire. Anatomie de la société moderne*, Paris, Arthaud.
- Rosenbloom (H.), 1979, *Politics and the média*, Fitzray Scribe Publications.
- Rubin (B.), 1977, *Media, politics and democracy*, New York, Oxford University Press.
- Sauvy (Alfred), 1949, *Le pouvoir et l'opinion*, Paris, Payot.
- Schaeffer (Pierre), 1970, *Les machines à communiquer*, t. 1, 1972, t. 2, Paris, Éditions du Seuil.
- Schmidt-Scheeder (G.), 1977, *Reporter des Hölle. Die Propaganda-Kompanien im 2. Weltkrieg. Erlebnis und Dokumentation*, Stuttgart, Motorbuch Verlag.
- Schwartzberg (Roger-Gérard), 1977, *L'État spectacle. Essai sur et contre le « star-system » en politique*, Paris, Laffont.
- Servan-Schreiber (Jean-Louis), 1972, *Le pouvoir d'informer*, Paris, Laffont.
- Smith (B.), Lasswell (H.), Casey (R.), 1946, *Propaganda, communication and public opinion. A comprehensive guide*, Princeton, Princeton UP.
- Sommerlad (E. Lloyd), 1975, *Systèmes nationaux de communication, questions de politiques et options*, Paris, Unesco.
- Tchakhotine (Serge), 1939, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard.
- Tchakhotine (Serge), 1952, *Le viol des foules par la propagande politique*, nouv. éd., Paris, Gallimard.
- Terrou (Fernand), Solal (Lucien), 1951, *Le droit de l'information*, Paris, Unesco (La presse, le film et la radio dans le monde d'aujourd'hui).
- Terrou (Fernand), 1955, *L'information et l'État*, Paris, École nationale d'Administration.
- Terrou (Fernand), 1979, *L'information*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- Toussaint-Desmoulins (Nadine), 1978, *L'économie de l'information*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- Tunstall (Jeremy), 1971, *Journalists at work*, London, Consyable.
- Tyrrel (R.), 1981, *The work of the television journalist*, 2nd ed., London, Focal Press.
- Victoroff (David), 1978, *La publicité et l'image*, Paris, Denoël-Gonthier.
- Voyenne (Bernard), 1980, *L'information aujourd'hui*, Paris, Armand Colin.

What news : the media in American society, Elie Abel ed., San Francisco, Institute for Contemporary Studies ; New Brunswick.

Winn (Marie), 1979, *TV Drogue ? (the Plug in drug)*, traduit de l'américain par J. Chambert et J. Piveteau, Paris, Fleurus.

White (T. H.), 1961, *Comment on fait un président. La victoire de Kennedy*, Paris, Laffont.

Wyckoff (G.), 1968, *The image candidates. American politics in the age of television*, New York, Mac Millan.

Yorre (I.), 1978, *The technique of television news*, London, Focal Press.

[602]